

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DES
JURIDICTIONS D'INSTRUCTION

PAR

HENRI DIOR

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*L'Acte public sur les matières ci-dessus, sera soutenu
le Samedi 27 Avril 1901, à 8 heures 1/2 du matin.*

Président : M. LE POITTEVIN, professeur.

*Suffragants : { M. LÉVEILLÉ, professeur.
 { M. GARÇON, professeur.*



PARIS

L. BOYER

Imprimeur-Editeur

15, Rue Racine, 15

1901

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DES
JURIDICTIONS D'INSTRUCTION

PAR

HENRI DIOR

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*L'Acte public sur les matières ci-dessus, sera soutenu
le Samedi 27 Avril 1901, à 8 heures 1/2 du matin.*

Président : M. LE POITTEVIN, professeur.

*Suppléants : { M. LÉVEILLÉ, professeur.
 { M. GARÇON, professeur.*



PARIS

L. BOYER

Imprimeur-Editeur

15, Rue Racine, 15

1901

A MON PÈRE

A MA MÈRE

GÉNÉRALITÉS

Lorsqu'a été commise une grave infraction à la loi pénale il est, on le sait, indispensable d'ouvrir une instruction préparatoire, non seulement pour rechercher, s'il y a lieu, l'auteur de cette infraction, mais encore pour réunir et grouper toutes les circonstances qui pourront, plus tard, devant la juridiction de jugement, permettre de fixer exactement le degré de culpabilité de cet auteur.

On conçoit donc aisément que, dans notre hypothèse, l'inculpé doive être soumis d'abord à une procédure tendant à instruire contre lui l'infraction grave qui lui est reprochée, et, en second lieu, à une procédure tendant à lui appliquer le châtement qu'il sera reconnu mériter.

D'où la division de la procédure en deux phases : il appartient aux « juridictions d'instruction » de donner une solution à la première d'entre elles ; quant à la seconde, elle aura son dénouement devant la « juridiction de jugement. »

Les juridictions d'instruction, qui seules doivent nous occuper au cours de ce travail, comprennent au 1^{er} degré : le juge d'instruction ; et, au 2^{me} degré : la Chambre des mises en accusation.

La mission des magistrats est, au cours de l'instruction

préparatoire, particulièrement délicate : tout inculpé n'est pas nécessairement un coupable, et l'arrestation d'un innocent cause à celui-ci, et dans sa personne, et dans sa fortune, un dommage souvent fort considérable ; il faut chercher à lui éviter la torture morale qui peut résulter pour lui d'un débat public devant la juridiction de jugement, ce débat se terminât-il par un acquittement. Il faut, en d'autres termes, qu'au cours de l'instruction préparatoire, une décision, une sorte de *jugement* puisse, intervenir pour proclamer légalement l'innocence de l'inculpé : d'où la nécessité d'organiser une autorité quelconque ayant pouvoir de statuer ainsi. « Les Juridictions d'instruction ont donc été instituées pour arrêter dès le début les accusations indiscretes et leur fermer l'entrée des tribunaux »(1).

Ces juridictions présentent encore une autre utilité, non plus quant à la personne de l'inculpé, mais quant aux faits délictueux eux-mêmes. Le juge d'instruction a, supposons-le, réuni et groupé les circonstances qui permettent de fixer la nature, au moins apparente, de l'infraction. Le coupable présumé est bien, supposons-le encore, celui contre lequel l'instruction préparatoire a été dirigée. Il faut dans ces conditions que, s'emparant de ces données, une décision intervienne qui statue sur les conséquences découlant des diverses opérations de l'instruction préparatoire. Il faut qu'une autorité *jugeant*, pour ainsi dire, cette instruction, décide, au moins provisoirement, si les faits reprochés constituent un crime, un délit correctionnel ou une simple contravention, saisissant ainsi, par

(1) Trébutien, *Cours de Droit criminel*, t. 2, p. 365.

cette décision même, tout au moins dans ces deux dernières hypothèses, la juridiction qui aura à statuer, et renvoyant, s'il y a crime présumé, le dossier de l'instruction à la chambre des mises en accusation, chargée de procéder à un nouvel examen.

Les juridictions d'instruction assurent ainsi, dans la mesure du possible, la marche régulière de la procédure pénale : « La juridiction qui prononce sur l'instruction écrite est donc à la fois le plus solide fondement de la justice, puisqu'elle régularise son action et communique à ses actes la force qui est dans la stricte application de la loi, et la plus forte garantie de la liberté civile, puisqu'elle prévient ou réprime les abus et les excès que les attributions mal définies de la police judiciaire et de l'instruction rendent toujours faciles » (1).

En résumé, il est nécessaire, dans la législation pénale, qu'entre le magistrat instructeur et la juridiction de jugement il y ait une ou plusieurs autorités intermédiaires auxquelles appartienne le pouvoir de contrôler l'œuvre de ce magistrat chargé de l'instruction préparatoire, de prononcer sur les résultats acquis par celle-ci, et de décider si l'inculpé devra être déchargé de toute responsabilité pénale à raison des faits qui lui étaient imputés, ou bien, au contraire, traduit devant une juridiction qu'elles désignent et qui aura pour mission de statuer définitivement. Il faut, en un mot, des « juridictions d'instruction » ; nous nous proposons, dans notre travail, de les étudier en détail.

(1) Faustin-Hélie, *Traité de l'Instruction criminelle*, liv. 5, chap. I^{er}, § 396, t. 6, p. 42.

La nécessité des juridictions d'instruction se trouvant ainsi établie, nous avons à rechercher tout d'abord comment, aux diverses époques de notre législation pénale, ont été organisées les juridictions chargées de statuer sur les divers éléments que l'instruction a permis de recueillir pour ou contre la culpabilité.

Nous exposerons donc les divers systèmes qui ont été adoptés successivement jusqu'à la loi de 1856 : c'est seulement à partir de cette dernière loi qu'existe la législation actuellement en vigueur.

NOTIONS HISTORIQUES

On peut dire, d'une manière générale, que la création des juridictions d'instruction appartient à la législation moderne.

A Rome, en effet, l'accusation était publique ; tout en s'exposant à des peines plus ou moins sévères au cas où cette accusation n'était pas fondée, toute personne pouvait, à son gré, en accuser une autre.

Nous ne trouvons donc rien là qui rappelle notre instruction moderne, et, à plus forte raison, la Juridiction d'instruction.

Si nous passons maintenant à notre ancien Droit français, il nous faut arriver à l'établissement de la procédure inquisitoriale (ordonnances de 1498 et de 1539) pour trouver une législation organisant, quoique très imparfaitement, une instruction préparatoire.

En réalité, ce n'est que l'ordonnance de 1670 qui mérite de fixer, tout d'abord, notre attention. Sous l'empire de cette ordonnance, trouve-t-on l'origine de nos Juridictions d'instruction ?

On l'a prétendu (1) ; on a soutenu que cette origine se rencontrait dans ce que l'on appelait, au cours de la procédure édictée par cette ordonnance, le « règlement à l'extraordinaire » (tit. 15, art. 1^{er}).

Le règlement à l'extraordinaire était une sorte de jugement préparatoire rendu après l'interrogatoire de l'accusé : les juges ayant reconnu que l'accusation méritait d'être instruite, en tant que pouvant donner lieu à des peines afflictives et infamantes, décident par ce jugement que les témoins qui ont été sommairement entendus dans une information préalable seront de nouveau entendus, afin que leurs dépositions soient définitivement fixées, « réco-lées », cette décision ordonnant en outre, s'il y a lieu, la confrontation des témoins avec l'accusé.

Remarquons-le, d'après l'ordonnance, pour qu'il y ait règlement à l'extraordinaire, non seulement il faut un jugement qui l'ordonne, mais encore il est indispensable que ce règlement soit rendu, non par le seul magistrat instructeur, mais par tous les juges du siège, le nombre de

(1) Mangin, *Traité sur l'Instruction criminelle*, t. II, n° 2.

ces juges étant égal, pour rendre le règlement, à celui exigé pour rendre valablement la sentence (1). En fait, ces dispositions n'étaient pas appliquées : le juge instructeur statuait seul.

D'autre part si l'interrogatoire, les charges et informations, semb'aient prouver une infraction telle que de simples condamnations pécuniaires pouvaient seules être prononcées, le procès criminel devait être converti en procès ordinaire, ce qui s'appelait « civiliser le procès ».

Il est certain que les décisions dont il vient d'être parlé présentent quelque analogie avec celles que rendent, à l'époque actuelle, nos juridictions d'instruction. Mais nous ne croyons pas cependant qu'il faille rechercher l'origine historique de ces juridictions d'instruction modernes dans les dispositions précitées de l'Ordonnance de 1670.

Il ne semble pas, en effet, que le règlement à l'extraordinaire examine, en fait, quelles sont les charges plus ou moins graves qui pèsent sur l'inculpé. Il semble bien plutôt que l'on recherche quelle est la nature de l'affaire, et s'il y a lieu de continuer à poursuivre d'après les règles ordinaires en matière criminelle, ou bien s'il y a lieu, ainsi que nous l'avons dit plus haut, de civiliser l'affaire, quand la nature de l'infraction ne permet de ne prononcer que des peines pécuniaires.

Somme toute, c'était à peu près exclusivement la question de compétence que les juges avaient à trancher, en rendant la décision appelée règlement à l'extraordinaire.

(1) Muyart de Vouglans, — *Lois criminelles de France*, livre I, tit. 6, § 11, nos 2 et 4,

C'est d'ailleurs ce que dit Muyart de Vouglans lorsqu'il constate que « s'il y a lieu, au moyen d'un semblable règlement, de vérifier la preuve résultant des charges, ce n'est pas pour peser cette preuve qui peut être ultérieurement fortifiée, c'est pour y puiser les éléments d'une qualification criminelle ».

C'est dans le Droit de la période intermédiaire que nous trouvons réellement, en France, l'origine des juridictions d'instruction.

Après avoir momentanément admis le système de l'ordonnance de 1670 (1), en décidant, dans l'art. 17 de la loi des 8 et 9 octobre 1789, que dans les procès criminels le règlement à l'extraordinaire devrait être ordonné par trois juges au moins, l'Assemblée Constituante consacra, par la loi du 30 avril 1790, le principe de l'existence de deux jurys en matière criminelle.

Ces deux jurys devaient porter respectivement les noms de « Jury d'accusation » et de « Jury de jugement ».

La Constitution de 1791 formula de nouveau cette règle fondamentale que « nul ne pourra être jugé au criminel sans qu'une accusation ait été préalablement admise par des jurés ».

En conséquence, la loi du 16 septembre 1791, prenant en cela modèle sur la législation anglaise (2), organisa les jurys d'accusation.

(1) Nous avons dit qu'en pratique les dispositions de l'ordonnance sur ce point n'étaient pas observées.

(2) En Angleterre, en effet, ce jury d'accusation, ou « grand jury »,

En 1791, les fonctions de la police judiciaire furent uniquement confiées aux Juges de paix et aux officiers de gendarmerie.

En matière criminelle, le directeur du jury avait les pouvoirs les plus importants. Le directeur du jury était un magistrat spécial chargé de mettre, d'après les données fournies par les officiers de police judiciaire, l'affaire criminelle en état d'être soumise au jury d'accusation.

En sorte que le directeur du jury dressait l'acte d'accusation, convoquait les jurés devant composer le premier jury, les dirigeait, recevait leurs déclarations, et rendait l'ordonnance qui devait être la suite de celles-ci.

Le jury d'accusation, tel qu'il fut institué par la loi française de 1791, avait une mission que le rapporteur de la loi précisait ainsi : « La société doit prendre les plus grandes précautions pour faire que les accusations soient, si non plus rares, au moins plus justes, plus exemptes de prévention et de calomnie ; c'est à quoi l'on ne peut parvenir qu'en laissant des citoyens décider s'il y a lieu ou non à accuser un citoyen (1) ».

Quant au fonctionnement du jury d'accusation, il était réglé par les dispositions suivantes :

Le procureur syndic formait tous les trois mois la liste de 30 citoyens réunissant les conditions requises pour être

existait depuis longtemps, faisant ainsi fonction de juridiction d'instruction. Dans la dernière partie de notre étude, nous examinerons avec quelques détails le fonctionnement, en Angleterre, de ces jurys d'accusation.

(1) Rapport de M. Duport à l'Assemblée Constituante, 20 décembre 1790 (*Moniteur* du 27 décembre 1790, p. 1489, 2^{me} col.).

électeurs (titre X, art. 1^{er}) ; le juge directeur du jury faisait tirer au sort, en présence du public, 8 membres de cette liste pour former le tableau du jury d'accusation (titre I, art. 18 et 19).

La compétence des jurés était restreinte aux délits qui, emportant peine afflictive ou infamante, leur étaient directement déférés (art. 10-11).

Les pièces étaient lues d'abord ; puis les témoins produits à l'appui de l'accusation étaient entendus de vive voix, ainsi que la partie plaignante (art. 20).

D'ailleurs, ni l'accusé, ni les témoins que ce dernier pouvait présenter à sa décharge n'étaient produits, et les jurés ne pouvaient être l'objet d'aucune récusation.

La décision était prise à la majorité des suffrages (art. 27). Si les jurés prononçaient qu'il n'y avait pas lieu à accusation, le prévenu était mis en liberté, et ne pouvait plus être poursuivi à raison du même fait, à moins que, sur de nouvelles charges, il ne fût présenté un nouvel acte d'accusation. S'ils déclaraient, au contraire, qu'il y avait lieu à accusation, le directeur du jury rendait sur le champ une ordonnance de prise de corps contre l'accusé, qui était renvoyé devant le jury de jugement (art. 28-29).

Il importe de remarquer que, sous l'empire de la loi de 1791, le directeur du jury n'était pas absolument maître de l'accusation. Après avoir posé, dans l'art. 5 du titre 1^{er}, le principe qu'aucun acte d'accusation ne pouvait être présenté au jury que pour un délit emportant peine afflictive ou infamante, la loi formulait les règles qui suivent :

1^o Dans le cas où il n'y a point de partie plaignante ou dénonciatrice, que l'accusé soit présent ou non, si le direc-

teur du jury trouve, par la nature du délit, que l'accusation ne doit pas être présentée au jury, il assemble dans les 24 heures le tribunal, lequel prononce sur cette question, après avoir entendu le commissaire du Roi (art. 6).

2° Si, dans le même cas, le directeur du jury estime, d'après la nature du délit, que l'accusation doit être présentée au jury, ou si, contre son opinion, le tribunal l'a décidé ainsi, il dresse l'acte d'accusation (art. 7).

3° Lorsqu'il y a une partie plaignante ou dénonciatrice, et qu'elle se présente au directeur du jury, l'acte d'accusation est dressé de concert avec elle (art. 9).

4° Si le directeur du jury et la partie ne peuvent s'accorder, soit sur les faits, soit sur la nature de l'accusation, chacun d'eux peut rédiger séparément son acte d'accusation (art. 10), et le jury examine ces deux actes, admet l'une ou l'autre des deux accusations, ou rejette les deux.

Il est possible aussi que les jurés pensent qu'il y a bien lieu à une accusation, mais différente de celle qui est portée dans l'acte ou dans les actes d'accusation sur lesquels ils délibèrent. Leur chef met alors au bas de l'acte à eux présenté : « La déclaration du jury est : il n'y a pas lieu à la présente accusation » (art. 24). Dans ce cas, les magistrats peuvent, sur les déclarations écrites des témoins et sur les autres renseignements, dresser un nouvel acte d'accusation (art. 25). La même faculté est accordée à la partie plaignante qui a présenté un acte particulier d'accusation.

D'autre part, et bien que le rôle du ministère public soit assez effacé pendant que se déroule la procédure devant le premier jury, il faut cependant tenir compte de son in-

tervention puisque, aux termes de l'art. 13 de la loi, « les actes d'accusation doivent toujours être communiqués au commissaire du Roi, avant d'être présentés au jury. Et si le commissaire du Roi trouve que, d'après la loi, le délit est de nature à mériter peine afflictive ou infamante, il exprime son adhésion par ces mots : La loi autorise ; au cas contraire, il exprime son opposition par ceux-ci : La loi défend. Dans ce dernier cas, la question peut être portée au tribunal de district qui statue dans les 24 heures ».

Le Code des délits et des peines du 3 Brumaire an IV, tout en augmentant le nombre des officiers de police judiciaire, conserva au directeur du jury les mêmes fonctions que celles qu'il exerçait auparavant. Mais, de plus, il lui confia d'autres attributions. C'est ainsi que le directeur du jury fut compris dans la liste des officiers de police judiciaire, et, en tant que magistrat, chargé, dans les affaires où la peine ne pouvait être ni afflictive ni infamante, ni de simple police, de rendre une ordonnance renvoyant, devant le tribunal qui devait le juger correctionnellement, le prévenu contre lequel il y avait mandat d'arrêt ou de comparution.

D'autre part, si la citation était donnée directement au prévenu, devant ce tribunal, par la partie plaignante, le directeur du jury devait viser cette citation, après s'être assuré que le délit qui en était l'objet appartenait bien à la juridiction correctionnelle.

Ces attributions nouvelles des directeurs du jury nous semblent devoir être ici signalées d'une façon toute spéciale, car les juges d'instruction, sous l'empire de notre

droit actuel, ayant succédé à ces magistrats, nous pouvons voir dans les dispositions qui précèdent, en ce qui concerne tout au moins les délits correctionnels, une origine du pouvoir qu'ont aujourd'hui les juges d'instruction de statuer en tant que juridiction.

Ces ordonnances par lesquelles le directeur du jury renvoyait l'inculpé devant la juridiction correctionnelle n'étaient pas, dit Merlin (1), *attributives*, mais seulement *indicatives* de la compétence.

De là, il suit :

1° Que le tribunal correctionnel pouvait juger qu'il y avait erreur dans l'indication que le directeur du jury avait faite de sa juridiction pour prononcer sur un délit ;

2° Qu'en le jugeant ainsi, il pouvait, comme supérieur au directeur du jury, faire ce qui eût dû être fait par celui-ci, c'est-à-dire lui renvoyer l'instruction s'il s'agissait d'une affaire de grand criminel, ou la renvoyer au tribunal de police s'il s'agissait d'une simple contravention ;

3° Que, lorsque le tribunal correctionnel se bornait à se déclarer incompétent, le directeur du jury se trouvait de plein droit ressaisi de l'instruction, et que c'était à lui à rendre une nouvelle ordonnance à l'effet de traduire le prévenu, ou devant le jury d'accusation, ou devant le tribunal de police. Il n'y avait donc pas, dans ce cas, conflit négatif de juridiction entre le tribunal correctionnel et le directeur du jury.

En ce qui concerne le rôle du ministère public sous l'empire de la loi de l'an IV, nous nous contenterons de signaler ici les dispositions suivantes :

(1) Répertoire de Merlin, V. *Directeur du Jury*, p. 597.

Les fonctions de commissaire du pouvoir exécutif près le directeur du jury d'accusation sont remplies par le commissaire du pouvoir exécutif du tribunal correctionnel (art. 213).

Les ordonnances du directeur du jury sont, à peine de nullité, précédées des conclusions de ce commissaire du pouvoir exécutif. Le directeur du jury motive ses ordonnances, et il en renvoie, dans les trois jours suivants, un extrait à l'accusateur public (art. 221).

L'acte d'accusation n'est présenté au jury qu'après avoir été communiqué au commissaire du pouvoir exécutif qui y met son vu (art. 230).

La loi du 7 pluviôse an IX a, d'une part, fixé plus nettement les fonctions du ministère public (1) et ses rapports avec le directeur du jury (2), et, d'autre part, apporté une modification profonde à la procédure antérieurement suivie devant les jurys d'accusation.

(1) « Les codes intermédiaires avaient établi le vrai principe de la poursuite des délits ; mais ils n'avaient pas été aussi heureux dans l'application que dans le choix de ce principe. Les fonctions du ministère public et du juge d'instruction n'avaient pas été soigneusement distinguées. Il est même assez difficile d'expliquer comment le législateur, qui avait mis tant d'importance à séparer dans les lois la poursuite et l'instruction relative aux délits, avait pu en préparer la confusion inévitable, en réunissant sur la tête du même magistrat les fonctions diverses qu'elles imposent. La loi du 7 pluviôse an IX eut pour effet de prévenir cette confusion. » (Rapport fait au Corps législatif par M. Dhaubersart, président de la commission de législation. — Séance du 17 novembre 1808). Loqué, t. 25, p. 252.

(2) Il y avait autant de directeurs du jury que de tribunaux d'arrondissement, et c'était dans ces tribunaux mêmes qu'ils étaient pris à tour de rôle.

Tout d'abord, et d'après l'article 1^{er} de la loi de l'an IX, le commissaire du gouvernement faisant les fonctions d'accusateur public près le tribunal criminel avait désormais, près du tribunal civil de chaque arrondissement, un substitut chargé de la recherche et de la poursuite de tous les délits dont la connaissance appartenait, soit aux tribunaux de police correctionnelle, soit aux tribunaux criminels. C'est ce substitut auquel l'usage s'établit rapidement de donner le nom de magistrat de sûreté.

Le substitut décernait, contre le prévenu, un mandat de dépôt, et avertissait aussitôt le directeur du jury, qui commençait l'instruction ; aucun acte de procédure et d'instruction ne devait être fait par le directeur du jury, sans avoir entendu le substitut du commissaire près le tribunal criminel.

L'affaire étant ainsi engagée, quand le directeur du jury estime qu'elle est suffisamment instruite, il en ordonne la communication au substitut ; celui-ci est tenu, dans les trois jours au plus, de donner ses réquisitions par écrit, ensuite desquelles le directeur du jury rend une ordonnance par laquelle, selon les différents cas, la nature et la gravité des preuves, il met le prévenu en liberté, ou le renvoie devant le tribunal de simple police, ou devant le tribunal de police correctionnelle, ou devant le jury d'accusation. L'ordonnance, dans ce dernier cas, porte toujours mandat d'arrêt contre le prévenu, lequel peut cependant être mis en liberté, dans les cas et selon les formes déterminés par la loi (art. 15).

Lorsque l'ordonnance n'est pas conforme aux réquisitions, l'affaire est soumise au tribunal de l'arrondisse-

ment, qui n'en juge qu'après avoir entendu le substitut et le directeur du jury, mais ce dernier ne peut prendre part à cette décision (art. 16). Dans les 24 heures qui suivent ce jugement, le substitut peut, s'il le juge convenable, l'envoyer avec les pièces au commissaire près le tribunal criminel ; cependant, le même jugement s'exécute par provision s'il porte la mise en liberté du prévenu (art. 17).

Si le commissaire près le tribunal criminel croit qu'il y a lieu de maintenir la solution donnée par le jugement, il le renvoie sans délai à son substitut pour le mettre définitivement à exécution ; dans le cas contraire, il en réfère au tribunal criminel qui peut réformer le jugement, non seulement à raison de la compétence, de tout excès de pouvoir, ou pour fausse application de la loi à la nature du délit, mais encore à raison des nullités qui pourraient avoir été commises dans l'instruction et la procédure. Ce jugement, ainsi que celui de première instance, sont rendus à la Chambre du conseil (art. 18).

Enfin le commissaire près le tribunal criminel peut se pourvoir en cassation contre ce jugement du tribunal criminel, mais seulement à raison de la compétence, pour excès de pouvoir, ou pour fausse application de la loi à la nature du délit ; l'affaire est portée directement à la section criminelle du tribunal de Cassation, qui statue en la Chambre du conseil (art. 19).

En second lieu, en ce qui concerne la procédure proprement dite devant le jury d'accusation, la loi de l'an IX (art. 21 et 22) décide que l'acte d'accusation est dressé par le magistrat de sûreté et que le directeur du jury en fait, en sa présence, lecture aux jurés, ainsi que de toutes les pièces

relatives à cet acte d'accusation. Mais la partie plaignante ou dénonciatrice n'est pas entendue devant le jury d'accusation ; les témoins n'y sont pas appelés : leurs dépositions sont seulement remises au jury avec les interrogatoires et les diverses pièces qui peuvent venir à l'appui de l'acte d'accusation.

On voit, par les dispositions qui précèdent, que les pouvoirs d'information du jury d'accusation subissaient une restriction grave, si l'on remarque que, sous la loi de 1791, les témoins produits à l'appui de l'accusation étaient entendus de vive voix ainsi que la partie plaignante. En sorte que M. Faustin-Hélie a pu dire très exactement : « Le jury d'accusation n'a réellement existé que jusqu'à la loi du 8 pluviôse an IX ; car lorsque, en vertu de cette loi, le jury n'a plus jugé que sur la lecture de la procédure écrite, il a cessé de remplir les fonctions du jury pour remplir celles d'un juge, sans en avoir les lumières et la pratique (1).

La restriction apportée par la loi de l'an IX aux pouvoirs d'investigation qu'avaient eu jusque-là les jurys d'accusation, devait fatalement aboutir à la suppression de ces juridictions d'instruction, étant donné surtout que la codification, et spécialement la codification pénale, devait avoir lieu conformément aux idées centralisatrices et autoritaires de l'Empereur.

Cependant le projet de Code maintenait encore cette institution : « Nous voulons, disait le rapporteur, que le jury

(1) Faustin-Hélie, *Instruction criminelle*, livre V, chapitre 1^{er}, § 396 (tome 6, p. 49).

d'accusation soit composé de quinze personnes, et qu'elles soient prises parmi les 200 citoyens les plus imposés de l'arrondissement : ces 200 citoyens seront ainsi constitués, pour ainsi dire, les gardiens permanents de la paix du pays. »

Dans sa séance du 16 prairial an XII, le Conseil d'Etat admit, sans qu'il s'élevât d'objections, le maintien des jurys d'accusation. Même solution dans les rédactions successives des projets, en l'an XIII, projets qui, d'autre part, s'inspiraient toujours de ce principe, qu'ils considéraient comme fondamental, que la justice civile et la justice criminelle continueraient d'être administrées par des tribunaux différents.

Mais quand, quelques années plus tard, on voulut que la justice civile et la justice criminelle, désormais réunies, eussent un fonctionnement que le pouvoir central pût diriger en le dominant, l'institution du jury apparut comme un obstacle à cette unité, à cette direction autoritaire, en sorte que, si le jury de jugement finit, après beaucoup d'hésitations, par être conservé, il n'en fut pas de même des jurys d'accusation.

D'ailleurs, il faut bien le dire, le fonctionnement du jury d'accusation n'était pas, à cette époque, à l'abri de toute critique : « Les jurés, disait déjà M. Duport à l'Assemblée Constituante, sont de simples citoyens dont la société attend une parfaite probité, mais un sens ordinaire et une intelligence commune, et c'est à ce niveau qu'elle doit rapprocher toutes les questions qu'elle leur présente à résoudre (1) ».

(1) Rapport de M. Duport à l'Assemblée Constituante, *Moniteur* du 29 décembre 1790 (p. 1489, 2^e colonne).

Or, la grande critique que l'on formulait contre les jurys d'accusation était qu'ils recherchaient, non pas s'il y avait pour la culpabilité de celui auquel une infraction à la loi pénale était reprochée, des probabilités permettant de le traduire devant le jury de jugement, mais bien des certitudes ; de telle sorte que, recherchant des preuves au lieu d'examiner des présomptions plus ou moins fortes, le jury d'accusation tendait, par la force même des choses, à empiéter sur les attributions du jury de jugement.

« L'expérience a démontré, disait l'exposé des motifs du Code de 1808, qu'autant il est facile au jury de jugement d'apprécier le mérite des preuves dans l'état de perfection où se trouve la procédure alors et d'après les débats qui ont eu lieu devant lui, autant il est difficile au jury d'accusation, tel qu'il existe, de calculer les présomptions d'après une instruction encore incomplète. La difficulté d'apprécier ces présomptions lui font chercher des preuves dont il n'a pas besoin pour se déterminer, et, comme il ne les trouve pas, il arrive souvent que, malgré les indices, au lieu de renvoyer le prévenu pour être jugé, il le juge lui-même et prononce son acquittement ».

De plus, puisque la loi de l'an IX n'admettait plus les jurys d'accusation qu'à statuer sur une instruction écrite, il était rationnel, ainsi que le remarque M. Faustin-Hélie, « que l'examen de cette instruction ne fût confié qu'à des juges permanents, puisque les juges permanents possèdent seuls l'aptitude à l'investigation des pièces écrites (1) ».

(1) Faustin-Hélie. *Instruction criminelle*, livre V, chap. 1^{er}, § 396, (t. 6, p. 57).

Pour tous ces motifs, le Conseil d'Etat décida, en 1808, de supprimer les jurys d'accusation que Treilhard fut à peu près seul à défendre.

Voici comment, à la séance du 6 février 1808, s'était exprimé Napoléon : « Le jury d'accusation est composé d'hommes qui ne sont pas accoutumés au travail des juges ; cependant on ne fait que lire les pièces devant eux ; et, à moins d'avoir l'habitude de juger, il est très difficile de former son opinion d'après une pareille lecture. Peu de personnes peuvent même l'écouter avec une attention soutenue ; il ne faut appliquer la masse des citoyens qu'à des fonctions qu'ils puissent remplir, et laisser aux gens de loi celles dont eux seuls sont capables. Ce jury absout trop facilement, ne fût-ce que par la crainte d'exposer à une longue détention un prévenu dont la culpabilité ne lui paraît pas certaine. D'un autre côté, il ne voit rien ; il n'entend pas les témoins ; il n'y a devant lui ni publicité ni débats ; et néanmoins, quand il met trop légèrement en accusation, aucune autorité ne peut plus relâcher le prévenu, quelles que soient les preuves favorables qui surviennent. — Des juges, au contraire, ont ou doivent avoir le droit de lever leur décret » (1).

Les jurys d'accusation une fois supprimés, restait à déterminer à qui seraient confiées les fonctions qu'ils avaient exercées jusqu'alors. Divers systèmes étaient préconisés, et firent, au Conseil d'Etat, l'objet d'assez vives discussions.

La première solution qui fut proposée et s'inspirait

(1) Locré, t. 24, p. 621-622.

d'ailleurs quelque peu des dispositions, vues plus haut, de l'ordonnance de 1670, consistait à confier au tribunal de première instance les fonctions du jury d'accusation.

Bigot-Préameneu fut chargé de rédiger un projet en ce sens. D'après celui-ci, la justice en matière civile et en matière criminelle devait être rendue par les mêmes tribunaux (art. 1^{er}) : la règle ancienne se trouvait ainsi radicalement transformée. Les fonctions de juge d'instruction appartenaient à l'un des juges du tribunal de première instance ; ce juge était désigné par l'Empereur (art. 2).

Cela posé, lorsqu'il s'agit d'un crime, l'inculpé doit être traduit par le juge d'instruction devant le tribunal de première instance, et le procureur impérial dresse l'acte d'accusation. Le juge d'instruction fait au tribunal, en présence du procureur impérial, le rapport de l'acte d'accusation et de toutes les pièces relatives à celle-ci. C'est le tribunal qui remplit les fonctions de jury d'accusation ; les juges doivent, pour décider s'il y a lieu ou non à l'accusation, être au nombre de six, *outre le juge d'instruction, dont la voix n'est pas comptée* : « L'accusation, disait M. Siméon, continue à n'être admise que par les suffrages de plusieurs personnes ; on propose seulement de convertir des juges en jurés : rien au delà n'est changé. Le ministère de directeur du jury est rempli par le juge d'instruction, qui n'opine pas avec les autres juges (1). »

Dans une deuxième opinion, on proposait le système suivant : la question de savoir s'il y a lieu de suivre l'instruction et de mettre les inculpés en accusation devait être

(1) Loaré t. 24, p. 437.

décidée par la Cour impériale : « Les membres de la Cour impériale, exposait l'orateur du gouvernement (1), en exerçant les fonctions du jury d'accusation, rempliront parfaitement le vœu de la loi ; guidés par l'expérience que donne l'habitude des affaires, ils distingueront sans peine les fortes présomptions des indices trop faibles, et saisiront les nuances délicates d'après lesquelles ils seront obligés de se décider. »

D'après ce projet, la Cour doit d'abord reconnaître sa compétence, puis examiner s'il existe des présomptions suffisantes contre le prévenu. Ces présomptions sont-elles vagues ou légères ; n'existe-t-il aucun moyen d'en acquiescer de plus fortes : elle doit mettre le prévenu en liberté ; une rigueur plus longue ne serait pas seulement inutile, elle serait encore injuste à l'égard de la personne poursuivie, et alarmante pour la société entière. Lorsqu'au contraire les présomptions paraissent suffisantes, la Cour renvoie le prévenu pour être jugé, et désigne le tribunal d'après la qualité du délit. Elle ne prononce la mise en accusation du prévenu que dans le cas où le fait emporte peine afflictive ou infamante.

De plus, comme la Cour est à portée, par la nature de ses attributions, de connaître les relations des affaires entre elles et les points, souvent délicats, par lesquels elles se rapprochent et se tiennent, elle peut informer et faire informer d'office sur les faits survenus à sa connaissance. Le soin d'apprécier les cas qui l'exigent est abandonné à

(1) M. le chevalier Faure, conseiller d'Etat. Séance du Corps législatif du 29 Novembre 1808. Locré, t. 25, p. 565.

sa prudence. En un mot, le projet lui donne tous les moyens nécessaires pour empêcher qu'aucun crime ne reste impuni.

Aucun des deux systèmes qui précèdent ne fut adopté complètement, mais ils ne furent pas non plus totalement rejetés. Il y eut plutôt fusion des deux opinions en présence ; si bien que, conformément au premier système, la juridiction d'instruction fut confiée, en première instance, au tribunal, et que, conformément au second, les infractions graves durent être, devant la Cour, l'objet d'un nouvel examen.

En tous cas, il ne semble pas que la mission de statuer sur les résultats de l'instruction ait été, à cette époque, réservée, par une proposition quelconque, à celui qui, sous le nom de juge d'instruction, allait succéder au directeur du jury d'accusation. Nous avons vu qu'en matière correctionnelle ou de simple police, le directeur du jury avait eu jusque-là, dans une large mesure, le pouvoir de renvoyer lui-même devant les juridictions répressives inférieures ; il était, à ce point de vue, juridiction d'instruction : le système nouveau va donc enlever au juge d'instruction ces importantes attributions.

Il importe de donner maintenant une idée générale des juridictions d'instruction telles que le Code de 1808 les organisa.

En présence d'une infraction, le ministère public prend,

auprès du juge d'instruction (1), des réquisitions tendant à ce qu'une instruction soit ouverte, à raison des faits qu'il estime susceptibles d'une répression pénale (2). L'instruction terminée, l'examen des charges relevées contre l'inculpé est fait par la Chambre du conseil¹.

Le juge d'instruction fait son rapport à huis-clos devant cette Chambre du conseil, composée de trois juges au moins faisant partie du tribunal de première instance de l'arrondissement, et le juge d'instruction est nécessairement compris dans cet ensemble des trois juges. La communication de la procédure est préalablement faite au ministère public « pour être par lui requis ce qu'il appartiendra » (art. 127).

Quand cette première épreuve n'a pas été favorable au prévenu, il est renvoyé devant le tribunal de police, ou devant le tribunal correctionnel, si les délits dont il est inculpé n'entraînent pas une peine afflictive ou infamante. Si les préventions portent sur des infractions plus graves, il y a lieu de procéder à un second examen devant la Cour impériale, avant que l'inculpé soit définitivement mis en accusation.

Treilhard exposait ainsi ce système à la séance du Corps

(1) « Il y aura dans chaque arrondissement un juge d'instruction. Il sera choisi par Sa Majesté parmi les juges du tribunal civil, pour trois ans; il pourra être continué plus longtemps (art. 55) ».

(2) Une fois régulièrement saisi, le juge d'instruction ne fera aucun acte d'instruction et de poursuite qu'il n'ait donné communication de la procédure au ministère public. Il la lui communiquera pareillement lorsqu'elle sera terminée; et ce ministère public fera les réquisitions qu'il jugera convenables, sans pouvoir retenir la procédure plus de trois jours (art. 61).

législatif du 7 novembre 1803 : « Daignez, messieurs, saisir l'ensemble de la marche que nous avons suivie ; au premier aspect, elle peut paraître compliquée ; dans la réalité, elle est bien simple. Des officiers de police judiciaire, répandus sur toute la surface de l'Empire, veillent sans cesse pour la répression des crimes, des délits et des contraventions ; ils constatent les faits, chacun dans sa partie ; le procureur impérial est le centre où tout vient aboutir. Le juge d'instruction réunit toutes les preuves, de quelque nature qu'elles puissent être, et soumet l'affaire à la Chambre du conseil. Enfin s'élève, au-dessus des premiers tribunaux, un corps de magistrature fortement constitué, inaccessible à la séduction et à la crainte, éloigné de tous les motifs de considérations locales qui ont pu égarer les premiers magistrats. C'est là que se formera la déclaration importante « s'il y a lieu à accusation ». Je ne crois pas, messieurs, qu'il fût possible de réunir plus de garantie pour la sûreté publique et pour la sûreté particulière (1) ».

Notons que la Cour impériale était également *juge d'appel*, au cas d'*opposition*, c'est-à-dire en cas de recours du procureur impérial ou de la partie civile contre l'ordonnance rendue par la Chambre du conseil (2).

(1) Locré, t. 25, p. 247-248.

(2) Lorsque la mise en liberté des prévenus sera ordonnée conformément aux articles 128, 129 et 131, le procureur impérial ou la partie civile pourra s'opposer à leur élargissement. L'opposition devra être formée dans un délai de vingt-quatre heures qui courra, contre le procureur impérial, à compter du jour de l'ordonnance de mise en liberté, et contre la partie civile, à compter du jour de la signification à elle faite de ladite ordonnance au domicile par elle élu dans le lieu où siège le tribunal. — Le prévenu gardera prison jusqu'après l'expiration du susdit délai (art. 135).

Tel est l'ensemble des dispositions du Code de 1808.

Ajoutons qu'aux termes de l'article 10 du Code d'Instruction criminelle, qui d'ailleurs est toujours en vigueur, les préfets des départements et le préfet de police à Paris ont des pouvoirs leur permettant de provoquer la naissance de l'action publique, et aussi de faire des actes d'instruction. Nous n'avons pas à nous étendre sur cette question, ni sur la controverse qui s'élève quant à l'interprétation de cet article 10 ; mais nous pouvons noter seulement que, si l'on admet avec la jurisprudence que les préfets ont des pouvoirs analogues à ceux du ministère public et du juge d'instruction, en tant que pouvant procéder à des actes d'instruction préparatoire, il est hors de doute que, sous l'empire du Code d'Instruction criminelle, les préfets, après avoir conduit leur instruction préparatoire jusqu'à un certain point, devaient fatalement s'arrêter et communiquer au juge d'instruction le résultat de leurs investigations, puisque c'était la Chambre du conseil, qui devait statuer sur ces résultats, et puisque, devant cette chambre du conseil, le juge d'instruction faisait fonction de rapporteur.

L'organisation des Juridictions d'instruction, telles que le Code de 1808 les avait instituées, s'est maintenue jusqu'à nos jours, à l'exception toutefois de la Chambre du conseil, qui a été supprimée en 1856.

Après la promulgation du Code d'Instruction criminelle, les critiques ne tardèrent pas, en effet, à s'élever contre le rôle des Chambres du conseil : « Cette institu-

tion, disait M. Bonneville, peut paraître une protection, mais elle n'est en réalité qu'un rouage inutile ; la plupart du temps, les Chambres du conseil, au lieu de se poser en censeurs des juges d'instruction, ne font, dans la pratique, que se référer à leurs rapports. »

L'ancien article 133 du Code d'Instruction criminelle décidait que, si le fait constituait un crime, il ne fallait qu'une voix dans la Chambre du conseil pour renvoyer le prévenu devant la Chambre des mises en accusation. Donc quand le juge d'instruction concluait à la culpabilité, l'opinion des autres juges de la Chambre du conseil ne comptait pas en faveur de l'inculpé. C'était une raison péremptoire de l'inutilité de ce rouage, tel qu'il était organisé et fonctionnait : « La chambre du conseil avait enlevé aux juges le souci salutaire de leur responsabilité, sans rien ajouter aux garanties des justiciables. Ses décisions n'étaient que des enregistrements. Dans la plupart des tribunaux, elle était tout à la fois Chambre du conseil et chambre de jugement ; elle se renvoyait à elle-même l'affaire qu'elle devait juger comme tribunal correctionnel » (1).

En sorte que, pour donner à l'organisation judiciaire plus de simplicité, à la procédure plus de célérité, et arriver ainsi à réduire la durée des détentions préventives, la loi du 17 juillet 1856 supprima le rouage de la Chambre du conseil et transporta ses pouvoirs au Juge d'instruction.

Donc, dans le droit actuellement en vigueur, lorsque

(1) M. Guillot, — *Des principes du nouveau Code d'Instruction criminelle*, p. 228.

le juge d'instruction statue aux lieu et place de la Chambre du conseil, et en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par le nouveau texte des articles 127 à 135, il agit, non pas comme officier de police judiciaire, mais véritablement comme *juge d'instruction*, et son ordonnance a la valeur d'un véritable *jugement*.

Ce système a sur l'ancien cet avantage incontestable que le juge d'instruction, en statuant seul, prend, au point de vue moral, la responsabilité de sa décision, au lieu de s'abriter comme auparavant derrière la décision anonyme de la Chambre du conseil (1).

En résumé, aujourd'hui, les juridictions chargées d'apprécier le résultat d'une instruction, et de déterminer la juridiction de jugement compétente, sont :

Au premier degré, le juge d'instruction ;

Au second degré, la chambre des mises en accusation.

Le juge d'instruction, s'il estime la procédure complète, doit, après avoir provoqué les conclusions du procureur de la République, en lui transmettant les pièces du dossier, rendre une ordonnance de règlement, qui épuise définitivement ses pouvoirs et le *dessaisit* de l'affaire (art. 127). Statuant sur les réquisitions du procureur de la République, le juge d'instruction vérifie une dernière fois sa

(1) La loi de 1856 n'a pas modifié les pouvoirs d'instruction donnés aux préfets par l'art. 10 du code d'instruction criminelle. La controverse sur l'étendue de ces pouvoirs n'a donc pas été tranchée. Quoiqu'il en soit, à un certain moment de son instruction, le préfet devra transmettre au juge d'instruction le dossier qu'il a pu établir, de même qu'il le faisait avant 1856.

compétence, et, s'il est compétent, il rend, selon les cas, ou bien une ordonnance de non-lieu, ou bien une ordonnance de renvoi soit devant le tribunal de police correctionnelle soit devant le juge de simple police, ou bien enfin une ordonnance dite de transmission par laquelle il saisit la chambre des mises en accusation de la mission d'examiner à nouveau les charges qui pèsent sur la personne inculpée d'une infraction de nature criminelle.

En ce qui concerne plus spécialement la chambre des mises en accusation, elle donne à l'instruction une solution définitive : soit comme juridiction d'instruction du second degré, au cas où il y a prévention de crime ; soit comme juridiction d'appel en matière d'instruction, s'il s'agit de statuer sur une opposition portée devant elle contre une ordonnance rendue en premier ressort par le juge d'instruction ; soit même comme juridiction souveraine si elle use de son droit d'évocation.

Nous venons d'exposer, dans ses grandes lignes, la législation actuellement en vigueur, en ce qui concerne les juridictions d'instruction.

Nous en examinerons, tout d'abord, en détail, le fonctionnement, en divisant cette étude en deux parties, suivant que les juridictions d'instruction statuent au premier ou au second degré.

Dans une troisième partie, nous nous demanderons si notre organisation actuelle des Juridictions d'instruction

est à l'abri de toute critique, en rapprochant cette organisation, d'une part, des règles adoptées sur ce point par les principales législations étrangères, et d'autre part, des projets de transformation et d'amélioration actuellement soumis à l'examen du Parlement.

PREMIÈRE PARTIE

DE LA JURIDICTION D'INSTRUCTION AU PREMIER DEGRÉ.

GÉNÉRALITÉS

Nous devons, avant tout, préciser dans quels cas il y a lieu à instruction préparatoire, et, par suite, dans quelles hypothèses nous avons à étudier le fonctionnement des juridictions d'instruction.

En premier lieu, un individu peut se rendre coupable d'une contravention de simple police, et le caractère de cette infraction ne fait doute, supposons-le, pour personne. Dans ce cas, il n'y a pas lieu de procéder à une instruction préparatoire : les contraventions sont directement portées devant la juridiction de jugement.

Il est possible, en second lieu, que l'on se trouve en présence d'une infraction qui a, toujours sans contestation, le caractère d'un délit correctionnel. Nous distinguerons tout d'abord ici deux hypothèses.

Première hypothèse : Il n'y a pas flagrant délit. — En ce cas, le ministère public a la faculté, ou bien de déférer directement l'infraction aux tribunaux correctionnels,

ou bien de requérir l'ouverture d'une instruction préparatoire. S'il prend ce dernier parti, l'affaire devra évidemment être soumise à la juridiction d'instruction, avant d'arriver devant le tribunal de police correctionnelle.

Seconde hypothèse : Il y a flagrant délit. — Sous-distinguons :

L'individu inculqué d'une infraction correctionnelle est passible de relégation : on devra alors procéder comme dans notre première hypothèse. En effet, aux termes de l'art. 11 de la loi du 27 mai 1885, « lorsqu'une poursuite devant un tribunal correctionnel sera de nature à entraîner l'application de la relégation, il ne pourra jamais être procédé dans les formes édictées par la loi du 20 mai 1863 sur les flagrants délits ».

Si, au contraire, l'individu n'est pas passible de la relégation, on peut, par argument *a contrario* de l'art. 11 de la loi de 1885, précité, appliquer la loi du 20 mai 1863 sur les flagrants délits correctionnels. Insistons un peu sur cette dernière loi : « En cas de flagrant délit, tel qu'il est défini par l'article 41 du Code d'Instruction criminelle, l'agent constate le fait, la partie lésée reconnaît les objets, les témoins sont prêts à déposer, les preuves sont accablantes, la dénégation devient inutile, la plupart du temps il y a aveu complet ; pourquoi une instruction, pourquoi une procédure, pourquoi citer deux fois des témoins et les déranger deux fois, quand la présentation immédiate de l'inculpé à la barre du tribunal de répression et l'instruc-

tion orale à l'audience suffit pour amener une solution définitive ? (1) »

Il importe d'ailleurs de remarquer que, sous l'empire de la loi de 1863, la procédure spéciale des flagrants délits reste toujours facultative pour le procureur de la République. Ce magistrat peut donc, alors que les conditions exigées par cette loi sont réunies : ou mettre l'inculpé en liberté, ou le traduire devant le tribunal (loi de 1863), ou saisir le juge d'instruction, ou enfin citer directement le prévenu devant le tribunal, conformément au droit commun.

La saisine du tribunal est produite, en cas d'application de la loi de 1863, soit par le fait de la *traduction immédiate* de l'inculpé à la barre, soit par une *citation*.

Le premier de ces modes, *traduction immédiate*, a été emprunté à la procédure anglaise des flagrants délits, avec une modification que rendait nécessaire, dans notre pays, l'institution du ministère public. En Angleterre, l'agent qui a arrêté l'inculpé le traduit directement devant le juge de police qui se saisit d'office. En France, il fait nécessairement une station au parquet, pour recevoir du procureur de la République, après l'interrogatoire prescrit par l'article 1^{er}, l'ordre de conduire l'inculpé à l'audience. Dans la pratique, les officiers du parquet avertissent généralement les inculpés, à la fin de l'interrogatoire, qu'ils vont être immédiatement traduits devant le tribunal, et ils les font conduire à l'audience, par des agents, sans aucune citation. D'ailleurs, le tribunal est,

(1) Exposé des motifs de la loi du 20 mai 1863.

dans tous les cas, valablement saisi lorsque le prévenu consent à être jugé sans citation régulière.

Le second mode de saisine est la *citation*. Lorsque l'inculpé est conduit devant le procureur de la République un jour où il n'y a pas d'audience, ou trop tard pour qu'il puisse être traduit à l'audience tenue ce jour-là, la citation devient obligatoire à l'égard de cet inculpé, et elle doit être donnée pour le lendemain, par exploit, suivant les règles ordinaires.

Quoi qu'il en soit, et quelle que soit la manière dont le tribunal correctionnel est saisi par le procureur de la République, il ne semble pas que ce dernier fasse ici un acte émanant d'une juridiction d'instruction. Il cite directement, « *très directement* » comme, dans une hypothèse analogue, le dit le projet de Code de procédure pénale italien; — mais la décision qu'il prend à l'égard du prévenu n'est pas, croyons-nous, de la même nature qu'une ordonnance de renvoi devant le tribunal de police correctionnelle, ordonnance qui émanerait d'un juge d'instruction ordinaire.

Nous avons supposé jusqu'ici que l'infraction reprochée à l'auteur du délit était, soit une contravention de simple police, soit un délit de police correctionnelle. Si nous supposons maintenant que nous nous trouvons en présence d'un crime, l'examen des charges et la solution que donnent provisoirement les juridictions d'instruction constituent toujours un préliminaire indispensable.

En résumé, l'instruction préparatoire n'existe pas en matière de contraventions ; elle est facultative s'il s'agit

de délits correctionnels ; elle est obligatoire en matière criminelle.

Nous n'avons pas, d'ailleurs, à nous étendre ici sur l'ouverture de l'action publique, sur les faits qui peuvent la provoquer ou l'empêcher de naître, sur les pouvoirs que possède en cette matière le procureur de la République, et sur ceux, beaucoup plus restreints, mais très réels, que possède la partie lésée lorsqu'elle s'est valablement constituée partie civile.

Nous n'avons pas non plus à nous occuper des décisions prises par le magistrat instructeur au cours de son instruction. Notre travail porte, en effet, exclusivement sur la solution de cette instruction préparatoire, et il ne saurait être question d'étudier ici les différents mandats que peut décerner le juge d'instruction, ni les règles concernant la mise en liberté provisoire.

En un mot, les ordonnances de clôture doivent seules faire l'objet de notre examen, bien que les ordonnances rendues au cours de l'instruction préparatoire sur certains incidents aient un caractère juridictionnel (1).

Supposons donc que l'instruction préparatoire touche à sa fin. Le juge d'instruction a rassemblé les diverses preuves contre l'inculpé ; il a entendu les témoignages, a fait procéder aux expertises, etc.... C'est alors que le juge d'instruction provoque les conclusions du procureur de la République, en lui communiquant les pièces du dossier.

(1) Paris, 27 décembre 1898, D. P. 99. 2. 82.

Cette communication s'effectue par une « ordonnance de soit-communiqué ».

Le procureur de la République a trois jours pour examiner la procédure et formuler ses réquisitions (art. 127). Mais comme l'examen du dossier peut nécessiter plus de trois jours, le délai n'est pas de rigueur, et aucune nullité ne résulte de ce qu'il aurait été prolongé.

Cette communication au procureur de la République est indispensable : le juge ne peut statuer sur les résultats de son instruction sans avoir préalablement reçu les conclusions du ministère public ; s'il le faisait, il excéderait ses pouvoirs ; et, à la requête de ce dernier, son ordonnance pourrait être annulée par la chambre des mises en accusation (1). Mais il est certain, d'autre part, que les réquisitions du ministère public n'engagent point le juge d'instruction, qui reste libre de s'y conformer ou non : celui-ci peut décider souverainement quelle est la solution qui lui semble devoir être donnée à la procédure d'instruction qu'il a dirigée. Le magistrat instructeur devient alors, sous l'empire de notre législation actuelle, *juridiction d'instruction*, et rend, sur les données de son instruction, des ordonnances ayant le caractère de *jugements*.

Si le juge d'instruction se trouve compétent, il rendra, suivant le cas, une ordonnance de *non-lieu*, ou une ordonnance qui, concluant à la culpabilité, porte le nom général d'ordonnance de *mise en prévention*.

Nous étudierons successivement ces deux ordonnances :

(1) Douai, Chambre des mises en accusation, 6 juin 1874 (D. P., 74. 2. 219),

l'ordonnance de non-lieu, sous ses différents aspects, suivant qu'elle est motivée en fait ou en droit ; l'ordonnance de mise en prévention, ou mieux *de renvoi*, soit devant la juridiction compétente pour juger : tribunal de simple police (1), tribunal correctionnel (2), soit devant la juridiction d'instruction du second degré : chambre des mises en accusation (3).

(1) Le juge d'instruction pense, dans ce cas, que l'affaire est moins grave qu'on le croyait tout d'abord, puisqu'il n'y a pas d'instruction préparatoire en matière de contraventions.

(2) Le juge d'instruction croit que l'infraction est punissable de peines correctionnelles.

(3) Cette dernière ordonnance de renvoi porte le nom d'ordonnance *de transmission* : le juge d'instruction estime, ici, qu'il est en présence d'un crime.

CHAPITRE PREMIER

DE LA PRÉPARATION DES ORDONNANCES DE CLOTURE

Le juge d'instruction, avant de s'arrêter à l'une des décisions que nous allons bientôt examiner, doit évidemment prendre en considération les divers éléments qui lui permettront de statuer valablement et équitablement.

Ces éléments d'appréciation sont : les données fournies par l'instruction à laquelle il a procédé, et les réquisitions du ministère public (1). Son instruction lui permet de fixer la *criminalité du fait*, et de trancher la question d'*imputabilité*. Nous allons revenir sur ces deux derniers points.

(1) La partie civile n'a le droit de prendre aucune réquisition devant le juge d'instruction, car aucun texte ne lui accorde ce droit. — Durant tout le cours de l'instruction, elle ne peut avoir communication de la procédure. — Ses droits, devant le juge d'instruction, se bornent à lui indiquer les témoins qui peuvent avoir connaissance des faits de la poursuite ; et encore celui-ci n'est-il pas obligé de les entendre. Cependant la partie civile peut décliner la compétence du juge d'instruction (article 539 du Code d'instruction criminelle) ; ou demander le renvoi de l'affaire à un autre juge, pour cause de suspicion légitime (art. 542). L'article 118 lui permet aussi d'intervenir au cas où le prévenu forme une demande de mise en liberté provisoire. — Quant au droit d'opposition de la partie civile, nous nous proposons de l'étudier plus loin, dans notre chapitre sur l'opposition.

Mais, de plus, et avant de statuer ainsi au fond, le juge d'instruction doit s'être assuré de sa propre compétence ; il peut à tout moment se déclarer incompétent, et même à l'instant où il est sur le point de statuer, si c'est seulement alors, peut-être par les réquisitions du ministère public, qu'il acquiert la conviction de son inaptitude à instruire. Rappelons rapidement les règles qui fixent cette compétence :

La compétence *ratione materiæ* du juge d'instruction s'étend à tous les faits qualifiés crimes ou délits par la loi. Elle est donc générale. Mais s'il s'agit d'un délit purement militaire, ou d'un fait disciplinaire, le juge d'instruction doit se déclarer incompétent.

Quant à la compétence *ratione personæ*, elle s'étend, en principe, à toutes personnes, quelles que soient leur position et leur qualité, sauf les exceptions établies par la loi. Et il y a une semblable exception à l'égard des membres de l'ordre judiciaire (art. 479 et suivants du Code d'instruction criminelle), à l'égard des personnes désignées par l'article 10 de la loi du 20 avril 1810 (grands-officiers de la Légion d'Honneur, évêques, préfets, etc), et à l'égard de celles qui occupent certaines situations politiques (loi constitutionnelle du 16 juillet 1875) ; de même, le juge d'instruction ne peut connaître de faits reprochés à ceux qui font partie des armées de terre ou de mer (Code de Justice militaire : armée de terre, 9 juin 1857 ; armée de mer, 4 juin 1858).

Enfin, *ratione loci*, sont également compétents : le juge d'instruction du lieu du crime ou du délit ; celui de la résidence du prévenu ; celui du lieu où le prévenu peut

être trouvé (article 63 du Code d'instruction criminelle) (1).

Après avoir ainsi reconnu sa compétence, que nous supposerons désormais certaine, le juge d'instruction a le devoir d'examiner si l'action pénale dont il est saisi est *recevable*. Si cette action n'était pas recevable, en effet, à quoi servirait de faire l'appréciation des indices et des preuves sur lesquels elle est fondée ? à quoi servirait de la renvoyer devant une juridiction qui ne pourrait que déclarer, ou qu'elle n'existe pas encore, ou qu'elle a cessé d'exister ?

Quelles sont donc les circonstances à raison desquelles une action peut être non recevable ?

On peut concevoir, tout d'abord, qu'il s'agisse d'une action dont la mise en mouvement était subordonnée à une plainte de la partie lésée. Si cette condition essentielle de la poursuite fait défaut, l'action doit être déclarée non-recevable.

Le principe de l'immunité parlementaire peut aussi donner lieu à la non-recevabilité d'une action, lorsque cette action a été intentée sans autorisation préalable de poursuite.

Il peut enfin exister une question préjudicielle à l'action, question qui, tant qu'elle n'est pas résolue, rend l'action pénale non-recevable. C'est, en matière de suppression d'état, la question de l'état de l'enfant. L'article

(1) Remarquons que le juge d'instruction, dans le cas où il serait délégué uniquement pour informer, serait incompétent pour rendre une ordonnance de non-lieu, ou une ordonnance de renvoi : Alger, 22 février 1895 (*Revue d'Alger*, 95, 291).

327 du Code civil décide, en effet, que l'action criminelle dirigée contre une suppression d'état ne pourra commencer qu'après le jugement définitif sur la question d'état.

Dans ces différents cas, l'action publique a été intentée, alors qu'elle ne devait pas l'être, et le juge d'instruction doit, dans son ordonnance de clôture, déclarer la poursuite non-recevable.

La non-recevabilité peut provenir aussi de causes qui doivent faire prononcer l'extinction de l'action. Il en est ainsi, par exemple, lorsque le juge se trouve en présence de la prescription, d'une exception de chose jugée, ou au cas de décès du prévenu ; de même si les pouvoirs publics ont, comme ils l'ont fait encore tout récemment (1), édicté une loi d'amnistie, couvrant ainsi du voile de l'oubli certaines catégories d'infractions.

Si le juge est compétent, et si l'action est recevable, il convient d'examiner si le fait, en admettant qu'il soit établi, tombe sous le coup de la loi pénale, constitue une infraction punissable, c'est-à-dire un crime, un délit correctionnel, ou une contravention de simple police. Le juge d'instruction doit, en d'autres termes, apprécier la *criminalité du fait*, qualifier celui-ci d'après les résultats de son examen, ce qui permettra de fixer la juridiction qui devra définitivement statuer.

Insistons ici sur les questions de fait et de droit qui peuvent se poser devant le juge d'instruction compétent, et lui faire adopter, à l'égard de l'inculpé, telle ou telle solution.

(1) Loi du 27 décembre 1900.

En premier lieu, le juge doit examiner les charges qui pèsent sur l'inculpé. Ces charges doivent être *suffisantes* des présomptions vagues ou légères ne constituent pas, en effet, une base assez forte pour motiver une ordonnance de renvoi ; le juge d'instruction doit tenir compte seulement des indices *graves*, c'est-à-dire de ceux faisant sérieusement présumer la culpabilité.

Supposons donc que le juge d'instruction estime que des éléments de son information se dégage une présomption suffisante de culpabilité. A-t-il le pouvoir d'examiner, au point de vue juridique, tous ces éléments, afin de préciser exactement le degré de cette culpabilité ? On sait, en effet, qu'un fait délictueux doit, en ce qui concerne sa répression, être apprécié à divers points de vue. On sait que la criminalité d'un fait est susceptible de modifications profondes, suivant qu'il y a ou non, par exemple, des excuses, soit atténuantes, soit absolutoires, ou des causes de justification. Quels vont être sur ce point, au sujet de la décision à prendre dans son ordonnance de clôture, les pouvoirs du magistrat instructeur ?

Tout d'abord, lorsque l'information est terminée, le juge d'instruction a-t-il qualité pour apprécier les *excuses* invoquées ? L'excuse ne détruisant pas la criminalité de l'acte, mais en modifiant seulement le caractère, il s'ensuit, en règle générale, que lorsqu'elle existe, les poursuites n'en doivent pas moins avoir lieu. En principe donc, les juridictions d'instruction ne doivent pas connaître des excuses.

Par suite, s'il s'agit d'*excuses atténuantes*, il ne doit en

être question, ni dans le réquisitoire définitif, ni dans l'ordonnance du juge d'instruction. En pareil cas, la question d'excuse est de la compétence exclusive de la juridiction chargée de statuer définitivement sur le fait incriminé. En d'autres termes, le juge d'instruction violerait les règles de sa compétence s'il renvoyait devant la juridiction correctionnelle un fait qualifié crime par la loi, sur le motif que ce fait n'est susceptible que de peines correctionnelles d'après les circonstances qui le rendent *excusable*, circonstances que le magistrat prétend avoir relevées au cours de son instruction.

Cependant quelquefois, et par dérogation à la règle générale qui vient d'être énoncée, les juridictions d'instruction doivent tenir compte de l'excuse pour le règlement de la compétence.

Nous citerons, d'abord, le cas du mineur de seize ans poursuivi pour crime (article 68 du Code pénal). Cet article 68 déclare en effet expressément qu'au lieu d'être toujours traduits devant la Cour d'assises pour les crimes qu'ils commettent, les mineurs de 16 ans seront, dans certains cas, jugés par les tribunaux correctionnels. Donc, dans ces cas, l'ordonnance de renvoi devra être rendue en conformité de la règle exceptionnellement posée par l'article 68.

Cette disposition, qui n'existait pas dans le Code pénal de 1810, a été introduite par la loi du 25 juin 1824, et insérée, lors de la révision de 1832, dans l'article 68. Elle a pour but d'épargner au mineur la flétrissure des débats au grand criminel, de lui donner une justice plus prompte et moins solennelle. Elle a également pour utilité de

mettre la compétence d'accord avec la nature de l'infraction, puisque le mineur de 16 ans doit légalement n'être puni que de peines correctionnelles, à raison de certains crimes qu'il commet (1).

Une seconde exception au principe général que les juridictions d'instruction sont incompétentes pour examiner les diverses questions d'excuses qui peuvent apparaître au cours de l'instruction, concerne les hypothèses où le magistrat instructeur se trouve en présence d'une excuse préremptoire, absolutoire.

L'article 248 du Code pénal, notamment, porte qu'aucune peine ne doit être prononcée si les coupables du recèlement sont les descendants ou les ascendants, époux ou épouse, frères ou sœurs du recélé. — De même les articles 116, 247, 357 et 380 du même Code énumèrent des cas d'excuses absolutoires. La juridiction d'instruction aura alors compétence pour les apprécier et reconnaître leur influence sur l'action. Le juge d'instruction devra, après avoir constaté l'existence de semblables excuses, rendre une ordonnance de non-lieu au profit de celui qui peut les invoquer. Mais si, bien que l'auteur de l'infraction se trouve dans un cas d'excuse absolutoire, il est cependant possible que certaines mesures spéciales, comme l'interdiction de séjour, soient prises contre lui (par exemple dans l'hypothèse de l'art. 138 du C. P.), il y aura lieu de

(1) « Mais les exceptions que l'article 68 apporte ici à la compétence des tribunaux correctionnels absorbent presque le principe, qui a dès lors l'inconvénient de compliquer, sans grande utilité, les règles de la compétence ». Garraud, *Précis de Droit criminel*, n° 123, p. 163 (6^e édition).

rendre, suivant les cas; une ordonnance de renvoi ou de transmission.

Le juge d'instruction a toujours qualité pour apprécier les *faits justificatifs* et les causes de non-imputabilité, car ces faits font que l'acte incriminé perd le caractère de crime ou de délit et dégagent ainsi l'agent de toute responsabilité pénale.

En conséquence, il appartient au juge d'instruction de décider : 1° si l'agent était en démence au moment de l'acte incriminé (article 64 du Code pénal); 2° s'il a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister (article 64); 3° en matière d'homicide ou de coups et blessures, si ces actes étaient ordonnés par la loi ou commandés par l'autorité légitime (article 327); 4° enfin, s'ils étaient commandés par la nécessité actuelle de la légitime défense de soi-même ou d'autrui (article 328).

Quant aux *circonstances aggravantes*, il appartenait à la Chambre du conseil, et il appartient, par suite, au juge d'instruction de les apprécier. Ces circonstances aggravantes influent, en effet, sur la question très importante de la détermination de la juridiction de jugement. Suivant, par exemple, qu'un vol sera simple ou qualifié (accompagné d'effraction, etc...), il sera soumis, dans le premier cas, comme délit, à la juridiction correctionnelle; et, dans le second, en tant que constituant un crime, à la juridiction de la Cour d'assises.

Donc, suivant que le magistrat instructeur relèvera ou non à la charge de l'inculpé les faits spéciaux qui, par voie

d'aggravation, transforment le délit correctionnel en crime, il devra rendre, soit une ordonnance de transmission à la Chambre des mises en accusation, soit une ordonnance de renvoi devant le tribunal de police correctionnelle.

Mais si nous reconnaissons au juge d'instruction le droit et le devoir d'examiner les circonstances aggravantes dont l'existence peut avoir pour effet de modifier la compétence des juridictions de jugement, nous ne lui reconnaissons pas, sur ces circonstances aggravantes, un pouvoir absolu. Il ne faut pas, en effet, qu'en omettant sciemment, systématiquement, une circonstance aggravante, il dénature l'infraction, la *correctionnalise*. Cette faculté de correctionnalisation est cependant légale en Belgique. Nous nous proposons, d'ailleurs, de revenir plus loin sur cette question.

Tels sont les devoirs généraux qui s'imposent au magistrat instructeur au moment où il va rendre sa décision sur son instruction.

En tous cas, le juge d'instruction doit *épuiser sa juridiction*, c'est-à-dire statuer, quels que soient d'ailleurs les termes du réquisitoire définitif, sur tous les inculpés (coauteurs, complices), et sur tous les chefs de prévention à l'égard desquels il s'est reconnu compétent pour instruire. Il doit aussi statuer sur tous les chefs de conclusions du réquisitoire définitif, soit pour y faire droit, soit pour les rejeter.

CHAPITRE II

DES ORDONNANCES DE CLOTURE

Lorsque l'instruction préparatoire est achevée, le juge règle et termine sa procédure au moyen d'une ordonnance dite *de clôture* ou *de règlement*, qui, ainsi qu'il vient d'être dit, épuise définitivement ses pouvoirs et le dessaisit de l'affaire. Tel est le principe général qu'il nous faut maintenant commenter.

Deux catégories d'ordonnances peuvent être rendues : les ordonnances *de non-lieu* ; les ordonnances *de renvoi*.

Section I

Ordonnances de non-lieu

L'ordonnance de non-lieu est celle par laquelle le juge d'instruction déclare qu'il n'y a pas lieu de continuer la poursuite, soit d'une manière générale, soit seulement contre l'inculpé. — Suivant les cas, cette ordonnance sera motivée *en droit* ou *en fait*.

L'ordonnance de non-lieu est motivée *en droit*, si elle affirme que le fait, bien qu'établi, n'est pas punissable, ou que l'action publique est prescrite. Cette ordonnance,

fondée sur des motifs de droit indépendants des charges, est, en principe, irrévocable.

Inversement, l'ordonnance de non-lieu est motivée *en fait*, si elle porte qu'il n'existe pas de *charges suffisantes* faisant présumer, soit l'existence du délit, soit la culpabilité de celui contre lequel l'instruction a été dirigée.

Cette distinction a une grande importance au point de vue de l'*autorité de la chose jugée* dont sont revêtues les ordonnances de non-lieu, les premières présentant un caractère d'irrévocabilité que n'ont pas les secondes.

Si nous supposons, en effet, l'exactitude des motifs juridiques qui ont amené le juge d'instruction à rendre une ordonnance de clôture basée *en droit*, il est certain que la poursuite sera définitivement abandonnée.

Demandons-nous, au contraire, dans quelles limites il faut reconnaître aux ordonnances de non-lieu basées *en fait* un certain caractère d'irrévocabilité.

Il est de principe que, lorsqu'une décision judiciaire a traversé les diverses phases d'examen auxquelles elle est soumise, elle est couverte par une présomption de vérité qui ne permet plus de remettre en question ce qui a été jugé. En général, ce principe de l'autorité de la chose jugée s'applique aussi bien aux décisions des juridictions d'instruction qu'à celles émanant des juridictions de jugement. Donc, si un inculpé est renvoyé de toute poursuite par une ordonnance de non-lieu, motivée *en fait*, il ne peut plus être repris ni poursuivi à raison du même acte, quand même cet acte serait qualifié autrement, — à moins qu'il ne survienne de *nouvelles char-*

ges (1). En conséquence, tant qu'il ne survient pas de nouvelles charges, le fait matériel reproché à l'inculpé ne peut être l'objet d'une incrimination quelconque.

Par suite, les choses demeurant en l'état, l'acte à l'occasion duquel a été rendue une décision de non-lieu ne saurait être poursuivi sous une autre qualification sans qu'il y ait violation de la chose jugée (2). Ce qui est jugé, alors, c'est qu'il n'y a pas lieu de mettre en jugement l'inculpé, parce que les charges sont insuffisantes pour cela ; mais cette décision n'est que provisoire, soumise à une sorte de condition résolutoire qui est la survenance de nouvelles charges.

C'est ainsi que « le juge correctionnel ne pourrait, sous quelque qualification que ce fût, statuer sur un fait qui a été retranché de la prévention par une ordonnance de non-lieu, devenue définitive » (3).

Cependant, il importe de remarquer que l'ordonnance de non-lieu, motivée en fait, n'a l'autorité de la chose jugée que lorsque le juge rend sa décision en se renfermant dans les limites assignées à ses attributions par les principes généraux du droit pénal. Il est certain, par exemple, que le juge d'instruction, saisi à l'égard d'un même individu d'une double inculpation de crime et de délit, ne pourrait, en retenant seulement la seconde, écarter la première par une ordonnance de non-lieu susceptible de passer en force de chose jugée, qu'autant que les deux inculpations concerneraient des faits nettement dis-

(1) Cassation, 30 juin 1864 (D. P. 66, 1, 362 et 363).

(2) Cassation, 24 juillet 1874 (D. P. 75, 1, 188).

(3) Cassation, 16 août 1877 (D. P. 79, 1, 238).

tinets. En décidant ainsi, le 14 mars 1868 (D. P. 68, 1, 508), la Cour suprême n'a pas voulu que le juge d'instruction eût la faculté de tracer au tribunal devant lequel le prévenu était renvoyé, comme inculpé seulement d'un délit, le cercle dans lequel ce tribunal était obligé de se renfermer en ce qui concernait l'appréciation de sa propre compétence. — Dans l'espèce, les deux inculpations n'étaient pas distinctes ; la Cour de Cassation a pensé que le juge d'instruction ne pouvait pas empiéter sur la juridiction de répression, en écartant d'autorité l'un des aspects sous lesquels les faits délictueux pouvaient être envisagés.

De même, pour que l'on puisse attribuer à une ordonnance de non-lieu l'autorité de la chose jugée, il faut qu'il s'agisse d'une ordonnance de non-lieu pure et simple. C'est ainsi que l'ordonnance du juge d'instruction, qui déclare n'y avoir lieu à suivre sur une qualification déterminée de l'infraction dont il est saisi, mais renvoie le prévenu devant la juridiction correctionnelle à raison de cette infraction différemment qualifiée, ne constitue pas une ordonnance pure et simple de non-lieu en ce qui concerne la qualification qu'elle écarte ; et, dès lors, elle ne saurait faire obstacle à ce que le même fait soit ultérieurement l'objet de nouvelles poursuites sous cette dernière qualification : « Attendu que l'ordonnance, portant renvoi en police correctionnelle pour vol et recel de poudre, n'a pu être considérée comme une ordonnance pure et simple de non-lieu pour le délit de détention de poudre, alors que les mêmes faits étaient déférés à la juridic-

tion correctionnelle sous un autre rapport ; » (1).

Toutefois, et malgré l'existence de quelques exceptions analogues à celles que nous venons de signaler, le principe doit être maintenu : les ordonnances de non-lieu non attaquées dans les délais légaux ont force de chose jugée (2). Par suite, et tant qu'il n'y a pas de charges nouvelles, la présomption de non-culpabilité qui découle d'une ordonnance de non-lieu, passée en force de chose jugée par cela même qu'elle n'a pas été attaquée dans les délais légaux, est opposable à tous, et en particulier à la partie lésée qui se serait constituée partie civile.

Il a plus : la citation directe ne serait même pas possible, devant le tribunal correctionnel, au cas où la partie lésée prétendrait démontrer l'existence de charges nouvelles, car l'examen de celles-ci ne rentre pas dans la compétence du tribunal alors que l'instruction sur charges nouvelles n'a pas été reprise (3).

Mais lorsqu'il survient des charges nouvelles, sur lesquelles nous allons bientôt insister, l'autorité de chose jugée dont sont revêtues les ordonnances de non-lieu rendues en fait subit une atteinte tellement grave, qu'il est permis de dire que cette autorité est seulement *provisoire*.

(1) Cassation, 24 mars 1893 (D. P. 95, 1, 297).

(2) Cassation, 3 mai 1856 (D. P. 56. 1. 270). « L'ordonnance finale, non attaquée conformément à l'article 135, est une décision judiciaire qui devient définitive » : Tribunal correctionnel de Lyon, 15 février 1887 (*Moniteur de Lyon*, 26 février 1887).

(3) Tribunal correctionnel de Bordeaux, 7 août 1868 (D. P. 69. 3. 36). — Alger, 5 février 1875 (D. P. 75. 2. 120). — Cassation, 16 août 1877 (D. P. 79. 1. 238). — Paris, 17 juin 1885 (*Gaz. Pal.* 85. 2. 12).

L'autorité de chose jugée existe avec un caractère beaucoup moins provisoire lorsqu'il s'agit d'ordonnances de non-lieu basées sur des considérations juridiques. La découverte de charges nouvelles, en effet, peut très bien ne pas infirmer les motifs de droit qui avaient déterminé la décision de non-lieu ; mais il peut en être autrement, et, dans ce dernier cas, les charges nouvelles intervenant vont avoir pour effet d'enlever l'autorité de la chose jugée, même aux ordonnances de non-lieu motivées en droit.

C'est ainsi que les auteurs sont unanimes à décider que, si l'action publique a été déclarée, dans l'ordonnance du juge, éteinte par la prescription de trois ans, parce que le fait, tel qu'il résultait de l'instruction, constituait seulement un délit susceptible de peines correctionnelles, cette action peut être reprise si des charges nouvelles viennent à se révéler, qui font prendre à l'infraction le caractère d'un véritable crime, — alors que cette action publique n'est pas couverte par la prescription de dix ans.

Pour nous résumer en ce qui concerne l'autorité de la chose jugée qui s'attache aux ordonnances de non-lieu, d'une manière générale, nous dirons avec M. Glasson : « Les ordonnances ou arrêts de non-lieu n'ont qu'une autorité provisoire, et il en est ainsi, non seulement lorsqu'ils sont motivés *en fait* sur l'insuffisance des charges, mais même s'ils sont motivés *en droit*, du moment que le motif est déduit des charges produites contre l'inculpé, comme — par exemple — s'il a été décidé que le fait de la prévention n'est pas punissable, que l'action publique est éteinte. Même dans ces derniers cas, la survenance de

charges nouvelles peut modifier l'aspect de l'affaire et, par exemple, convertir le fait en une infraction » (1).

Ces idées sont également résumées dans le même sens par M. le conseiller Lepelletier dans son rapport préparant un arrêt de la chambre des requêtes du 28 novembre 1888 (2) : « L'autorité de la chose jugée par une ordonnance de non-lieu se trouve limitée, quant à son objet, et quant à sa durée : quant à son objet, puisqu'elle n'a d'influence que sur la poursuite au criminel, n'ayant dans son dispositif décidé qu'une chose, à savoir qu'en l'état il n'y avait pas lieu à suivre ; quant à sa durée, puisqu'elle peut tomber devant la survenance de charges nouvelles. Donc, son effet n'est que relatif et provisoire ; il n'a rien d'absolu ni de définitif. »

Disons rapidement quelques mots sur cette reprise de l'instruction sur charges nouvelles.

Les ordonnances de non-lieu rendues pour insuffisance de charges, et non frappées d'opposition, ont, avons-nous dit, en faveur des prévenus, l'autorité de la chose jugée. Une instruction peut cependant être recommencée contre les mêmes prévenus s'il y a des charges nouvelles.

On entend, par charges nouvelles, des preuves ou des indices qui n'avaient pas figuré dans la première procédure et qui sont cependant de nature, soit à fortifier les preuves qui avaient paru trop faibles, soit à donner aux faits de nouveaux développements utiles à la manifestation

(1) D. P. 90. 2. 9.

(2) D. P. 90. 1. 103.

de la vérité : article 247 du Code d'instruction criminelle (1). Donc les charges nouvelles ont un double caractère : elles peuvent servir à établir que l'auteur soupçonné a bien réellement commis le fait qui lui est imputé ; elles peuvent aussi influencer sur l'appréciation de ces faits et leur qualification.

L'instruction sur charges nouvelles doit être reprise par la juridiction qui avait clôturé la procédure par une décision de non-lieu. En conséquence, si les charges nouvelles surviennent après une ordonnance de non-lieu, rendue par le juge d'instruction, c'est à ce juge d'instruction, qui a connu de l'affaire, qu'il appartient de reprendre l'information (2). Et cette règle est tellement impérative que si les nouvelles charges ont été découvertes dans un autre arrondissement, c'est le magistrat qui a procédé à la première instruction qui est exclusivement compétent, alors même que le juge d'instruction du lieu où ces charges se sont produites se trouverait dans les cas prévus par les articles 23 et 69 du Code d'instruction criminelle (3).

La reprise d'instruction sur charges nouvelles doit être

(1) Tribunal correctionnel d'Orthez, 9 novembre 1894 (*La Loi*, 6 avril 1895). Cassation, 17 janvier 1867 (D. P. 67, I, 357).

(2) Quand nous aurons étudié le fonctionnement de la Chambre des mises en accusation, nous verrons que si, au contraire, la Chambre d'accusation avait été saisie, si le non-lieu avait été prononcé par un arrêt de cette chambre, ou si l'ordonnance du juge d'instruction avait été frappée d'opposition et lui avait été déférée, ce serait à cette Chambre qu'il appartiendrait de connaître des charges nouvelles, conformément à l'article 246 du code d'instruction criminelle.

(3) Cassation, 5 janvier 1854 (*Bull. crim.* n° 2).

requis par le ministère public, et la Cour suprême exige que ces charges soient précisées dans ses réquisitions, ou tout au moins dans les pièces jointes à l'appui du réquisitoire (1).

En somme, il n'appartient qu'à la juridiction d'instruction de connaître des charges relevées postérieurement à l'ordonnance de non-lieu, et d'apprécier si elles constituent réellement des charges nouvelles. Le tribunal correctionnel n'est pas compétent pour le faire, alors même que, l'inculpation se trouvant connexe à une prévention dont ce tribunal est saisi, la partie lésée prétendrait trouver dans les débats relatifs à cette prévention les charges nouvelles qui peuvent faire rouvrir la poursuite. De même « la chambre des mises en accusation ne peut renvoyer un prévenu devant le tribunal correctionnel pour y être jugé sur une prévention déjà appréciée par une ordonnance de non-lieu passée en force de chose jugée, même si elle se fonde sur l'existence de charges nouvelles, l'appréciation de ces nouvelles charges appartenant exclusivement au juge qui a statué sur les premières (2). »

Remarquons, en terminant, que s'il est d'usage de réserver, dans les ordonnances de non-lieu, la reprise de l'instruction sur charges nouvelles, cette précaution est inutile, la loi ne subordonnant point cette reprise à des réserves quelconques (3).

Revenons maintenant aux ordonnances de non-lieu, et

(1) Cassation, 24 juillet 1874 (*Bull. crim.*, n° 212).

(2) Cassation, 28 septembre 1865 (*D. P.* 65, 5, 65).

(3) Laborde. — *Cours de Droit criminel*, p. 620.

s proposons que ces ordonnances aient été valablement et définitivement rendues. Il nous reste à examiner brièvement les conséquences qui vont découler de cette proclamation de non culpabilité.

Tout d'abord, le juge d'instruction doit ordonner le dépôt au greffe des pièces de la procédure, et la restitution des pièces à conviction. Il ne peut, sous aucun prétexte, refuser de faire rendre à l'inculpé les objets appartenant à celui-ci, et qui ont été saisis durant l'instruction (1) ; car, la poursuite étant annulée, la cause de cette mainmise a disparu.

En conséquence, « les prévenus en faveur desquels a été rendue une ordonnance de non-lieu ont le droit de former opposition aux dispositions que le juge d'instruction, excédant ses pouvoirs et statuant en dehors des limites de sa compétence, a prescrites à la suite de cette ordonnance, notamment en ordonnant la mise en dépôt sous la main de justice, au greffe, des pièces appartenant au prévenu, et arguées de faux. — Cette opposition sera portée devant la Chambre des mises en accusation (2). »

D'autre part, la mise en liberté est la conséquence nécessaire de l'ordonnance de non-lieu ; elle doit donc être opérée de plein droit, et lors même qu'elle n'aurait pas été ordonnée ; mais il est plus régulier que le juge ordonne que l'inculpé sera mis en liberté, s'il n'est retenu pour autre cause, et, dans le cas où cet inculpé est sous le coup d'un mandat qui n'aurait pas été exécuté, prononce l'annulation de ce mandat.

(1) Cassation, 31 mai 1838 (D. P. 38, 1, 292).

(2) Paris, 23 décembre 1887 (*Le Droit*, 16 mars 1888).

La mise en liberté est effectuée sur l'ordre du ministère public. Nous verrons plus loin que l'article 135 du code d'instruction criminelle accorde à celui-ci un délai de vingt-quatre heures, à compter du jour de l'ordonnance, pour former opposition. L'ordre de mise en liberté peut donc être retardé de vingt-quatre heures.

Section II

Ordonnances de renvoi

On appelle ordonnance de *mise en prévention* celle par laquelle le juge d'instruction déclare qu'il y a lieu à suivre, et renvoie l'inculpé, comme prévenu de telle infraction, devant la juridiction compétente.

Dans cette ordonnance, après avoir examiné les divers points qui ont été précisés plus haut, le juge fixe l'inculpation et détermine, en conséquence, d'après le degré de l'infraction, si le prévenu doit être renvoyé, soit devant une juridiction de jugement (tribunal de simple police ou tribunal de police correctionnelle), soit, au cas d'infraction plus grave, devant la chambre des mises en accusation, qui procédera à un second examen des charges relevées contre l'auteur présumé de cette infraction.

On le sait, les pouvoirs d'investigation du juge d'instruction sont à peu près sans limites, sous le contrôle du ministère public. Nous avons dit, d'autre part, que, pour rendre son ordonnance de clôture, le juge d'instruction n'était pas lié par les réquisitions de ce ministère public,

et que, dans l'appréciation des charges, il ne relevait, pour ainsi dire, que de sa conscience.

Mais ces pouvoirs très étendus de la juridiction d'instruction vont-ils jusqu'à permettre de dénaturer l'inculpation : soit en qualifiant, par exemple, de coups et blessures un crime manqué, alors qu'il est certain que l'inculpé voulait donner la mort, soit en supprimant un élément d'aggravation ; en d'autres termes, ces pouvoirs vont-ils jusqu'à donner la faculté de renvoyer à la correctionnelle ce qui, légalement, devrait aller aux assises ?

Ce droit de *correctionnalisation*, consacré en Belgique par une loi du 1^{er} août 1838, excède à coup sûr, dans notre législation actuelle, les attributions normales des juridictions d'instruction. Celles-ci, en effet, nous l'avons exposé plus haut, n'ont pas d'autre mission que celle de rechercher si les indices, les présomptions, les charges relevées par l'information dirigée contre l'inculpé, sont assez graves pour motiver la comparution de celui-ci devant la juridiction répressive ; puis, ce point étant résolu affirmativement, d'imprimer à la procédure la direction qu'elle comporte. Et cette direction elle-même découle de l'ensemble des charges, de la considération de tous les éléments du délit pénal, sans que, pour cela, le juge d'instruction puisse se prononcer au fond sur la culpabilité même. Or, il se prononce sur cette culpabilité, il fait office de juge chargé de statuer sur la peine si, prévoyant qu'en Cour d'assises le fait ne sera puni que d'une peine correctionnelle (par suite, par exemple, d'une déclaration de circonstances atténuantes), il qualifie de délit, en dénaturant l'infraction, ce qui en réalité est un crime, ou s'il omet in-

tentionnellement une circonstance aggravante (exemple : une effraction, qui transforme le délit de vol simple en crime de vol qualifié), de façon à ne reprocher, en fait, à l'inculpé, qu'une faute tombant sous la juridiction correctionnelle, devant laquelle il le renvoie.

Les partisans de la correctionnalisation reconnaissent, d'ailleurs, la justesse de ce raisonnement ; mais, à leur avis, les bienfaits de leur système ne sauraient être sacrifiés à une imperfection qu'ils considèrent comme purement théorique. « Il est vrai, a dit un magistrat italien (1), que le système de la correctionnalisation trouble tant soit peu les bases des compétences en matière pénale, et porte quelque altération au caractère essentiel des attributions des juridictions d'instruction, en leur conférant une partie de la connaissance du fond des affaires soumises à leur examen ; mais l'utilité sociale, juridique et économique s'en fait tellement sentir, qu'elle doit l'emporter chez les hommes pratiques sur le beau idéologique de théoriciens ».

Malgré ces considérations, nous estimons que cette faculté de correctionnalisation est une grave dérogation aux principes, qui ne se justifie, ni par la nécessité d'éviter des procédures compliquées, ni par le motif, d'ailleurs inexact en fait, qu'elle est favorable aux prévenus. A ce dernier point de vue, en effet, et en n'envisageant que le côté pratique de la question, il est hors de doute que la plupart des inculpés d'un fait devant être qualifié crime préféreront affronter la juridiction de la Cour d'assises,

(1) Commandeur Paul de Vigliani, cité par Timmermans dans son *Commentaire de la loi belge du 4 octobre 1867* sur les circonstances atténuantes (Introduction, p. XXVIII).

qui, bien que plus lente et plus solennelle, leur laisse l'espoir d'un acquittement par le jury, plutôt que de se voir traduits devant la juridiction correctionnelle où ils ne pourront guère éviter la condamnation. La loi française, en tous cas, est muette en ce qui concerne la faculté de correctionnalisation, et nous ne croyons pas qu'il y ait nécessité d'apporter ici un changement quelconque.

Revenons aux ordonnances de renvoi ou de mise en prévention rendues par le juge d'instruction. Celui-ci peut, avons-nous dit, soit renvoyer devant le tribunal de simple police ou le tribunal de police correctionnelle, soit ordonner la transmission des pièces de la procédure à la chambre des mises en accusation, dans le cas où l'infraction semble constituer un crime.

Examinons successivement ces trois solutions.

Si le fait relevé n'est, aux yeux du juge d'instruction, qu'une contravention, le renvoi est ordonné devant le tribunal de simple police compétent, et l'inculpé, s'il est arrêté, est, réserve faite du cas d'opposition, mis en liberté (art. 129 du Code d'instruction criminelle).

Il importe de le remarquer ici, les ordonnances de renvoi en simple police ne sont pas *attributives*, mais simplement *indicatives* de juridiction. Aussi, malgré l'ordonnance de renvoi, le tribunal de simple police conserve-t-il toujours le droit d'examiner sa propre compétence, soit d'après les faits de la prévention qui lui sont déférés, soit d'après ceux qui pourraient résulter de l'instruction faite

devant lui. Et s'il estime que le fait qui lui est soumis constitue une infraction plus grave que celles auxquelles se borne sa compétence normale, il se déclarera incompétent.

Notons que lorsqu'a été rendue l'ordonnance renvoyant devant le juge de paix, l'article 129 § 2 réserve les droits de la partie civile et de la partie publique, qui peuvent exercer, contre cette ordonnance, un recours qui, sous le nom d'opposition, sera étudié plus loin.

Dans le cas où le juge d'instruction estime que le fait incriminé est un délit de nature à être puni de peines correctionnelles, il renvoie le prévenu devant le tribunal d'arrondissement chargé de prononcer de semblables peines (art. 130).

Signalons immédiatement une exception : relativement aux infractions qui, en vertu de lois spéciales, sont déférées non au tribunal correctionnel, mais à la cour d'assises, le juge d'instruction doit, bien qu'il s'agisse de délits correctionnels, renvoyer l'affaire à la chambre des mises en accusation. Il en est ainsi en matière de presse pour les délits prévus par la loi du 29 juillet 1881, qui sont, sauf les exceptions précisées dans l'article 45 de cette loi, de la compétence de la cour d'assises. Nous avons vu plus haut que, inversement, le juge d'instruction doit renvoyer devant la juridiction correctionnelle le mineur de seize ans poursuivi pour certains crimes (art. 68 du code pénal).

Comme les ordonnances de renvoi en simple police, les ordonnances de renvoi en police correctionnelle ne sont pas attributives, mais simplement indicatives de juridic-

tion. Le tribunal correctionnel saisi conserve donc en entier le droit d'examiner sa compétence, et, s'il y a lieu, celui de se déclarer incompétent. En conséquence, après avoir examiné la prévention, les tribunaux correctionnels peuvent et doivent se déclarer incompétents lorsqu'ils reconnaissent que le fait dont ils ont été saisis par le renvoi de la juridiction d'instruction présente les caractères d'un crime (article 193 du code d'instruction criminelle) ; de telle sorte qu'il n'y aurait, comme l'a fait la Cour suprême (1), qu'à casser l'arrêt d'une Cour qui, statuant sur l'appel d'un individu condamné en police correctionnelle, a rejeté ses conclusions d'incompétence par ce motif que « la qualification de l'ordonnance de renvoi liait le juge correctionnel ».

A plus forte raison, les ordonnances de renvoi en police correctionnelle ne sont qu'indicatives et non limitatives de la qualification donnée au fait incriminé, en ce sens que le tribunal correctionnel peut toujours changer cette qualification.

Il ne faut pas confondre, en effet, une qualification nouvelle avec une prévention nouvelle, et le droit de modifier la qualification du fait dont il est saisi appartient incontestablement au tribunal correctionnel. C'est ainsi qu'il a été jugé avec raison que « les juges correctionnels ont le droit de donner au fait qui leur est déféré sa qualification véritable, d'après les résultats du débat qu'il leur appartient d'apprécier » (2). Par exemple, des faits qualifiés vols

(1) Cassation, 2 août 1889 (*Bull. crim.*, n° 282).

(2) Cassation, 13 août 1886 (*D. P.* 87, 1, 363).

par l'ordonnance de renvoi du juge d'instruction pourraient très bien être, par la juridiction correctionnelle, punis, non comme vols, mais comme escroqueries ou abus de confiance. — Toutefois, si le droit de substituer une qualification à une autre est incontestable et unanimement reconnu, c'est à la condition, imposée au juge, de ne puiser que dans les faits de la prévention primitive les éléments de la qualification nouvelle.

Notons en terminant sur ce point que, si le juge d'instruction reconnaît que le fait délictueux est passible de peines correctionnelles, il doit, non-seulement prononcer le renvoi du prévenu devant la juridiction correctionnelle, mais aussi indiquer le tribunal qui est, *ratione loci*, compétent pour en connaître (1).

L'effet de l'ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel varie, au point de vue de la mise en liberté provisoire (2), suivant que, d'après le délit précisé dans l'ordonnance, l'inculpé peut ou non invoquer le bénéfice des dispositions de la loi de 1865. Antérieurement à cette loi, le Code d'instruction criminelle ne visait que le cas où le délit ne devait pas entraîner la peine de l'emprisonnement. Le prévenu était alors, à la suite de l'ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel, mis en liber-

(1) Remarquons, à ce propos, que l'instruction contre plusieurs coaccusés d'un même délit est indivisible, alors même que les qualités différentes des prévenus les rendraient justiciables de tribunaux différents : ils doivent tous être renvoyés devant le même tribunal.

(2) Nous réservons toujours, bien entendu, le cas d'opposition dont nous étudierons plus loin la portée.

té, à charge de se représenter, à jour fixe, devant le tribunal compétent (article 131). Cette mise en liberté, prescrite par l'article 131, toujours en vigueur, n'est en aucun cas facultative, et n'a jamais été subordonnée, même avant la loi du 14 juillet 1865, à la prestation d'une caution. Si le prévenu qui, conformément à cet article, a été élargi, à la charge de se représenter à jour fixe devant le tribunal compétent, omet de comparaître à l'audience fixée dans la citation à lui faite, il n'y a pas lieu pour cela de le constituer en état d'arrestation : son défaut de comparution n'a d'autre effet que de le faire juger par défaut. Mais au cas où le délit présumé était susceptible d'être puni d'emprisonnement, l'inculpé restait provisoirement détenu.

La loi du 14 juillet 1865 est venue apporter des atténuations à la rigueur d'un principe trop absolu, et permettre à l'inculpé d'obtenir, dans certains cas, sa mise en liberté *de droit*. Il était, en effet, excessif de laisser, dans tous les cas, au juge d'instruction un pouvoir souverain d'appréciation sur cette question de la mise en liberté provisoire ; il était regrettable que l'inculpé d'un fait pouvant entraîner un emprisonnement de courte durée pût être contraint de subir une beaucoup trop longue détention préventive. Aujourd'hui, en matière correctionnelle, la mise en liberté est de droit, cinq jours après l'interrogatoire, en faveur du prévenu domicilié, non récidiviste, quand le maximum de la peine prononcée par la loi est inférieur à deux ans d'emprisonnement (article 113 § 2). Si donc, au cours de l'instruction préparatoire, le juge n'a pas fait droit à la requête de mise en liberté provisoire parce que l'inculpa-

tion n'est pas encore à ce moment suffisamment précisée pour qu'il soit certain que l'on se trouve dans la situation exposée à l'instant, où la mise en liberté provisoire est de droit, cette mise en liberté s'imposera (1), comme conséquence de l'ordonnance, lorsque celle-ci spécifiera un délit rentrant dans la catégorie de ceux visés par l'article 113 § 2. Remarquons enfin que, s'il s'agit d'un délit de presse, le prévenu ne peut être détenu préventivement et doit être mis en liberté dès qu'il a été interrogé, à moins qu'il n'ait pas de domicile (article 49, loi du 29 juillet 1881). Par suite, l'ordonnance du juge n'aura aucune influence, dans cette hypothèse, au point de vue de la mise en liberté provisoire.

Nous avons examiné les cas où la mise en liberté est de droit au cours de l'instruction préparatoire, et montré, par cela-même, comment la qualification du fait, contenue dans l'ordonnance, pouvait, sauf opposition du ministère public, amener cette mise en liberté. En dehors de ces cas spéciaux, l'inculpé peut d'ailleurs, toujours et en toute matière, demander sa mise en liberté provisoire. Mais si ce droit est absolu, le juge d'instruction conserve son pouvoir d'appréciation, et peut rejeter la demande purement et simplement, ou n'accorder la liberté qu'après que certaines garanties auront été fournies.

Une fois rendue l'ordonnance de renvoi qui dessaisit le juge d'instruction, si l'inculpé est encore détenu préventivement, le droit de statuer sur la mise en liberté provi-

(1) Toujours réserve faite de l'opposition.

soire passera aux autorités judiciaires qui auront désormais à connaître de l'affaire.

Indiquons maintenant rapidement quelles sont les formalités et la marche de la procédure immédiatement postérieures au moment où l'ordonnance de renvoi, devant le juge de simple police ou devant le juge de police correctionnelle, a été rendue.

Conformément à la règle fondamentale d'après laquelle l'exercice de l'action publique appartient exclusivement au ministère public, alors même que cette action a été mise en mouvement à la suite d'une plainte de la partie lésée, l'article 132 du Code d'instruction criminelle charge le ministère public de faire exécuter les ordonnances de renvoi en police correctionnelle, sans distinguer s'il y a ou non partie civile. Par suite, « c'est au ministère public seul, et nullement à la partie civile, qu'appartient le droit de citer devant le tribunal correctionnel un prévenu qui y a été renvoyé par ordonnance du juge d'instruction (1). » En sorte que, si le ministère public refusait de poursuivre, la partie civile n'aurait d'autre moyen de vaincre sa résistance que la procédure de prise à partie, pour déni de justice.

Le procureur de la République, dans tous les cas de renvoi, soit à la simple police, soit à la police correctionnelle, doit envoyer les pièces au greffe du tribunal appelé à statuer. Pour cet envoi, il a un délai de quarante-huit heures ; mais aucune sanction n'est attachée à l'inob-

(1) Cassation, 11 février 1881 (D. P. 82, 1, 321).

servation de ce délai (article 132). De plus, dans les cas de renvoi à la police correctionnelle, le procureur de la République est tenu, dans le même délai, de faire donner assignation au prévenu pour l'une des plus prochaines audiences (art. 132, § 2). L'envoi des pièces ne doit, d'ailleurs, s'effectuer qu'après l'expiration du délai de vingt-quatre heures pendant lequel la voie de l'opposition est ouverte contre l'ordonnance du juge d'instruction.

En somme, il n'appartient pas au juge d'instruction de fixer le jour du débat. C'est le procureur de la République qui doit faire donner assignation, en même temps qu'au prévenu, aux parties civiles et aux parties civilement responsables qui sont comprises dans la poursuite.

Aux termes de l'article 133, si le juge d'instruction estime qu'il se trouve en présence d'un crime, il renvoie l'inculpé devant la chambre des mises en accusation.

Jusqu'ici, c'est-à-dire lorsqu'il a rendu une ordonnance de non-lieu ou une ordonnance de renvoi, soit devant le tribunal de police correctionnelle, soit devant le juge de paix, le juge d'instruction a pris une véritable décision sur le fond de l'instruction, prononcé une sorte de jugement ; et cela est si vrai, qu'un seul moyen : l'appel devant la chambre des mises en accusation, pourrait anéantir cette décision. Au contraire, lorsque le juge d'instruction se croit en présence d'un crime, l'ordonnance dite de transmission par laquelle il renvoie devant la chambre des mises en accusation, ne présente plus tout-à-fait les mêmes caractères. Elle n'est, en réalité, qu'un projet de l'arrêt par lequel la juridiction d'instruction du second degré clôtur-

rera l'instruction ; c'est une décision simplement préparatoire, et la décision définitive, qui saisira la juridiction de jugement, sera l'arrêt de la chambre des mises en accusation.

Avant la loi du 17 juillet 1856, la Chambre du conseil, lorsqu'elle admettait la prévention et que le fait était qualifié crime par la loi, rendait deux ordonnances distinctes : 1° l'ordonnance de mise en prévention, qui déclarait que la prévention contre l'inculpé était suffisamment établie, et que le fait qui en était l'objet était passible d'une peine afflictive ou infamante ; 2° l'ordonnance de prise de corps, qui ordonnait que le prévenu serait « pris au corps » et conduit dans une maison de justice. Cette dernière ordonnance avait pour objet, soit en continuant l'effet des mandats d'arrestation jusqu'au jugement, soit en remplaçant ces mandats s'ils n'avaient pas été décernés, de régulariser la détention préalable. Tout en faisant, en principe, passer au juge d'instruction les pouvoirs de juridiction qu'avaient, jusque-là, les Chambres du conseil qu'elle supprimait, cette loi de 1856 a décidé qu'il n'y avait plus lieu de s'occuper, à cette période de la procédure, c'est-à-dire lors de la cessation des fonctions du juge d'instruction, de rendre une ordonnance de prise de corps. Il a paru plus simple de déclarer que les mandats (d'arrêt ou de dépôt) conserveraient leur force exécutoire jusqu'à ce que la Chambre des mises en accusation ait statué (article 134, § 1^{er}).

On voit qu'à tous points de vue les ordonnances de transmission présentent un caractère essentiellement provisoire, caractère qui s'étend à tout ce qui y est contenu.

C'est ainsi qu'une ordonnance du juge d'instruction renvoyant un individu devant la Chambre des mises en accusation à raison de faits qualifiés crimes, et en même temps devant une autre juridiction pour faits considérés comme constituant des délits ou des contraventions, n'a pour le tout qu'un caractère essentiellement provisoire, l'article 231, modifié par la loi du 17 juillet 1856, imposant à la Chambre des mises en accusation l'obligation de statuer, sur les réquisitions du procureur général, à l'égard des prévenus renvoyés devant elle par le juge d'instruction, sur tous les chefs de crimes, délits ou contraventions résultant de la procédure (1).

En résumé, dans le cas de l'article 133, le juge d'instruction ne règle pas, à proprement parler, la compétence et ne saisit point le juge auquel l'affaire devra être renvoyée il se borne à ordonner que les pièces seront transmises, par l'intermédiaire du procureur général, à la chambre des mises en accusation, pour que celle-ci procède à un second examen des charges relevées.

Section III

Formes des Ordonnances de clôture

Toutes les ordonnances de clôture sont soumises à des formes générales, précisées par l'article 134 § 2. Ces ordonnances doivent contenir les énonciations substantielles que, avant la loi de 1856, les ordonnances de prise de corps renfermaient. Elles sont seulement plus sommaires.

(1) Colmar, 5 juillet 1870 (D. P. 70, 2, 155).

Les ordonnances de clôture doivent : 1° être inscrites à la suite du réquisitoire du procureur de la République ; 2° contenir les noms, prénoms, âge (1), lieu de naissance, domicile et profession du prévenu ; 3° exposer d'une façon sommaire le fait imputé à celui-ci, et la qualification légale de ce fait ; 4° renfermer, enfin, la déclaration qu'il existe ou qu'il n'existe pas de charges suffisantes (article 134 § 2).

D'après l'article 134, le juge d'instruction n'a à faire qu'un *exposé sommaire* du fait objet de la prévention, au lieu d'un exposé plus complet que la chambre du conseil, qu'il remplace, avait à faire dans l'ordonnance de prise de corps. De plus, sans avoir à s'expliquer sur la nature du délit, comme la chambre du conseil avant la loi du 17 juillet 1856, le juge d'instruction n'a qu'à donner au fait sa qualification légale, et à indiquer les articles de loi qui le punissent (2).

Il n'est pas nécessaire que l'ordonnance de clôture rendue par le juge d'instruction soit signée par le greffier, aucun texte ne prescrivant au juge, lorsqu'il rend une ordonnance de cette sorte, de se faire assister du greffier : « Attendu que, dans le silence de la loi, il suffit que le juge atteste et garantisse l'authenticité de cette ordonnance par l'apposition de sa signature, dont la sincérité n'est d'ailleurs ni méconnue ni contestée ; qu'en exigeant,

(1) Avant la loi de 1856, l'âge de l'inculpé n'était pas regardé comme faisant partie du signalement. L'ancien article 134 n'exigeait pas davantage que l'inculpé fût désigné par ses prénoms.

(2) D'ailleurs, l'erreur dans la qualification du fait ne peut être considérée comme l'absence de cette qualification : c'est à la chambre des mises en accusation à réparer cette erreur : Cassation, 16 août 1832 (D. Rép. *Instr. crim.*, n° 839).

en outre, la signature du greffier, on créerait une formalité substantielle et une peine de nullité qui ne sont édictées nulle part (1). »

On admet assez généralement qu'en ce qui concerne les mentions relatives à l'âge, aux prénoms, etc., de l'inculpé, l'article 134, tout en les prescrivant, n'exige pas, à peine de nullité, leur insertion intégrale dans l'ordonnance de clôture. Il suffit, pense-t-on, que le prévenu soit désigné de manière à ce qu'aucun doute ne puisse s'élever sur son identité (2). Au contraire, toutes les ordonnances finales du juge d'instruction doivent contenir et nettement exprimer : 1° les motifs de la décision rendue ; 2° un dispositif prononçant formellement sur la compétence, l'énonciation du délit et de ses circonstances, avec l'indication de la loi pénale qui le prévoit et le punit. C'est ainsi, par exemple, qu'une ordonnance de non-lieu qui se borne à déclarer « que l'instruction n'a nullement prouvé les faits allégués par la partie civile » serait nulle, comme ne contenant ni l'exposé sommaire des faits prescrit par l'article 134, ni les motifs exigés par l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, dont l'observation est d'ordre public (3).

Section IV

Signification et communication des Ordonnances de clôture

Les ordonnances du juge d'instruction étant rendues

(1) Limoges, 26 juillet 1860 (D. P. 61. 2. 212).

(2) Cassation, 10 juillet 1890 (*Bull. crim.* n° 151).

(3) Paris, 23 mars 1859 (D. suppl. au répert. *Proc. crim.*, n° 958).

après que le procureur de la République a pris, auprès de lui, des réquisitions dans tel ou tel sens, il est naturel que le procureur reçoive communication de la solution, conforme ou non à la sienne, que le juge d'instruction a adoptée. D'ailleurs, le procureur de la République est chargé de l'exécution des ordonnances ; la communication s'impose.

Ajoutons que, sous le nom d'opposition, une voie de recours, un appel véritable, est ouvert au ministère public contre ces ordonnances ; il doit donc, pour cette troisième raison les connaître, et la loi en dispose ainsi.

Mais la loi est muette sur les formes de cette communication elle-même ; cela doit être, puisque le juge d'instruction et le procureur de la République ont ici toute faculté de correspondre.

Que décider en ce qui concerne la communication, à l'inculpé, des ordonnances de clôture ? L'art. 135 du Code d'Instruct. crim. indique les cas où l'inculpé peut faire opposition, et, dans ces cas, il exige la signification des ordonnances qu'il est possible de frapper d'appel. Mais cet article ne s'occupe pas des ordonnances de clôture, contre lesquelles, en principe, nous dirons que l'inculpé ne peut former opposition. Nous concluons donc que sous l'empire du Code d'instruction criminelle et aujourd'hui encore la signification des ordonnances de clôture n'a pas à être faite à l'inculpé.

Mais, aux termes de l'article 10 § 2 de la loi du 8 décembre 1897, il doit être immédiatement donné connais-

sance au conseil du prévenu de toute ordonnance du juge. Le greffier est chargé de ce soin.

La loi ne prévoit pas dans quelle forme doivent, à peine de nullité, être notifiées au conseil les ordonnances en question. Il pourrait être procédé de la façon suivante à cette notification : « Aussitôt que l'ordonnance sera rendue, le greffier informera le conseil, par lettre recommandée, de l'objet de l'ordonnance ; il mentionnera au bas de celle-ci l'expédition de la lettre et annexera à cette mention le récépissé délivré par la poste ; il va de soi que toute facilité devra être donnée au conseil pour lui permettre de prendre lecture du texte même de l'ordonnance, s'il en manifeste le désir (1) ».

Quelles sont les ordonnances qui doivent ainsi être communiquées au conseil, en vertu de la loi nouvelle ? La circulaire du ministre de la justice, en date du 10 décembre 1897, répond, très exactement à notre avis : ce sont uniquement celles qui ont un caractère juridictionnel. « L'expression « *toute ordonnance* », dit la Cour de Paris, doit être prise dans un sens subjectif, comme s'appliquant uniquement aux ordonnances qui présentent un caractère juridictionnel » (2).

Par application de ces principes, il a été jugé que « l'ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel est nulle, si elle n'est pas signifiée au conseil de l'inculpé » (3). Telle est la règle générale ; et, lorsque dans la procédure

(1) Circulaire du Ministre de la Justice du 10 décembre 1897.

(2) Paris, 3 janvier 1899 (*Gaz. Pal.*, 99, 1, 167).

(3) Tribunal de la Seine, 22 décembre 1897 (D. P. 98, 2, 16) ;—Paris, 27 décembre 1898 (D. P. 99, 2, 82).

d'instruction il n'est pas mentionné que les ordonnances de soit-communiqué et de renvoi ont été portées par les soins du greffier à la connaissance du conseil du prévenu, on doit inférer du silence de la procédure à ce sujet que ces formalités n'ont point été accomplies, et ladite procédure est nulle. La nullité de la procédure, dans cette hypothèse, a été proclamée par arrêt de la Cour d'appel de Paris, le 9 mai 1898 (*Gaz. Pal.*, 98, 1, 746).

Mais quel est le caractère de la nullité résultant du défaut de communication au conseil de l'inculpé ? Est-elle radicale ou absolue, ou n'est-elle que relative, c'est-à-dire susceptible de se couvrir par ce fait que le prévenu s'est défendu au fond ?

Pour apprécier le caractère des nullités prononcées par la loi du 8 décembre 1897, on admet assez généralement qu'il importe de distinguer la nullité de l'article 1^{er}, qui vise le jugement, et les autres cas de nullité qui ne concernent que la procédure. L'article 1^{er}, qui a trait à la constitution de la juridiction, édicte une règle imposée sous peine de nullité absolue, d'ordre public, et opposable en tout état de cause ; dans les autres hypothèses, au contraire, et en particulier dans le cas qui nous occupe, la nullité n'est que *relative*, en ce sens qu'elle peut être couverte par la volonté du prévenu. Nous citerons de nouveau, à l'appui de cette argumentation, l'arrêt de la cour de Paris du 9 mai 1898, qui décide « que la nullité de la procédure résultant de ce que les ordonnances de soit-communiqué et de renvoi n'ont pas été portées, par les soins du greffier, à la connaissance du conseil du prévenu, est une nullité *relative*, et que le prévenu qui s'est défendu au fond de-

vant les premiers juges (tribunal de police correctionnelle) sans se prévaloir de ces irrégularités, ne saurait les invoquer pour la première fois devant la Cour (chambre des appels de police correctionnelle) ».

Notons cependant que la jurisprudence la plus récente est contraire à notre opinion. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour d'appel de Besançon du 10 mai 1899 (*Gaz. Pal.*, 99, 2, 132) repousse la distinction formulée par l'arrêt précité du 9 mai 1898 : « Attendu qu'aux termes impératifs de l'art. 12 de la loi du 8 décembre 1897, les dispositions prescrites par les art. 1, § 2, 9, § 2 et 10 de la dite loi seront observées à peine de nullité de l'acte et de la procédure ultérieure ; que *toutes les nullités* ainsi édictées sans qu'il y ait aucune distinction à faire entre elles sont *absolues*, d'ordre *public*, et doivent être prononcées d'office. »

L'ordonnance du juge d'instruction doit être signifiée à la partie civile : quand elle peut faire grief à ses intérêts ; quand elle déclare qu'il n'y a lieu à suivre, ou qu'elle donne au fait une qualification autre que celle indiquée dans la plainte ou les mémoires de cette partie civile ; enfin, quand elle prononce sur la compétence. La signification doit être faite dans les vingt-quatre heures de la date de l'ordonnance (article 135). Le retard dans la signification, ou l'omission de cette formalité, ont pour conséquence d'empêcher le délai d'opposition de commencer à courir. Notamment « on est tenu de notifier à la partie civile qui réside ou qui a élu domicile dans l'arrondissement, la décision intervenue sur sa plainte. Par suite, le délai d'opposition court, à l'égard de la partie

civile qui réside ou qui a élu domicile dans le ressort du tribunal saisi, à dater de la notification de cette ordonnance, et non à partir du jour où elle a été rendue. — Mais si la partie civile ne demeure pas dans l'arrondissement où se fait l'instruction, ou si elle n'y a pas élu domicile, il n'y a pas obligation de lui notifier l'ordonnance, qui acquiert alors de plein droit à son égard, comme à l'égard du ministère public, l'autorité de la chose jugée, dans le cas où il n'y est pas formé opposition dans les vingt-quatre heures, du jour où elle a été rendue (1) ».

Nous l'avons dit, l'article 135 veut que les ordonnances du juge d'instruction soient signifiées à la partie civile dans le délai de vingt-quatre heures. M. Faustin-Hélie estime que ce délai est de rigueur : « Retarder la signification au delà de ce terme, serait, dit-il, dans certains cas, un véritable abus de pouvoir, puisqu'il pourrait en résulter une prolongation illégale de la détention préalable (2) » Toutefois la Cour de Dijon a, au contraire, décidé le 6 juin 1877 « que l'article 135 n'exige pas que les ordonnances du juge d'instruction soient signifiées à la partie civile dans le délai de vingt-quatre heures; en conséquence la signification d'une ordonnance de non-lieu est valablement faite à la partie civile plus de vingt-quatre heures après que cette ordonnance a été rendue; alors qu'il est constant que ce retard n'a pu causer aucun préjudice à la partie civile (3). »

(1) Cassation, 16 mars 1849 (D. P. 49, 1, 137).

(2) Faustin-Hélie, *Instr. crim.*, t. 5, n° 2112.

(3) Dijon, 6 juin 1877 (D. P. 81, 5, 225).

Section V

Effet général des Ordonnances de clôture

La durée des pouvoirs du juge d'instruction se termine au moment où il a exercé ses fonctions de juridiction d'instruction. C'est ce que l'on exprime en disant que le juge d'instruction est *dessaisi* par son ordonnance de clôture ; dès lors, tous actes d'instruction auxquels il procéderait par la suite constitueraient des excès de pouvoir (1).

C'est ainsi « qu'une fois le tribunal correctionnel saisi, le juge d'instruction n'a pas qualité pour instruire, et, si une instruction supplémentaire est nécessaire, elle ne peut être faite que par le tribunal lui-même, ou un de ses membres, délégué à cet effet (2). »

D'ailleurs, ce n'est que comme conséquence des ordonnances finales, de non-lieu, de renvoi ou de transmission, que ce dessaisissement se produit ; car il est certain « que le juge d'instruction pourrait reprendre et terminer l'instruction qu'il a commencée, et dont l'un des actes, frappé d'opposition au cours de l'instruction, a été annulé, et cela sans même que cette reprise soit signifiée au conseil de l'inculpé (3). »

(1) A moins qu'il n'ait été habilité à y procéder par une délégation en règle, qui l'investit à nouveau du pouvoir d'instruire, qui le ressaïs pour ainsi dire.

(2) Cassation, 25 janvier 1899 (*Gaz. Trib.*, 1^{re} partie, 1899, 1, 120). — Lyon, 8 mars 1887 (*Moniteur de Lyon*, 2 avril 1887). — Cassation, 1^{er} avril 1892 (*Gaz. Pal.*, 92, 1, 696).

(3) Paris, 7 décembre 1898 (*Gaz. Pal.*, 1899, 1, 151).

DEUXIÈME PARTIE

DE LA JURIDICTION D'INSTRUCTION AU SECOND DEGRÉ

Nous avons jusqu'ici examiné le rôle du juge d'instruction, et vu qu'il avait pour mission de statuer en premier ressort. Nous avons divisé les décisions qu'il rend pour terminer son instruction en deux grandes classes.

Dans l'une de ces catégories, nous avons rangé les ordonnances renvoyant devant la Chambre des mises en accusation, au cas où le juge d'instruction estime qu'il se trouve en présence d'un crime. Ces ordonnances, avons-nous dit, ne présentent pas les caractères d'un jugement véritable ; elles sont plutôt préparatoires de la décision que prendra la Chambre des mises en accusation ; elles constituent surtout le résultat d'un premier examen provisoire.

Dans une autre catégorie, nous avons compris les ordonnances de non-lieu et les ordonnances de renvoi devant la police correctionnelle ou le tribunal de simple police, et nous avons montré que ces ordonnances sont des jugements véritables que l'appel seul peut réformer.

De cette différence entre les caractères juridiques des ordonnances finales rendues par les juges d'instruction,

nous déduisons le plan sous lequel nous devons exposer l'étude de notre seconde partie.

Après avoir indiqué rapidement la composition et les attributions générales de la Chambre des mises en accusation, nous considérerons tout d'abord la Chambre d'accusation en tant qu'examinant, après le juge d'instruction, les affaires criminelles ou estimées telles par celui-ci.

Ensuite, nous aurons à étudier le rôle de la Chambre des mises en accusation en tant que juge d'appel des ordonnances du juge d'instruction. Cet appel porte, on le sait, le nom spécial d'opposition.

En dernier lieu, et pour terminer notre examen des arrêts rendus par la Chambre des mises en accusation, nous rechercherons si ces arrêts peuvent, et dans quels cas, faire l'objet d'un recours en cassation.

CHAPITRE PREMIER

COMPOSITION ET ATTRIBUTIONS GÉNÉRALES DE LA CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION

La Chambre des mises en accusation est une section de la Cour d'appel, composée de cinq membres au moins (1). Depuis l'ordonnance du 5 août 1844, cette chambre n'a plus d'existence distincte ; les magistrats qui en font partie font en outre le service des autres chambres et peuvent être, soit rattachés à une même chambre, soit répartis entre les diverses chambres de la Cour (2).

Le premier président peut, quand il le juge convenable, présider la Chambre d'accusation (Décret du 6 juillet 1810, art. 7).

Lorsque le nombre des membres fixé par la loi n'est pas atteint par suite de l'empêchement ou de l'absence de certains magistrats, on appelle, pour les remplacer, des conseillers faisant partie, soit d'une chambre civile, soit de la chambre des appels de police correctionnelle. En effet, le décret du 6 juillet 1810 porte, dans son article 9, que « tous les membres des chambres civile ou criminelle peuvent être respectivement appelés, dans le cas de nécessité, pour

(1) Article 218, code d'Instruction criminelle; Décret du 6 juillet 1810 (article 2) ; Loi du 30 août 1883 (art. 1^{er}).

(2) Décret du 12 juin 1880; — Loi du 30 août 1883 (art. 2).

le service d'une autre chambre. » Il n'est d'ailleurs pas nécessaire d'indiquer les causes pour lesquelles un membre de la chambre des mises en accusation n'a pu siéger et a été remplacé par un autre conseiller ; il suffit de constater que ce magistrat a été appelé pour compléter la chambre d'accusation. « Il résulte de cette constatation la présomption légale que le magistrat dont l'absence a nécessité le remplacement était légalement empêché (1).

S'il était impossible d'appeler d'autres conseillers à siéger, il faudrait, pour compléter la Chambre des mises en accusation, avoir recours à des avocats, deux au plus, car les magistrats doivent toujours être en majorité. En ce cas, il faudrait, à peine de nullité, constater que l'avocat n'a été appelé qu'à raison de l'empêchement de tous les magistrats faisant partie des autres chambres de la Cour (2).

Le ministère public auprès de la chambre des mises en accusation est représenté par le procureur général ou l'un de ses substituts.

Dans les affaires graves, le procureur général peut requérir l'adjonction, à la chambre d'accusation, de la chambre des appels correctionnels, afin de donner plus de solennité et d'autorité morale à la décision (3). C'est le procureur général seul qui apprécie s'il convient de réunir ces deux chambres ; s'il est tenu d'en conférer avec le premier président, c'est seulement pour que ce magistrat puisse prendre les mesures nécessaires, afin que le service

(1) Cassation, 13 août 1874 (*Bull. crim.*, n° 233).

(2) Cassation, 5 novembre 1845 (*Bull. crim.* n° 280).

(3) Décret du 6 juillet 1810 (article 3),

soit assuré et que les convocations soient faites en temps utile. Il suffit que le nombre des conseillers siégeant à cette réunion des deux chambres soit de neuf au minimum, par application de l'article 1^{er} § 4 de la loi du 30 août 1883. Il résulte du § 3 du même article que ces magistrats doivent siéger en nombre impair. Et dans les Cours à une seule chambre, quatre des magistrats ne faisant pas partie de la chambre des mises en accusation devront, au cas où le procureur général le demandera, venir se joindre à la chambre d'accusation. C'est ce qui ressort de la combinaison de la loi du 6 juillet 1810 et de l'article 1^{er} de la loi du 30 août 1883.

La chambre des mises en accusation doit se réunir sur la convocation de son président, et sur la demande du procureur général, aussi souvent que les besoins du service l'exigent, et, dans tous les cas, au moins une fois par semaine (article 218 du code d'instruction criminelle). Elle siège en chambre du conseil, à huis clos, et ne statue que sur l'instruction écrite ; le prévenu ne peut y exposer verbalement ses moyens de défense, ni par lui-même, ni par son défenseur (art. 222 et 223).

Nous venons d'examiner l'organisation de la chambre des mises en accusation. — Avant d'approfondir l'étude des pouvoirs de cette chambre, d'abord comme juridiction de second examen, ensuite comme juridiction d'appel des ordonnances rendues par le juge d'instruction, il convient de jeter un coup d'œil rapide sur les attributions que la loi a confiées à cette juridiction.

La chambre des mises en accusation est, suivant l'expression de Treilhard (1), « le centre de toutes les affaires criminelles. » Tout d'abord, cette chambre peut, en tant que juridiction souveraine, user du droit d'évocation, c'est-à-dire ordonner des informations à raison des faits qu'elle découvre dans l'examen des procédures, et appeler immédiatement à elle des affaires poursuivies devant les juges inférieurs. Ce droit d'évocation est régi par les dispositions suivantes que nous nous contenterons de rappeler. Aux termes de l'article 250, « lorsque, dans la notice (2) des causes de police correctionnelle ou de simple police, le procureur général trouvera qu'elles présentent des caractères plus graves, il pourra ordonner l'apport des pièces dans la quinzaine seulement de la réception de la notice, pour ensuite être par lui fait, dans un autre délai de quinzaine du jour de la réception des pièces, telles réquisitions qu'il estimera convenables, et par la Cour être ordonné dans le délai de trois jours ce qu'il appartiendra. » D'autre part, l'article 235 du code d'instruction criminelle dispose ainsi : « Dans toutes les affaires, les cours d'appel, tant qu'elles n'auront pas décidé s'il y a lieu de prononcer la mise en accusation, pourront d'office, soit qu'il y ait ou non une instruction commencée par les premiers juges, ordonner des poursuites, se faire apporter les pièces, informer ou faire informer, et statuer ensuite ce qu'il appartiendra. »

(1) Exposé des motifs de la loi du 20 avril 1810.

(2) « Le procureur de la République enverra tous les huit jours, au procureur général, une notice de toutes les affaires criminelles, de police correctionnelle ou de simple police, qui seront survenues. » (article 249).

Nous n'insisterons pas sur ce droit d'évocation parce que si, en vertu de ce droit, la Cour statue comme juridiction d'instruction, elle le fera, en ce qui concerne la solution qu'elle admettra, comme si elle avait été normalement saisie, soit par une opposition, soit par une ordonnance de transmission, suivant les cas ; en sorte que nous bornons nos explications à ces deux dernières hypothèses, dans lesquelles la chambre des mises en accusation exerce ses attributions normales.

Outre la faculté que possède la chambre d'accusation d'user, si elle croit devoir le faire, de son droit d'évocation, il importe de signaler également le pouvoir disciplinaire de cette chambre qui peut exercer, soit d'office, soit sur les réquisitions du procureur général, un droit de surveillance sur les officiers de police judiciaire et sur la marche de la procédure (article 281).

Enfin, aux termes de l'art. 627 du Code d'Instruction criminelle, la chambre des mises en accusation statue sur les demandes en réhabilitation pénale.

CHAPITRE II

DU SECOND EXAMEN FAIT PAR LA CHAMBRE D'ACCUSATION.

La chambre des mises en accusation a le devoir d'examiner à nouveau les charges qui pèsent sur un inculpé lorsque le juge d'instruction, par cela même qu'il rend une ordonnance de transmission, estime qu'un crime est imputable à cet inculpé.

Nous avons vu, dans notre première partie, que l'ordonnance de transmission n'est, en réalité, qu'un projet de l'arrêt par lequel la juridiction du second degré clôturera l'instruction. Disons, immédiatement, que l'effet général de cette ordonnance est non-seulement de saisir la chambre des mises en accusation du droit d'examiner les charges qui ont motivé l'ordonnance du juge d'instruction, mais encore de rouvrir, pour ainsi dire, l'instruction toute entière, en donnant à la chambre d'accusation un pouvoir d'investigation aussi étendu que possible. Nous reviendrons, en détail, sur cette idée générale.

Section I

Procédure

§ 1^{er}. — *Mise en état, et mémoires.*

Demandons-nous quelles sont, tout d'abord, les règles qui doivent être observées, en ce qui concerne la procédure à suivre devant la chambre des mises en accusation.

Il est essentiel de le remarquer dès maintenant, la procédure est la même, que l'affaire soit portée devant la chambre d'accusation en vertu d'une ordonnance du juge d'instruction portant que les pièces seront transmises sans délai au procureur général (article 133), ou par suite de l'opposition des parties (article 135). En d'autres termes, la procédure qui va être exposée s'applique non-seulement lorsque la chambre des mises en accusation doit à nouveau examiner les charges en vertu de l'ordonnance de transmission (attribution que nous étudions seule, en ce moment), mais encore lorsqu'elle est jugée d'appel, dans l'hypothèse que nous étudierons plus tard sous le nom d'opposition. — Dans l'un et l'autre cas, une fois que les pièces ont été remises au procureur général, celui-ci est chargé de faire connaître à la chambre d'accusation l'affaire dont elle est saisie et de mettre cette juridiction à même de statuer.

L'article 217 spécifie même que le procureur général est tenu de mettre l'affaire en état dans les cinq jours de la réception des pièces, et de faire son rapport dans les cinq

Jours suivants, au plus tard. Le désir du législateur est donc que le procureur général rapporte l'affaire dans le délai de dix jours ainsi fixé ; mais il est évident qu'aucune sanction n'est attachée à l'inobservation de cette disposition : « Il a paru trop difficile, disait le rapporteur, de rendre ce délai absolu ; une foule de circonstances peuvent obliger le procureur général à l'outrepasser sans mériter le reproche de négligence ».

De même que le ministère public, l'inculpé et la partie civile sont évidemment intéressés à la solution que donnera à l'affaire la chambre des mises en accusation. Aussi, pendant le délai de dix jours accordé au procureur général pour rapporter l'affaire (1), l'inculpé et la partie civile peuvent préparer et déposer des mémoires où ils exposent les faits en les appréciant comme ils croient devoir le faire, afin de faire valoir leurs droits respectifs.

Pour rédiger ce mémoire, l'inculpé a à sa disposition tous les éléments nécessaires, puisque, en vertu de la loi de 1897, il a connaissance de tous les actes de l'instruction dirigée contre lui. En sorte qu'il ne sera pas désormais impossible à l'inculpé, dans le mémoire qu'il pourra présenter à la chambre des mises en accusation, d'opposer les moyens péremptoires qui peuvent le justifier immédiatement : un alibi, la prescription, l'amnistie, la chose jugée, etc.

(1) « La faculté, accordée à l'inculpé par l'article 217 du code d'instruction criminelle, de produire les mémoires qu'il estimera convenables n'implique pour le procureur général aucune obligation de lui faire connaître le jour où il a reçu les pièces de la procédure » : Cassation, 9 décembre 1892 (*Gaz. Trib.*, 17 Décembre 1892).

La difficulté sera plus grande pour la partie civile, quand elle voudra rédiger son mémoire, puisqu'elle n'est pas — et nous croyons que sur ce point notre législation actuelle présente une lacune, — liée à l'instruction aussi intimement que l'est aujourd'hui l'inculpé lui-même.

Mais notons que, d'une part, ses droits sont, en réalité, joints dans une certaine mesure au sort de l'action publique, qui est, elle, en sûreté aux mains du procureur général, et que, d'autre part, en cas d'arrêt de non-lieu, les juridictions civiles ne lui seraient pas fermées.

Il y a plus : si la communication du dossier ne peut pas, actuellement, être exigée par la partie civile, il n'est pas certain que cette communication sera refusée, si elle présente pour elle un intérêt réel. On s'accorde généralement, tant en doctrine qu'en jurisprudence, à reconnaître que cette communication est facultative pour le parquet. Si la partie civile, dit-on, n'a pas le droit d'exiger la communication des pièces pour préparer son mémoire, elle peut néanmoins l'obtenir, pourvu que le procureur général, seul juge de l'opportunité de cette communication, consente à la faire en tout ou en partie. Et il a été jugé en ce sens que « les dispositions du code d'instruction criminelle, en vertu desquelles l'instruction doit rester secrète jusqu'au dernier interrogatoire de l'accusé, ne sont pas prescrites à peine de nullité. Aucune disposition de ce code n'interdit la communication de la procédure criminelle à un tiers (1). »

(1) Cassation, 6 janvier 1893 (D. P. 93. 1. 102).

§ 2. — *De l'examen, et de la délibération.*

L'examen du dossier par la chambre des mises en accusation a lieu à huis-clos, le procureur général entendu (article 224).

En principe, les juges délibèrent entre eux sans désemparer, et sans communiquer avec personne (article 225). Le président est tenu de faire prononcer la chambre d'accusation immédiatement après le rapport du procureur général (1). Mais si cette chambre, au lieu de statuer sans désemparer, s'ajourne pour rendre son arrêt, la mise en délibéré ou même la clôture, tant que son arrêt n'est pas rendu, n'a pas pour effet de rendre tardives les nouvelles réquisitions que le ministère public croirait devoir prendre. « Il est de principe, dit la Cour suprême (2), que le dernier état d'une affaire n'est irrévocablement fixé que par le prononcé de l'arrêt, et que, jusque-là, même devant la chambre des mises en accusation, le ministère public doit être admis à conclure et à produire toutes les pièces qu'il croit utiles à la manifestation de la vérité ».

Ces idées générales une fois exposées, demandons-nous que le est l'étendue des droits que possède la chambre d'accusation pour examiner à nouveau les faits d'où découle l'inculpation.

(1) Cette disposition n'est d'ailleurs pas prescrite à peine de nullité : Cassation, 1^{er} août 1878 (D. P. 79, 1, 390). — 16 juillet 1887 (*Bull. crim.*, n° 273).

(2) Cassation, 8 avril 1892 (D. P. 93, I, 302).

Nous pouvons poser en principe que ces pouvoirs comportent la plus large extension. Déjà, d'après le Code d'instruction criminelle, lorsqu'une procédure était entre leurs mains, les chambres d'accusation avaient le droit de lui donner tous les développements nécessaires, et d'ordonner des informations nouvelles sur les crimes ou les délits que cette procédure révélait.

C'est surtout au cas où plusieurs infractions de nature différente, et ayant été l'objet de la part du juge d'instruction de solutions également différentes, ont été relevées à la charge du même inculpé, que l'on aperçoit combien est étendu le pouvoir d'investigation et de décision que possède la Cour, lorsque, en vue d'un second examen, l'une de ces infractions lui est déférée. C'est ainsi que depuis la loi du 17 juillet 1856, en ce qui concerne les prévenus qui sont renvoyés devant la Cour par une ordonnance de transmission retenant un crime à la charge de l'inculpé, « tout crime, tout délit, toute contravention résultant de la procédure, qu'ils aient été ou non retenus dans l'ordonnance du juge d'instruction, et même lorsqu'ils sont protégés par une ordonnance de non-lieu qui n'a pas été frappée d'opposition, doivent être, sur les réquisitions du procureur général, l'objet d'une délibération de la Cour et d'un acte de sa juridiction. Ce n'est pas seulement un droit, c'est un devoir pour la Cour de purger la procédure toute entière, qui est indivisible (1). Il ne faut pas, disait le rap-

(1) Exposé des motifs de la loi du 17 juillet 1856 (D. P. 56, 4, 126).

— Par exemple, « comme le crime de suppression d'enfant diffère par sa nature du crime d'infanticide, lorsque le ministère public a relevé les deux crimes, la chambre des mises en accusation doit sta-

porteur de cette loi, que des prévenus qui sont renvoyés devant la Cour puissent, à l'égard des chefs d'inculpation qui leur sont imputables et qui à tort ont été réglés par une ordonnance de non-lieu, repousser l'examen de la chambre des mises en accusation, en se retranchant derrière l'inviolabilité de la chose jugée. Il ne faut pas que le crime ou le délit se dressent devant elle, comme pour la braver dans son impuissance (1). »

La modification apportée à l'ancien texte (article 231) par la loi de 1856, permet à la Chambre des mises en accusation d'agir désormais en vertu d'un droit qui lui est propre : « elle examine les ordonnances définitives des juges d'instruction, mais elle n'a ni à les confirmer ni à les infirmer ; toutes les formules qui, à cet égard, ont été conservées dans la pratique, sont surannées ; la chambre d'accusation statue à nouveau, dans la plénitude du droit que la loi lui confère. Elle doit considérer les faits sous tous leurs aspects : régulariser, compléter, même d'office, à plus forte raison sur les réquisitions du procureur général, les qualifications adoptées par le juge d'instruction ; relever toutes les circonstances légales qui accompagnent les faits de l'accusation et qui résultent de l'information.

Elle doit aller plus loin et relever tous les faits qui ressortent de la procédure, alors même qu'ils n'ont pas été compris dans l'ordonnance définitive (Cassation,

tuer sur chacun d'eux d'une manière distincte et les retenir l'un et l'autre, si les faits de la prévention lui paraissent emporter l'une et l'autre incrimination ». Cassation, 3 janvier 1891 (*Pandectes françaises*, 1891, 1, 388).

(1) Exposé des motifs de la loi du 17 juillet 1856 (D. P. 56, 4, 126).

14 juin 1873, D. P. 74, 1, 41) ; plus encore, alors même qu'ils n'ont pas été dénoncés dans le réquisitoire introductif (Cassation, 19 mars 1881, *Bull. crim.*, n° 69). — Leur pouvoir ne comporte qu'une restriction ; il ne peut s'exercer qu'à l'égard des prévenus renvoyés devant elle : Cassation, 7 juillet 1859, D. P. 59, 1, 332 » (1). Par exemple, « la chambre des mises en accusation doit relever le crime de faux qui lui paraît ressortir des actes de la procédure instruite contre le prévenu, bien qu'il ne soit pas mentionné dans l'ordonnance du juge d'instruction, et qu'il n'ait pas fait l'objet direct et spécial de l'information. La Cour, dans ce cas, loin d'excéder ses pouvoirs, ne fait que se conformer aux prescriptions de la loi (2) ».

Mais, ainsi qu'il a été dit plus haut, la chambre d'accusation n'est saisie de l'examen de l'ensemble des faits compris dans une procédure commune à plusieurs prévenus, qu'à l'égard de ceux de ces prévenus qui ont été renvoyés devant elle. « Par suite, si l'un des prévenus a été renvoyé par le juge d'instruction devant le tribunal correctionnel, la chambre d'accusation ne peut, à défaut d'opposition du ministère public, statuer sur les faits personnels à ce prévenu, même en relevant une circonstance de complicité dont le juge d'instruction aurait négligé de tenir compte (3). »

La faculté de modifier, s'il y a lieu, la qualification donnée aux faits incriminés, n'existe de la part de la

(1) Conclusions de M. l'avocat général Baudoin (D. P. 92, 1, 582).

(2) Cassation, 14 juin 1873 (D. P. 74, 1, 41).

(3) Cassation, 7 juillet 1859 (D. P. 59, 1, 332).

Chambre des mises en accusation qu'à la condition que l'action publique ait été régulièrement mise en mouvement quant au délit relevé dans la qualification nouvelle. « En conséquence, si le réquisitoire introductif n'a relevé à la charge du prévenu qu'un délit de droit commun, tel que le fait d'outrage à un magistrat dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions prévu par l'article 222 du Code pénal, la Chambre des mises en accusation ne peut substituer à ce délit un délit prévu par la loi du 29 juillet 1881, tel que le délit d'injures à un particulier, pour lequel le droit de poursuite est subordonné à des formalités spéciales prescrites à peine de nullité, et en outre à la plainte préalable de la partie lésée (1) ».

Remarquons enfin qu'en vertu des principes généraux que nous venons d'exposer, la Chambre des mises en accusation a le droit de statuer sur toutes les exceptions qui tendent à faire disparaître le crime ou le délit, pourvu que les faits sur lesquels elle base sa décision résultent de l'instruction. En conséquence, « la Chambre d'accusation saisie, par exemple, d'une poursuite pour abus de confiance, qui est un crime dans l'hypothèse prévue par l'article 408 *in fine* C. P., a compétence pour statuer sur l'exception du prévenu prétendant avoir à régler un compte d'association, et peut régulièrement, sans avoir à surseoir, déclarer que le prévenu n'a jamais été l'associé du plaignant et n'est pas son créancier (2) ».

(1) Cassation, 29 mai 1886 (D. P. 87, 1, 89).

(2) Cassation, 12 juin 1890 (D. P. 90, 1, 489) : Le plaignant employait l'inculpé comme agent salarié, chargé de l'exploitation d'une mine ; il lui avait ouvert un crédit de 20,000 fr. dans une maison de banque,

Mais, bien entendu, la Chambre des mises en accusation est incompétente, comme toute juridiction d'instruction, pour statuer sur des excuses atténuantes de la pénalité ; par exemple, pour renvoyer, sous prétexte d'excuse de cette nature, au tribunal correctionnel, la connaissance d'un fait qualifié crime (1). Reconnaître cette faculté à la Chambre d'accusation serait lui permettre de correctionnaliser les affaires, et nous avons vu plus haut que ce pouvoir n'appartenait pas à nos juridictions d'instruction.

Section II

Arrêts

Nous avons montré que la Chambre des mises en accusation possédait, en ce qui concerne l'instruction qui lui est soumise, les plus larges pouvoirs d'investigation. Examinons maintenant les diverses solutions qui pourront intervenir.

D'une façon générale, la chambre d'accusation est souveraine appréciatrice des éléments du délit et de l'importance des indices de culpabilité ; mais encore faut-il que sa décision soit motivée. Lors donc que des faits résultant d'une information sont énoncés dans un ré-

mais pour le service de cette mine seulement. Abusant de ce crédit, l'inculpé a négocié en signant « pour D... » quatre traites, et a détourné ces fonds en les affectant à ses besoins personnels ; poursuivi pour abus de confiance qualifié, il a opposé devant la Chambre d'accusation une exception, prétendant avoir à régler un compte d'association avec la partie civile.

(1) Montpellier, 11 janvier et 5 juillet 1849 (D. P. 49, 2, 142).

quisitoire du ministère public ou dans une ordonnance du juge d'instruction et présentées comme constituant un crime ou un délit, les chambres d'accusation ont le devoir de s'expliquer sur l'existence des faits et sur leur qualification. Il importe, en effet, que la Cour de cassation puisse exercer le contrôle qui lui appartient, aux termes des articles 296, 298 et 299 du code d'instruction criminelle. Par exemple, l'arrêt qui se bornerait à déclarer « que les faits ne sont pas suffisamment caractérisés », ne serait pas rendu conformément à la volonté du législateur (1).

Les arrêts des chambres des mises en accusation encourraient d'ailleurs, également, la censure de la Cour suprême s'il y avait contradiction entre les faits qu'ils énoncent et les conséquences qu'ils en tirent. C'est ainsi que la Cour de cassation a annulé un arrêt qui, ayant constaté « qu'après une lutte corps à corps, les accusés ont gagné une hauteur d'où ils ont fait pleuvoir une grêle de pierres sur leurs adversaires, et ont ainsi causé la mort de l'un d'eux », donne à ces faits la qualification d'homicide par imprudence (2).

Remarquons aussi que lorsque la chambre des mises en accusation est saisie d'une affaire, elle a le droit d'annuler, d'office, tout acte de l'instruction qu'elle reconnaît entaché d'irrégularité (3). Il rentre, en effet, dans ses attributions, de relever les violations de la loi ou irré-

(1) Cassation, 8 avril 1892 (*Gaz. Trib.*, 16 avril 1892).

(2) Cassation, 29 septembre 1881 (*Bull. crim.*, n° 224).

(3) Cassation, 19 avril 1855 (*D. P.* 55, 1, 269).

gularités qui peuvent entacher les ordonnances, et d'en prononcer, s'il y a lieu, l'annulation sous ce rapport (1).

§ 1^{er}. — *Arrêt de plus ample informé.*

La chambre d'accusation, lorsqu'elle est saisie d'une procédure, est tout d'abord tenue d'examiner si cette procédure est complète, et si l'instruction est en état d'être réglée. Si des lacunes existent, si tous les points n'ont pas été vérifiés, elle peut ordonner un supplément d'information. — C'est ce qui résulte de l'article 228 du code d'instruction criminelle.

Inversement, de ce que la chambre d'accusation a le droit de décider souverainement si l'instruction d'une affaire a besoin ou non d'être complétée, on doit conclure qu'elle a le droit de refuser d'ordonner un supplément d'information, sans que son refus puisse faire naître une ouverture à cassation (2).

La Cour a, à cet égard, un pouvoir absolu d'appréciation; elle n'est liée ni par les conclusions des parties, ni par les réquisitions du procureur général. D'ailleurs, la chambre des mises en accusation pourrait prononcer immédiatement la mise en accusation, sans ordonner de supplément d'instruction, « alors même que le procureur général n'aurait pris aucunes réquisitions au fond et se serait borné à requérir qu'il plût à la Cour d'ordonner, avant faire droit, l'apport de certaines pièces (3). » De même, la chambre

(1) Cassation, 28 décembre 1854 (D. P. 55, 1, 184).

(2) Cassation, 4 novembre 1858 (D. P. 59, 1, 43).

(3) Cassation, 4 novembre 1858, précité.

d'accusation peut statuer au fond à l'égard de l'auteur principal, quoique le réquisitoire du procureur général ne tende qu'à un simple supplément d'information à l'égard d'un complice (1).

En résumé, la chambre d'accusation complète et étend, s'il y a lieu, l'instruction. Quand il est ordonné, le supplément d'instruction est fait par un des ses membres, si elle évoque ; par le juge d'instruction, dans le cas contraire. Le magistrat ainsi délégué transmet l'instruction, quand elle est complète, au procureur général, pour procéder à une nouvelle mise en état de l'affaire (articles 237 et 238), et provoquer une décision, au fond, de la chambre des mises en accusation.

§ 2. — Arrêt de dessaisissement pour incompétence.

Quand l'instruction est complète, la chambre des mises en accusation doit procéder, au fond, à l'examen de la culpabilité. Mais auparavant, elle doit vérifier sa compétence.

Il peut se faire, en effet, que la connaissance du fait dont il s'agit soit réservée à un tribunal d'exception, comme la Haute-Cour de Justice ou les tribunaux militaires ou maritimes. La chambre d'accusation doit alors se déclarer incompétente *ratione materiæ*, et rendre un arrêt de dessaisissement pour incompétence.

La Cour doit aussi s'assurer de sa compétence *ratione loci*.

(1) Cassation, 23 février 1855 (*Bull. crim.*, n° 59).

Qu'il s'agisse de crimes, de délits, ou de contraventions, la Chambre des mises en accusation est, on le sait, compétente pour statuer. Mais elle n'aurait pas qualité pour renvoyer devant une juridiction disciplinaire. « Elle ne peut, dit un arrêt de la cour suprême (1), après avoir déclaré qu'il n'y a lieu à suivre contre un notaire prévenu de faux, ordonner qu'il sera poursuivi disciplinairement ».

§ 3. — Arrêt de non-lieu.

Après avoir reconnu sa compétence, la chambre des mises en accusation examine si les faits sont ou non établis. Si elle n'aperçoit aucune trace d'un délit prévu par la loi, ou si elle ne trouve pas des indices suffisants de culpabilité, elle déclare qu'il n'y a pas lieu à suivre et ordonne la mise en liberté du prévenu, ce qui doit être exécuté sur le champ, s'il n'est retenu pour autre cause (art. 229).

L'exécution provisoire est attachée à l'arrêt de non-lieu ; aussi, malgré l'éventualité du pourvoi en cassation et même le pourvoi formé, le prévenu doit être immédiatement élargi. Contrairement à cette opinion, et en se rattachant au principe que le pourvoi en matière criminelle est toujours suspensif, on a soutenu que le prévenu ne devait pas voir cesser sa détention préventive au cas de pourvoi du procureur général : « Ce n'est que pour des causes graves, dit Dalloz (2), qu'un arrêt de la Chambre des mises en accusation sera déféré à la Cour suprême ; et dans un tel cas, la société serait bien mal protégée si le prévenu

(1) Cassation, 8 octobre 1829 (D. P. 29, 1, 368).

(2) D. Répertoire, *Instr. crim.* n° 1072.

devait nécessairement être mis en liberté, lors même que l'arrêt qui ordonne cette mise en liberté serait vicié d'incompétence ou d'une nullité radicale. » Nous croyons, au contraire, que le doute n'est pas possible en présence des termes de la loi, termes impératifs et absolus : « la mise en liberté sera *exécutée sur-le-champ*, si le prévenu n'est retenu pour autre cause. »

Parmi les effets des arrêts de non-lieu, il importe de citer surtout celui relatif à la « chose jugée ». Nous n'y insistons pas, car les règles générales sont assez analogues à celles vues à propos des effets des ordonnances de non-lieu rendues par les juges d'instruction. Rappelons seulement que s'il ne survient pas de nouvelles charges, celui qui a bénéficié d'un arrêt de non-lieu — qui n'a pas fait l'objet d'un pourvoi en cassation, ou que la Cour suprême n'a pas cassé — ne peut plus être inquiété pour les faits à l'occasion desquels il était poursuivi (1). De même, et toujours s'il ne survient pas de charges nouvelles, celui au profit duquel a été rendu un arrêt de non-lieu ne saurait être, à raison du même fait, traduit devant le tribunal correctionnel (2).

Reprise de l'instruction sur charges nouvelles. — En étudiant les effets des ordonnances du juge d'instruction au point de vue de la chose jugée, nous avons vu que l'instruction pouvait être reprise au cas où des charges nouvelles venaient à se révéler. Nous avons précisé ce

(1) Cassation, 3 mai 1856 (D. P. 56, 1, 270).

(2) Cassation, 16 août 1877 (D. P. 79, 1, 238).

qu'on devait entendre par charges nouvelles et montré que celles-ci peuvent fortifier les preuves trouvées tout d'abord trop faibles, ou donner aux faits de nouveaux développements utiles à la manifestation de la vérité.

Supposons maintenant que ces charges nouvelles viennent à se révéler postérieurement à l'arrêt portant qu'il n'y a lieu à renvoi en Cour d'assises. Le principe est ici le même : c'est à la juridiction d'instruction qui a déclaré n'y avoir lieu à suivre contre le prévenu, qu'il appartient de décider s'il est nécessaire de reprendre une information sur charges nouvelles. Si, en conséquence, la chambre d'accusation a été saisie, si le non-lieu a été prononcé par un arrêt de cette chambre (1), c'est à elle qu'il appartient de connaître des charges nouvelles, conformément à l'article 246 du code d'instruction criminelle (2).

Quelle sera la procédure à suivre pour la reprise, par la chambre des mises en accusation, de l'instruction sur charges nouvelles ?

Le procureur général requiert qu'il soit procédé à une instruction nouvelle, et le président de la chambre d'accusation désigne, sur cette requête, le magistrat qui sera chargé de remplir les fonctions de juge d'instruction (article 248). Cette désignation n'est nullement subordonnée à une appréciation préalable des charges nouvelles par la chambre d'accusation (3). Il n'y aurait, d'ailleurs, aucune nullité si le procureur général, au lieu de présen-

(1) Ou si l'ordonnance du juge a été frappée d'opposition et lui a été déférée.

(2) Cassation, 22 juillet 1859 (*Bull. crim.* n° 186).

(3) Cassation, 5 janvier 1854 (*Bull. crim.* n° 2).

ter simplement requête au président, saisissait directement la chambre d'accusation, et si cette chambre, après avoir reconnu l'existence de nouvelles charges, ordonnait que l'instruction fût reprise et commettait un de ses membres pour y procéder (1).

Lorsque l'instruction est complète, le magistrat délégué renvoie les pièces au procureur général avec une ordonnance de soit-communiqué, et la procédure reprend ensuite son cours normal.

§ 4. — Arrêts de renvoi.

A. — *Arrêt de renvoi devant les tribunaux correctionnels ou de simple police.* — La Chambre d'accusation doit renvoyer le prévenu devant le tribunal compétent, si elle estime que ce prévenu est dans le cas d'être poursuivi soit devant un tribunal de simple police, soit devant un tribunal de police correctionnelle.

La loi du 17 juillet 1856, modificative de l'article 230 du Code d'instruction criminelle, en autorisant simplement les Chambres des mises en accusation, lorsqu'elles estiment qu'un prévenu doit être renvoyé en simple police ou en correctionnelle, à prononcer son renvoi devant le *tribunal compétent*, a entendu désigner par là l'un des tribunaux indiqués par l'article 63 du même code. En conséquence, depuis cette loi, les Chambres d'accusation ne peuvent plus, comme sous l'empire de l'ancien article 230, renvoyer ce prévenu devant tel tribunal de leur ressort qu'il

(1) Cassation, 18 mai 1839 (*Bull. crim.* n° 161).

leur plaît d'indiquer (1). Quand un semblable renvoi est prononcé, le tribunal de simple police ou le tribunal correctionnel sont saisis comme si, au lieu qu'un arrêt de renvoi fût rendu par la Cour, l'instruction se fût terminée comme elle aurait en réalité dû l'être, par une ordonnance de renvoi rendue par le juge d'instruction.

B. — *Arrêt de mise en accusation.* — Si la Chambre des mises en accusation reconnaît que l'ordonnance de transmission du juge d'instruction était fondée, que l'infraction existe et est bien de la compétence de la Cour d'assises, elle rend un arrêt de mise en accusation. Cette arrêt précise les charges et se termine par une ordonnance de prise de corps inséparable de la mise en accusation. Reprenons ces deux points.

L'arrêt de renvoi devant la Cour d'assises doit d'abord indiquer que les charges qui pèsent sur l'inculpé ont été examinées et motivent la mise en accusation. Ainsi que l'a décidé la Cour suprême, de simples indices de culpabilité sont insuffisants pour motiver la mise en accusation d'un prévenu et son renvoi en cour d'assises : il faut que l'arrêt de renvoi exprime explicitement que ces indices sont suffisants pour motiver cette décision : « La Cour ; attendu qu'il résulte du rapprochement et de la combinaison des articles 221, 229, 230 et 231 du code d'instruction criminelle, que des indices ne suffisent pas pour motiver la mise en accusation et le renvoi d'un prévenu devant la

(1) Cassation, 23 avril 1857 (D. P. 57, 1, 231).

cour d'assises ; que la chambre des mises en accusation doit encore apprécier, et, par suite, déclarer explicitement que les indices ou charges résultant de l'instruction sont suffisants pour servir de base à la mise en accusation et au renvoi de ce prévenu devant la cour d'assises ; attendu que, contrairement à ces principes, l'arrêt attaqué a déclaré qu'il y avait lieu à accusation contre le prévenu, en se bornant à déclarer qu'il existe contre ce prévenu des *indices* du crime d'incendie volontaire de bâtiments habités, sans exprimer que ces indices sont *suffisants* pour motiver la mise en accusation ; que ledit arrêt, en prononçant ainsi, a formellement violé l'article 7 de la loi du 20 avril 1810 (1), puisque le seul motif afférent à un arrêt de mise en accusation est la déclaration de la suffisance des indices ou des charges résultant de l'instruction contre le prévenu ; Casse, etc..... » (2).

L'exposé sommaire et la qualification du fait objet de l'accusation doivent se trouver, à peine de nullité, soit dans l'ordonnance de prise de corps décernée par la chambre d'accusation, soit dans l'arrêt qui la précède et avec lequel elle ne forme qu'un seul contexte. A défaut d'exposé sommaire, l'arrêt doit être annulé, la Cour de cassation ne pouvant exercer son droit de contrôle sur les qualifications (3).

D'ailleurs, l'exposé sommaire ne doit pas se confondre avec la qualification légale qui sert de base au renvoi du

(1) Les arrêts qui ne contiennent pas les motifs sont déclarés nuls : article 7 de la loi du 20 avril 1810.

(2) Cassation, 13 novembre 1845 (D. P. 45, 4, 320).

(3) Cassation, 9 juillet 1875 (*Bull. crim.*, n° 218).

prévenu devant la Cour d'assises, mais bien consister en une indication précise et séparée des faits élémentaires, soit du crime, soit de la circonstance aggravante. Par suite, « est nul l'arrêt d'accusation se bornant à affirmer qu'il résulte de l'information charges suffisantes contre le prévenu, d'avoir, tel jour, et dans tel lieu, soustrait tels objets, avec les circonstances d'escalade et d'effraction intérieure dans un édifice » (1).

Toutefois, l'interprétation de l'article 232 ne doit pas être poussée à l'extrême. C'est ainsi que le vœu de la loi est rempli, en ce qui concerne l'exposé sommaire des faits, quelle que soit la place que cet exposé occupe dans l'arrêt, pourvu qu'il y figure. De même, pour qu'un arrêt de renvoi de la chambre d'accusation ait une base légale quant à l'époque du crime, il suffit que l'arrêt déclare que le fait remonte à moins de 10 ans : la date du jour ou de l'année n'est pas nécessaire (2).

Ordonnance de prise de corps. — L'article 232, modifié par la loi de 1856, est à la fois plus impératif et plus précis que l'ancien article 134, auquel renvoyait l'ancien article 232. En effet, la chambre des mises en accusation a seule qualité, depuis la loi du 17 juillet 1856, pour décerner

(1) Cassation, 8 février 1862, D. P. 69, 5, 244.

(2) La contradiction, quant à la date du crime, entre les motifs et le dispositif d'un arrêt de renvoi de la chambre des mises en accusation, ne peut être une cause de nullité, l'erreur commise dans les motifs étant sans importance, et l'erreur commise dans le dispositif pouvant être rectifiée par les débats devant la cour d'assises : Cassation, 27 novembre 1891 (D. P. 92, 1, 253).

l'ordonnance de prise de corps inséparable de toute mise en accusation ; et le nouvel article 232 spécifie que « cette ordonnance contiendra les nom, prénoms, âge, lieu de naissance, domicile et profession de l'accusé, et qu'elle comprendra, en outre, à peine de nullité, l'exposé sommaire et la qualification légale du fait, objet de l'accusation. »

L'ordonnance de prise de corps qui termine l'arrêt de mise en accusation est donc le terme nécessaire, marqué par la loi (article 126), de la mise en liberté provisoire. « A ce moment, en effet, l'arrêt de la Chambre des mises en accusation élève, contre l'accusé, un préjugé si grave, qu'il serait téméraire de lui laisser le choix d'attendre son jugement ou de s'y dérober (1). »

En d'autres termes, l'ordonnance de prise de corps rend la détention préventive obligatoire (2).

C. — *Effets des arrêts de renvoi ; leur signification.* — Lorsque la Chambre des mises en accusation a rendu son

(1) Exposé des motifs de la loi du 14 juillet 1865. — Rappelons qu'avant la loi de 1856 l'ordonnance de prise de corps était rendue par la chambre du conseil en même temps que l'ordonnance de transmission ; mais elle n'était encore qu'à l'état de projet, et le caractère obligatoire qu'elle imprime à la détention préventive se produisait, comme aujourd'hui, à partir seulement du jour où l'arrêt de mise en accusation était passé en force de chose jugée.

(2) Elle la rendait même définitive, c'est-à-dire devant se continuer nécessairement jusqu'au moment où il sera définitivement statué, avant le vote de la loi du 8 décembre 1897. — Cette dernière loi a enlevé son caractère définitif à la détention préventive résultant de l'ordonnance de prise de corps. Elle spécifie, en effet, dans son article 11, que « lorsque la Cour d'assises saisie d'une affaire criminelle en prononce le renvoi à une autre session, il lui appartient de statuer sur la mise en liberté provisoire de l'accusé ».

arrêt, ses pouvoirs sont épuisés ; elle est dessaisie. Elle n'est plus, notamment, compétente pour réparer les erreurs, vices, ou omissions de son arrêt (1).

Le pouvoir d'instruire passe alors, s'il y a encore lieu à une instruction avant l'examen au fond, aux juridictions chargées de statuer.

En tous cas, l'effet de l'arrêt de renvoi, en ce qui concerne la compétence et l'étendue de la saisine de la juridiction de jugement, n'est pas le même lorsqu'il y a renvoi devant le tribunal de police simple ou correctionnelle que lorsqu'il y a renvoi en Cour d'assises. — Dans la première hypothèse, en effet, l'arrêt est simplement *indicatif* de compétence ; il n'empêche point, par suite, la juridiction de jugement de se déclarer, le cas échéant, incompétente. — Dans la seconde hypothèse, au contraire, l'arrêt est *attributif* de compétence : la Cour d'assises qui serait, en réalité, incompétente devient compétente quand l'arrêt qui l'a saisie, n'ayant pas été attaqué par un pourvoi formé en temps utile, est passé en force de chose jugée.

Cette différence importante dans l'étendue de la saisine des juridictions de jugement s'explique par ce principe, admis d'une façon constante en jurisprudence, que la cour d'assises a la *plénitude de juridiction*. La cour d'assises ne saurait donc se déclarer incompétente en se basant sur ce qu'il résulte des débats ou même des constatations de l'arrêt de renvoi, que le fait ne constitue qu'un délit ou qu'une simple contravention ; elle ne pourrait même pas baser son incompétence sur ce que l'accusé est justiciable

(1) Cassation, 3 mars 1853 (D. P. 53, 1, 72).

d'un tribunal d'exception, par exemple d'un conseil de guerre.

Remarquons-le : pour produire les effets qui précèdent, les arrêts de la chambre des mises en accusation doivent, lorsqu'ils contiennent renvoi à la Cour d'assises, être signifiés à l'inculpé.

L'article 242 du code d'instruction criminelle prescrit, en effet, la *signification* à l'accusé de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation. « C'est là, dit la Cour suprême (1), une formalité substantielle dont l'omission entraînerait la nullité des débats et de la condamnation. Il y aurait donc nullité de toute la procédure si l'accomplissement de cette formalité n'était établi par aucune pièce. » Il est d'ailleurs nécessaire que cette notification soit faite à la personne même de l'accusé (2).

Quant à la forme des actes de signification exigés dans les procédures criminelles, elle n'a pas été réglée par la loi. S'il s'agit d'un accusé en fuite, n'ayant ni domicile ni résidence connus en France, la notification doit être faite suivant les règles posées dans l'article 69 du code de procédure civile (3); et s'il s'agit d'un contumax sans domicile

(1) Cassation, 11 janvier 1877 (D. P. 77, 1, 512).

(2) Rappelons ici que les dispositions de l'article 10, § 2, de la loi du 8 décembre 1897 concernant la communication au conseil du prévenu, ne sont pas applicables après l'arrêt de renvoi rendu par la chambre des mises en accusation ; « et, si le président procède à un supplément d'information, la procédure doit être communiquée au défenseur dans les formes prescrites par l'article 302 du code d'instruction criminelle » : Cassation, 9 juin 1899 (*Rec Rouen*, 1899, 1, 242).

(3) Cassation, 25 septembre 1873 (D. P. 74, 1, 132).

fixé, mais ayant eu une résidence connue, la notification est régulièrement faite à l'accusé au lieu de cette dernière résidence (1).

(1) Cassation; 2 janvier 1874 (D. P. 76, 5, 269);

CHAPITRE III

DE L'OPPOSITION

L'article 135 du code d'instruction criminelle règle d'une façon générale l'opposition aux ordonnances du juge d'instruction, et non pas seulement l'opposition aux ordonnances de clôture. Mais comme, dans notre travail, nous nous sommes proposé de n'étudier le rôle du magistrat instructeur qu'en tant qu'il statue, comme juridiction d'instruction, et même seulement lorsqu'il rend les ordonnances qui terminent sa mission, nous ne nous occuperons pas des recours qui peuvent être dirigés contre les diverses ordonnances rendues au cours de l'instruction.

Précisons tout d'abord le caractère juridique de l'opposition que nous allons maintenant étudier. Les ordonnances du juge d'instruction sont, avons-nous dit, susceptibles de recours devant la chambre des mises en accusation ; ce recours constitue un véritable *appel*, que le code d'instruction criminelle qualifie improprement d'*opposition*.

L'opposition, en effet, au sens strict du mot, est, on le sait, un recours exercé devant le juge même qui a statué, pour lui demander la rétractation de sa propre sentence. Or, ici, on s'adresse à une juridiction supérieure, la

chambre des mises en accusation, et on lui demande de réformer la décision d'une juridiction inférieure : c'est la définition même de l'appel.

La loi du 17 juillet 1856 a modifié l'ancien article 135 dans sa rédaction, conformément à l'interprétation que la jurisprudence en avait donnée. Elle a consacré et réglementé le droit d'opposition de la manière suivante : « Le procureur de la République pourra faire opposition, dans tous les cas, aux ordonnances du juge d'instruction. La partie civile pourra former opposition aux ordonnances rendues dans les cas prévus par les articles 114, 128, 129, 131 et 539 du présent code, et à toute ordonnance faisant grief à ses intérêts civils. Le prévenu ne pourra former opposition qu'aux ordonnances rendues en vertu de l'article 114, et dans le cas prévu par l'article 539. L'opposition devra être formée dans un délai de vingt-quatre heures qui courra : contre le procureur de la République, à compter du jour de l'ordonnance ; contre la partie civile et contre le prévenu non détenu, à compter de la signification qui leur est faite de l'ordonnance au domicile par eux élu dans le lieu où siège le tribunal ; contre le prévenu détenu, à compter de la communication qui lui est donnée de l'ordonnance par le greffier.

« La signification et la communication prescrites par le paragraphe précédent seront faites dans les vingt-quatre heures de la date de l'ordonnance. — L'opposition sera portée devant la Chambre des mises en accusation de la Cour d'appel, qui statuera toute affaire cessante. — Les pièces seront transmises ainsi qu'il est dit à l'article 133.

— Le prévenu détenu gardera prison jusqu'à ce qu'il ait été statué sur l'opposition, et, dans tous les cas, jusqu'à l'expiration du délai d'opposition. — Dans tous les cas, le droit d'opposition appartiendra au procureur général près la Cour d'appel. — Il devra notifier son opposition dans les dix jours qui suivront l'ordonnance du juge d'instruction. — Néanmoins, la disposition de l'ordonnance qui prononce la mise en liberté du prévenu sera provisoirement exécutée ».

En somme, le nouvel article 135 proclame le droit absolu d'opposition de la partie publique, et restreint, dans certaines limites, le droit d'opposition qu'a la partie civile. Quant au prévenu, ses droits sont, au point de vue qui nous occupe, presque nuls. — L'article 135 accorde aussi le droit d'opposition au procureur général. Il était nécessaire, a dit le rapporteur de la loi, pour compléter le pouvoir de discipline et d'administration criminelle conféré par la loi aux cours impériales et aux procureurs généraux, d'attribuer au procureur général le droit d'opposition qui jusqu'alors n'était accordé qu'au procureur impérial et à son substitut (1). En effet, « plus le pouvoir du juge instructeur reçoit d'extension, plus il importe d'affirmer *le droit* qui se place à côté de lui, qui s'inquiète de ses écarts, qui les surveille et qui les défère, au besoin, à la censure d'une juridiction régulière et souveraine » (2).

(1) « Le procureur général exerçait ce droit en matière correctionnelle. Comment ne pas lui donner la latitude, en matière d'indices, de réparer une erreur commise dans l'éloignement de sa surveillance, et de ressaisir un criminel échappé à son autorité ? »

(2) Exposé des motifs de la loi du 17 juillet 1856 (D. P. 56, 4, 126, n° 15).

Section I

Qui peut faire opposition, et dans quels cas

L'article 135 expose d'une façon précise quelles personnes peuvent faire opposition, et les cas dans lesquels cette opposition est recevable. Remarquons que le principe posé par l'article 135 est absolu, et que, par exemple, l'opposition à une ordonnance de non-lieu formée par un tiers doit être déclarée non recevable, quelque intérêt que l'opposant puisse avoir à ce que le prévenu soit déclaré coupable « En effet, a dit la Cour suprême (1), nul n'est recevable à interjeter appel d'un jugement, s'il n'a été partie dans la cause. »

§ 1^{er}. — *Opposition du ministère public*

Tout d'abord, le ministère public a le droit de faire opposition à toutes les ordonnances du juge d'instruction, et plus particulièrement à celles par lesquelles ce dernier statue sur les résultats de son instruction.

Le droit d'opposition appartient individuellement au procureur de la République et au procureur général.— Nous l'avons dit, en attribuant au procureur général le droit de former opposition aux ordonnances du juge d'instruction,

(1) Cassation, 17 août 1878 (D. P. 80, 1, 478) : « Spécialement, l'ordonnance de non-lieu à laquelle a abouti l'information ouverte, au cours d'une poursuite pour dénonciation calomnieuse, sur la vérité ou la fausseté des faits dénoncés, ne peut être frappée d'opposition par le dénonciateur qui ne s'est pas porté partie civile au cours de cette information ».

le législateur a voulu compléter le pouvoir d'administration criminelle, de surveillance et de discipline, dont le droit de frapper d'appel les jugements correctionnels était une première manifestation. Par suite, le droit d'opposition attribué au procureur général lui est *personnel*, et ne peut être compromis ni par les actes de ses substituts, ni, à plus forte raison, par les agissements de la partie civile (1). « Le législateur, a dit M. le conseiller Dupré-Lasale, dans son rapport sur l'arrêt du 11 février 1881, a entendu organiser le droit d'opposition comme était organisé le droit d'appel. Il a entendu donner au premier la même force, la même efficacité, la même étendue qu'au second. — Or, votre jurisprudence constante a depuis longtemps établi que le droit du procureur général ne pouvait dépendre des erreurs de ses substituts ou des agissements des autres parties. Vous avez décidé que ce droit n'était pas altéré ou anéanti par la non-recevabilité de l'appel de la partie civile (2), ni par le désistement de l'appel du prévenu (3), ni par l'acquiescement du ministère public de première instance, ou par l'exécution par lui consentie ou ordonnée du jugement de condamnation (4). Vous avez jugé, par votre arrêt du 22 mai 1857 (5), que ce droit pouvait être exercé même après les débats, les plaidoiries et la mise en délibéré de la cause en Cour d'appel. Enfin, vous avez

(1) Nous étudierons plus loin la question des délais impartis au ministère public pour faire opposition.

(2) Cassation, 3 février 1844 (D. Répert. *Appel crim.* n° 233).

(3) Cassation, 13 février 1840 (D. Répert. *Appel crim.* n° 199).

(4) Cassation, 7 février 1835 (D. Répert. *Appel crim.* n° 198).

(5) D. P. 57, 1, 316.

admis, par cet arrêt de 1857 et par celui du 29 mai 1847 (1) que ce droit ne s'arrêtait que devant une sentence de condamnation, d'acquiescement, ou d'incompétence, en un mot devant la chose jugée, parce qu'il est de principe que le juge supérieur ne peut connaître deux fois du même appel. Telles sont les règles qui protègent et régissent le droit d'appel du procureur général; elles sont applicables au droit d'opposition (2). »

§ 2. — *Opposition de la partie civile.*

En principe la partie civile a le droit de faire opposition à toute ordonnance faisant grief à ses intérêts. L'article 135 emploie cette formule, après avoir énuméré, à titre d'exemples, certaines de ces ordonnances : 1^o l'ordonnance accordant la liberté provisoire (article 119) ; 2^o l'ordonnance de non-lieu (article 128) ; 3^o les ordonnances de mise en prévention qui doivent être suivies de l'élargissement du prévenu (articles 129 et 131) ; 4^o l'ordonnance de dessaisissement pour incompétence (article 539) (3).

En ce qui concerne les ordonnances émanant du juge

(1) *Bull. crim.* nos 119 et 204.

(2) Rapport sur l'arrêt du 11 février 1881 (D. P. 82, 1, 321).

(3) D'après M. Laborde (*Cours de droit criminel*, p. 623), il faudrait ajouter à cette énumération, par application de la formule générale, l'ordonnance qui déclare n'y avoir lieu d'informer (qui est actuellement une variété de l'ordonnance de non-lieu, mais que les projets de réforme prévoient expressément), et l'ordonnance de renvoi devant un tribunal incompétent, par la raison qu'il importe à la partie civile de ne pas courir les chances d'une mauvaise procédure dont elle paierait les frais.

d'instruction considéré comme juridiction d'instruction, nous pensons que la partie civile peut faire appel de la décision rendue toutes les fois que, d'une manière générale, elle y a intérêt, c'est-à-dire toutes les fois qu'elle pourra démontrer que cette ordonnance finale fait grief à ses intérêts civils. — Mais il est bien entendu que le droit d'opposition n'appartient pas à la partie lésée qui ne s'est pas constituée partie civile antérieurement à l'ordonnance qu'elle prétend attaquer, soit, ici, avant la fin de l'instruction (1).

§ 3. — *Quid de l'opposition du prévenu ?*

Quant à l'inculpé, il a le droit de faire opposition seulement dans deux cas : 1° contre les ordonnances qui rejettent sa demande de mise en liberté provisoire ; 2° contre les ordonnances qui statuent sur une question d'incompétence, lorsqu'il a excipé de l'incompétence et que le juge s'est déclaré compétent. Il ne peut donc attaquer, en aucun cas, l'ordonnance de renvoi.

Ces restrictions au droit d'opposition du prévenu sont motivées par cette considération que celui-ci n'a vraiment intérêt à former opposition que dans les deux cas prévus par la loi : « En effet, lorsque l'affaire est renvoyée par le juge d'instruction au tribunal correctionnel ou au tribunal de simple police, l'opposition serait inutile pour le prévenu, car l'ordonnance de renvoi laisse intacts les droits de celui-ci, qui peut les faire valoir devant le tribunal de renvoi.

(1) Metz, 10 mars 1832 (D. P. 32, 2, 148).

Que si le juge d'instruction, étant d'avis que le fait emporte une peine criminelle, a ordonné le renvoi de la procédure au procureur général, l'affaire doit être soumise de plein droit, et sans qu'il soit besoin d'une opposition, à la chambre des mises en accusation (1). »

La jurisprudence est, d'ailleurs, constante à cet égard : « L'opposition du prévenu à l'ordonnance du juge d'instruction qui le renvoie devant la juridiction correctionnelle, n'est pas recevable, le droit d'opposition ne lui ayant été reconnu qu'à l'égard soit de l'ordonnance rendue sur un déclinatorio pour incompétence, soit de celle qui statue sur une demande de mise en liberté provisoire (articles 114, 135, 539) (2). »

Toutefois, la dénégation au prévenu du droit d'opposition a été l'objet de critiques qui s'adressent plutôt à la théorie du législateur qu'à l'interprétation de la loi. Nous examinerons ces critiques dans notre chapitre final, lorsque nous discuterons les projets de réforme.

En résumé, en ce qui concerne celles des ordonnances qui seules nous intéressent ici, nous pouvons conclure que, dans l'état actuel de notre législation, l'inculpé n'a pas la ressource de former opposition contre ces ordonnances.

(1) Garraud, *Précis de droit criminel*, p. 774 (6^e édition).

(2) Cassation, 4 juillet 1873 (D. P. 73, 1, 387).

Section II

Procédure sur l'opposition

§ 1^{er}. — Délais.

A. *Ministère public. — Procureur de la République.*
— Le procureur de la République doit exercer son droit d'opposition dans un délai de vingt-quatre heures à compter du jour de l'ordonnance, c'est-à-dire le lendemain au plus tard (article 135 § 4).

Le ministère public ne serait pas recevable à former opposition après le délai de vingt-quatre heures écoulé depuis que l'ordonnance aurait été rendue. Aussi doit-il astreindre le greffier à lui donner immédiatement connaissance des décisions du juge d'instruction. Du reste, à la différence des jugements ordinaires qui, rendus publiquement, prennent date du jour de leur prononciation, les décisions dont il s'agit n'ont de date que du jour de leur rédaction définitive, quand même le juge d'instruction en aurait antérieurement arrêté le dispositif.

Si l'opposition du procureur de la République à une ordonnance du juge d'instruction ne porte aucune date, elle est non recevable, rien n'établissant qu'elle ait été formée dans le délai de rigueur. Il en est ainsi à plus forte raison lorsqu'il résulte de l'acte même d'opposition que cet acte n'a été rédigé qu'après l'expiration du délai de vingt-quatre heures.

Procureur général. — Le procureur général a, pour exercer son recours, les dix jours qui suivent l'ordonnance du juge d'instruction (article 135, § 10). Mais l'ordonnance du juge d'instruction qui renvoie un prévenu devant la juridiction correctionnelle ne peut plus être frappée de l'opposition du procureur général, encore que le délai de dix jours ne serait pas expiré, si le tribunal s'est saisi de la cause et a statué ; en pareil cas, le ministère public n'a plus que la voie de l'appel : « La Cour, attendu que les jugements des tribunaux correctionnels ne peuvent être légalement attaqués que par la voie de l'appel, et qu'ils ont autorité de chose jugée tant qu'ils n'ont pas été l'objet de ce recours ; attendu qu'une opposition, formée depuis qu'ils ont été rendus, à l'ordonnance en vertu de laquelle ils existent, aurait pour conséquence, si elle était admise, de déférer aux chambres d'accusation la connaissance juridique d'un fait déjà légalement apprécié par le tribunal compétent, et dont ces chambres ne sauraient, en aucun cas, être saisies par appel ; qu'un tel mode de procéder, subversif de l'ordre des juridictions, constituerait une violation manifeste des principes qui les régissent et des règles de la compétence ; rejette, etc... (1) »

En somme, le seul obstacle au droit d'opposition du procureur général est dans la chose jugée. « Même après la citation qui saisit le tribunal, même après les débats engagés et les plaidoiries échangées, même après la mise en délibéré, le procureur général peut tout arrêter en formant opposition » (2).

(1) Cassation, 20 septem^r 1860 (D. P. 60, 1, 469).

(2) Rapport de M. le conseiller Dupré-Lasale (D. P. 82, 1, 322).

B. — *Partie civile.* — Le délai imparti à la partie civile pour faire opposition est de vingt-quatre heures à compter de la signification qui lui est faite de l'ordonnance (article 135 § 4). Ce délai est de rigueur (1).

Rappelons que la loi prescrit au ministère public de faire cette signification dans les vingt-quatre heures de la date de l'ordonnance (article 135 § 5). — Nous avons vu, en effet, que cette signification devait être faite à la partie civile à son domicile réel ou élu dans l'arrondissement. Quand, dans l'arrondissement, elle n'a ni domicile réel, ni domicile élu, aucune notification n'est nécessaire, et, en ce cas, son recours doit être formé dans les vingt-quatre heures de l'ordonnance elle-même.

Il est d'ailleurs admis que si la partie civile, après avoir fait une première élection de domicile, élit un domicile nouveau, sans faire connaître au ministère public ce changement, la signification faite au premier domicile est valable et fait courir le délai de l'opposition.

Notons enfin que si l'affaire est renvoyée par le juge d'instruction devant la Chambre des mises en accusation, la signification à la partie civile n'est pas nécessaire, puisque cette partie sera libre de produire devant cette Chambre tels mémoires qu'elle jugera convenable. Ses intérêts sont ainsi sauvegardés, et elle ne pourrait par suite, d'après les termes mêmes de l'article 135, faire opposition à l'ordonnance.

C. — *Prévenu.* — Nous avons dit que les ordonnances

(1) Paris, 27 août 1852 (*Journal du droit crim.*, t. 24, p. 380).

dont nous nous occupons ici ne pouvaient valablement faire l'objet d'une opposition de la part de l'inculpé.

§ 2. — *Formes.*

A. — *Opposition du ministère public.* — Supposons, en premier lieu, que l'opposition émane du procureur de la République. Pour former valablement son opposition, aucune forme spéciale n'est prescrite au procureur de la République ; il suffit d'une déclaration faite au greffe, par analogie avec ce qui a lieu pour l'appel des jugements rendus par les tribunaux de police correctionnelle. Et il a même été jugé à ce sujet que l'opposition du procureur de la République à une ordonnance de non-lieu, reçue au greffe par le greffier, et revêtue de la signature de ces deux officiers publics, dans les vingt-quatre heures, présente les caractères propres à lui conférer une date certaine, alors même qu'elle aurait été consignée sur une feuille volante au lieu de l'être sur un registre, qu'elle n'aurait pas été inscrite au répertoire, et qu'elle n'aurait été enregistrée qu'après les délais (1).

Mais l'opposition du procureur de la République serait nulle, si elle était simplement écrite par lui sur la minute de l'ordonnance de non-lieu, même au cas où il aurait daté du greffe ladite opposition (2).

Supposons, en second lieu, que l'opposition émane du

(1) Cassation, 15 avril 1836 (D. Répert., *Appel crim.*, n° 48).

(2) Cassation, 18 juillet 1833 (D. Répert., *Appel crim.*, n° 46).

procureur général. Le droit d'opposition a été conféré au procureur général par l'article 135, à la condition que la notification de l'opposition serait faite dans les dix jours. Ce mot « notification » doit être entendu en ce sens qu'il s'agit de notification à la personne même de l'inculpé. Par conséquent, la notification ne peut pas être remplacée par une déclaration faite au greffe ou au parquet : « La notification à la personne est, comme le délai de dix jours, une condition substantielle qui tient à l'exercice même du droit de défense et, à ce titre, l'inobservation de l'une ou de l'autre de ces deux conditions entraîne la déchéance de l'opposition formée par le procureur général (1). »

B. — Opposition de la partie civile. — Les textes étant muets sur les formes de l'opposition de la partie civile, il y a lieu d'en conclure que ces formes sont les mêmes que celles de l'appel : l'opposition est donc valablement formée par une déclaration au greffe faite par la partie civile. Toutefois, il est généralement admis que la déclaration au greffe peut être remplacée par des actes équipollents, pourvu qu'ils sauvegardent les droits tant de l'inculpé que du ministère public. On peut invoquer en ce sens l'autorité d'un arrêt de la cour de Cassation du 17 août 1839 (2) qui décide que l'opposition de la partie civile peut être faite par simple déclaration ou notification au parquet, le prévenu ayant les moyens de s'assurer au parquet, aussi bien qu'au greffe, de l'existence de l'opposition et de sa régularité.

(1) Cassation, 19 mai 1881 (D. P. 81, 1, 400).

(2) D. P. 39. 1. 367.

§ 3. — *Notification de l'opposition.*

Nous avons, incidemment, déjà signalé la nécessité de porter l'opposition, dès qu'elle est formée, à la connaissance des diverses parties intéressées. Insistons sur cette notification.

L'article 135 du code d'instruction criminelle a incomplètement réglé la question de savoir : 1° si la loi veut que l'opposition faite par une partie soit portée à la connaissance des autres ; 2° qui est chargé d'en faire la notification.

La notification des oppositions reçues au greffe nous paraît rentrer dans la mission générale du procureur de la République. Celui-ci, en effet, est censé avoir connaissance de toute opposition faite au greffe, puisque le greffe est sous sa surveillance.

Quant au procureur général, l'article 135 lui prescrit de notifier son opposition, sans dire à qui, et il ne parle pas de l'opposition formée par les autres parties. Mais nous avons vu qu'en jurisprudence (1) la notification du procureur général doit être faite au prévenu, et, s'il y a partie civile en cause, à cette partie.

Nous avons dit aussi qu'au lieu de la déclaration au greffe, la partie civile pouvait employer des actes équipollents. — D'une façon générale, quand, au lieu de suivre, pour son opposition, la forme de la déclaration au greffe, la partie civile prétend y suppléer par des actes équipol-

(1) Cassation, 19 mai 1881 (D. P. 81, 1, 400).

lents, il faut, pour qu'elle y supplée réellement, que l'opposition, portée par voie de signification à la connaissance de toutes les parties, les avertisse et les mette en demeure d'agir dans l'instance. Et lorsque l'opposition de la partie civile est formée par exploit, elle doit être signifiée, à peine de nullité, tant au prévenu qu'au procureur de la République.

Au reste, si le prévenu, ignorant l'opposition, n'a point présenté de mémoire à la chambre des mises en accusation appelée à connaître de cette opposition, cette chambre peut en ordonner la notification préalable au prévenu. Et au cas où l'opposition formée par la partie civile viendrait à être rejetée, le prévenu obtiendrait contre cette partie civile des dommages-intérêts à raison du tort que lui aura causé le retard résultant du fait de celle-ci.

Section III

Effets de l'Opposition.

§ 1^{er}. — *Effets suspensif et dévolutif.*

Bien que le recours dirigé contre les ordonnances du juge d'instruction porte le nom générique d'opposition, nous sommes en présence, nous l'avons exposé, d'un véritable appel. Or on sait que l'appel ordinaire produit deux effets généraux : il est suspensif ; il est dévolutif. Demandons-nous dans quelles limites ces deux effets sont produits, en matière pénale, par l'opposition.

Tout d'abord, qu'il s'agisse de l'opposition formée soit par le procureur de la République, soit par le Procureur général, soit même par la partie civile, l'effet en est certainement suspensif en ce sens que la solution donnée par le juge d'instruction ne doit pas être suivie. Il est bien évident par exemple que, si le juge d'instruction renvoie devant le tribunal de police correctionnelle, et si le ministère public fait alors opposition parce qu'il pense que l'infraction est plus grave, les effets de l'ordonnance de renvoi seront suspendus, puisque le tribunal de police correctionnelle ne pourrait pas statuer en même temps que la Chambre d'accusation délibérerait sur la question de savoir précisément qui doit statuer.

En ce qui concerne la mise en liberté de l'inculpé détenu lorsque l'ordonnance est frappée d'opposition, l'article 135 contient les règles suivantes : aux termes des §§ 8 et 11 de cet article, le recours est « suspensif » à l'égard de la mise en liberté, sauf le cas où il est exercé par le procureur général. L'effet suspensif ne pouvait en effet s'étendre à l'opposition du procureur général, à raison des délais plus longs qui lui sont accordés, dans l'intérêt de la prompte expédition des affaires et pour empêcher de prolonger peut-être inutilement la détention préventive. Et non seulement le recours suspend la mise en liberté, mais l'effet suspensif est produit par ce fait que l'on se trouve dans le délai même de vingt-quatre heures accordé aux parties pour se pourvoir. En conséquence le prévenu, au profit de qui est intervenue une ordonnance de non-lieu, gardera prison jusqu'au lendemain. Passé ce délai, il sera élargi si aucune opposition n'est formée. Il est inutile, d'ailleurs,

d'attendre l'expiration de ce délai, et la mise en liberté peut avoir lieu immédiatement, si le procureur de la République ne veut pas user de son droit d'opposition et s'il n'y a pas de partie civile en cause.

L'opposition produit, en second lieu, un effet dévolutif en ce sens que l'examen auquel s'était livré tout d'abord le juge d'instruction est porté par voie d'appel devant une juridiction supérieure. Mais quelle sera l'étendue des effets dévolutifs de l'opposition ? En d'autres termes, dans quelle mesure la chambre des mises en accusation sera-t-elle saisie ? L'effet dévolutif de l'opposition se restreint aux chefs de l'ordonnance contre lesquels cette opposition est dirigée, conformément à la règle : *tantum devolutum quantum appellatum*. En conséquence l'opposition formée par le procureur de la République à l'un des chefs de l'ordonnance, laisse subsister tous les autres chefs favorables au prévenu (1).

Mais l'effet dévolutif est complet quant aux chefs de l'ordonnance frappés d'opposition, et la Chambre des mises en accusation se trouve pleinement saisie de l'action publique à leur égard. Cette Chambre peut donc, sur une opposition *a minima* du ministère public, rendre un arrêt plus favorable à l'inculpé que l'ordonnance attaquée (2), par application de la règle générale admise en notre droit criminel, suivant laquelle l'appel *a minima* du ministère public remet tout en question devant les juges du second

(1) Besançon, 6 janvier 1845 (D. P. 46, 4, 344).

(2) En ce sens : Garraud, *Précis de Droit criminel*, p. 773 (6^e édition).

degré, et permet à ceux-ci de diminuer la peine ou même d'acquitter le prévenu.

§ 2. — *Effets particuliers de l'opposition de la partie civile.*

Les effets de l'opposition de la partie civile sont les mêmes que ceux de l'opposition du ministère public, et, par suite, très étendus. — L'opposition régulièrement formée par la partie civile a pour effet de soumettre à une révision l'ordonnance attaquée, non seulement dans l'intérêt particulier de l'opposant, mais aussi dans l'intérêt de l'action publique. De telle sorte que la partie civile peut faire rapporter, même au point de vue de l'action publique, une ordonnance de non-lieu à laquelle le ministère public voudrait acquiescer. En effet, les juridictions d'instruction statuent sur des questions communes aux deux actions, et les juridictions de jugement devant lesquelles elles renvoient ne peuvent être saisies de l'action civile sans l'être en même temps de l'action publique. Ainsi, « l'article 135, qui accorde d'une manière expresse à la partie civile la faculté de former opposition à l'ordonnance de non-lieu, attache virtuellement à cette opposition l'effet de saisir la Chambre des mises en accusation de l'action publique, et autorise cette Chambre, malgré le silence du ministère public, à renvoyer, si elle le juge convenable, l'inculpé devant la Cour d'assises (1) ».

(1) Cassation, 29 avril 1893 (D. P. 95, 1, 326) ; Cassation, 2 septembre 1893 (*Gaz. Pal.*, 98, 2, p. 295).

Cette solution constitue évidemment une exception au principe de la séparation et de l'indépendance des deux actions civile et publique. Elle résulte nettement des articles 135, 217, 229, 230 du Code d'instruction criminelle, qui placent le parquet et la partie civile sur la même ligne, et formulent le droit de l'un et de l'autre dans les mêmes termes.

Cette exception a pu être critiquée par ce motif qu'il y a là une immixtion de la partie civile dans l'exercice de l'action publique, et que cette immixtion est contraire aux principes généraux de notre droit criminel actuel. — Mais elle se justifie par la raison que, de même que les juges d'instruction, les chambres d'accusation sont sans pouvoir pour prononcer sur le bien ou le mal fondé de l'action civile ; le tribunal de répression est seul compétent ; et, comme la chambre d'accusation ne peut renvoyer l'action civile devant un tribunal de répression qu'en le saisissant en même temps de l'action publique, il s'ensuit que la révision de l'ordonnance ne peut avoir lieu dans l'intérêt unique de la partie civile (1). Il a été jugé, à ce propos, « qu'il est de principe que la partie civile qui forme opposition agit à la fois dans l'intérêt de l'action civile et de l'action publique (2). » En conséquence, la juridiction saisie à la suite de l'annulation de l'ordonnance doit statuer aussi bien sur l'application de la peine que sur les dommages-intérêts.

Mais si la partie civile se désistait de son opposition une fois formée, la chambre des mises en accusation n'en

(1) Faustin-Hélie, t. 5, n° 2104.

(2) Cassation, 29 mars 1878 (D. P. 79, 1, 92).

pourrait pas moins réformer l'ordonnance au point de vue de l'action publique (1). Les juridictions pénales, en effet, une fois qu'elles sont saisies de l'action publique, n'en peuvent être dessaisies par un désistement. Ce principe s'applique aussi bien aux juridictions d'instruction qu'aux juridictions de jugement ; et la Cour suprême l'a mis nettement en évidence : « Il est vrai, dit-elle, que le sieur X..., partie civile, s'est déporté de son opposition et de sa plainte avant que l'arrêt de mise en accusation, attaqué par les demandeurs, n'ait été rendu ; mais, par ce déport, il n'a pu enlever à la vindicte publique les droits qui lui avaient été acquis par son opposition. Par cette opposition, il avait investi la chambre d'accusation du droit de réviser l'affaire, non pas seulement au profit des ses intérêts privés, mais principalement au profit de la société et de l'ordre public ; et l'action de la justice, ainsi mise en mouvement, ne pouvait, aux termes de l'article 4 du Code d'instruction criminelle, demeurer subordonnée aux transactions intervenues plus tard entre le plaignant et les inculpés (2). »

De l'opposition téméraire de la partie civile. — Il est possible qu'après l'ordonnance de non-lieu rendue par le juge d'instruction, la partie civile ait fait appel alors que le ministère public a admis la solution donnée par le juge.

Supposons, dans ces conditions, qu'un arrêt de non-lieu intervienne. Le prévenu est alors recevable à réclamer des dommages-intérêts contre la partie civile, alors même

(1) En ce sens : Mangin, *Règles de Compétence*, p. 80.

(2) Cassation, 10 mars 1827 (D. Répert., *Appel crim.*, n^{os} 52 et 53).

qu'il n'a pas été mis en état d'arrestation. En fait, l'inculpé éprouve, à raison de l'opposition formée par la partie civile, un préjudice considérable ; il souffre notamment de l'incertitude où l'opposition le maintient sur sa position, des doutes qu'elle fait planer sur son innocence, du dommage qui peut en résulter pour son industrie ou sa fortune. Aussi est-ce avec raison que le législateur a décidé que « la partie civile qui succombera dans son opposition sera condamnée à des dommages-intérêts envers le prévenu » (article 136). Cette indemnité est allouée par la Chambre des mises en accusation comme conséquence du rejet de la voie de recours ; elle est indépendante de celle que l'inculpé pourra obtenir à raison de la témérité de la plainte.

On a soutenu que lorsque la chambre des mises en accusation n'a pas accordé de dommages-intérêts au prévenu, celui-ci n'a pas le droit d'en réclamer par action principale devant les tribunaux civils, et peut seulement se pourvoir en Cassation, s'il est encore dans les délais, contre l'arrêt de la Chambre d'accusation. M. Faustin-Hélie (1) base cette opinion sur ce motif que, si la chambre des mises en accusation n'a pas statué sur les dommages-intérêts, on doit penser qu'elle n'a pas cru qu'il y eût lieu de le faire. Mais cette opinion est loin d'être unanimement admise. Le prévenu a, dit-on, le droit d'obtenir ultérieurement réparation : ou bien par la voie civile, soit en vertu de l'article 136, à raison du préjudice que lui a causé l'opposition de la partie civile, soit à raison du préjudice que

(1) T. 5, n° 2112.

lui a causé la plainte elle-même ; ou bien, par la voie correctionnelle, à raison du même préjudice, si la plainte a les caractères de la calomnie ou de la diffamation (1).

D'ailleurs, la chambre des mises en accusation ne pourrait, sans excès de pouvoir, prononcer des dommages-intérêts réclamés pour toute autre cause que celle énoncée dans l'article 136.

Les dommages-intérêts visés par l'article 136 peuvent-ils être accordés par la chambre d'accusation, soit d'office, soit sur les conclusions du ministère public, sans que la demande en ait été faite par le prévenu ? Cette question est controversée.

Dans le sens de la négative (2), on peut dire que l'article 136 ne contient aucune disposition qui déroge au principe général suivant lequel les tribunaux ne peuvent pas statuer sur choses non demandées, et que cet article ne prononce pas contre l'opposant téméraire une sorte d'amende ou d'indemnité, qui serait la conséquence nécessaire et accessoire du rejet de l'opposition. La Cour de Bourges (3) développe ainsi cette opinion : « En ce qui touche les conclusions du ministère public tendant à ce que les opposants soient condamnés, envers les inculpés, à des dommages intérêts à arbitrer par la Cour ; — Considérant que la chambre des mises en accusation n'a été saisie, sous quelque forme que ce soit, d'aucune demande en domma-

(1) Bourges, 9 juin 1870 (D. P. 71, 2, 59).

(2) Légraverend, *traité de la législat. crim. en France*, t. 2, p. 424 ; Bourguignon, *Jurisprudence des codes criminels*, t. 1, p. 310.

(3) Bourges, 9 juin 1870, précité.

ges-intérêts par les prévenus renvoyés de la plainte ; qu'il est de principe indiscutable que les Cours et tribunaux ne peuvent statuer que sur les contestations dont la connaissance leur a été régulièrement déférée par les parties légitimement intéressées ; que l'article 136 du code d'instruction criminelle, invoqué par le ministère public, ne contient pas une dérogation explicite à ce principe, et que l'absence du mot « demande » audit article ne saurait avoir pour résultat de donner à la Cour le droit et de lui imposer le devoir de statuer sur une attribution de droits qui ne lui a pas été soumise par la partie ; que cet article, pris dans son sens absolu et littéral, se borne à attribuer à la chambre des mises en accusation le droit de résoudre, dans un cas spécialement désigné, une question de dommages ; que déjà, au point de vue de la connaissance des dommages-intérêts, l'attribution de juridiction dudit article est une exception au droit commun, et que les règles d'une saine interprétation ne permettent pas au juge d'en étendre l'application jusqu'à statuer sur chose non demandée ; — Que si le législateur eût voulu créer une pénalité nécessaire contre l'opposant téméraire à une ordonnance de non-lieu, il eût procédé comme en matière d'appel, d'inscription de faux, etc..., et prononcé une amende contre lui, amende préalablement consignée et prononcée par la Cour à la suite et comme conséquence accessoire de la condamnation ; que, tout au moins, les dommages-intérêts prenant le caractère d'une peine, il en eût fixé la quotité, comme au cas de l'indemnité de l'article 436, et consacré ainsi en principe le droit qui improuve toute péna-

lité arbitraire et exclusivement livrée à la détermination du juge ;

« Par ces motifs, dit n'y avoir à statuer sur les conclusions du ministère public relatives aux dommages et intérêts à accorder aux prévenus renvoyés de la plainte »

Au contraire, dans le sens de l'affirmative (1), on se fonde sur les termes impératifs de l'article 136. Ces dommages-intérêts, dit-on, ont pour source unique le fait même du recours ; ils doivent être prononcés de plein droit au cas de rejet de l'opposition, sans que le prévenu soit obligé de former une demande : « Attendu, dit un arrêt de la Cour suprême (2), sur le moyen de cassation proposé par le demandeur, que la disposition édictée par l'article 136 du code d'instruction criminelle est claire, précise et impérative ; qu'elle rend indispensable la condamnation de la partie civile aux dommages-intérêts du prévenu, lors même que celui-ci n'en a pas formé la demande ; etc... ». La partie civile qui succombe dans son opposition à une ordonnance de non-lieu doit donc être condamnée à des dommages-intérêts envers le prévenu, sans que ce dernier en ait demandé. L'évaluation de ces dommages-intérêts est faite d'office, en pareil cas, par le juge (3).

Quant à nous, nous estimons que la solution de cette difficulté se rattache à la question controversée de savoir devant quelle juridiction l'inculpé peut agir contre la

(1) Mangin, t. 2, p. 107. — Faustin-Hélie, t. 5, n° 2121. — Carnot, *de l'Instr. crim.*, t. 1^{er}, pp. 542 et s.

(2) 6 novembre 1823 (D. Répert., *Instr. crim.*, n° 857, note 1).

(3) Limoges, 2 mai 1842 (D. P. 43. 2. 15).

partie civile : 1° ou bien le prévenu, déclaré innocent, peut agir devant la juridiction civile, s'il n'a pas conclu devant la chambre des mises en accusation à des dommages-intérêts, et alors il nous semble certain qu'on doit le laisser juge de la question et ne pas lui accorder une réparation pécuniaire qu'il ne demande pas et dont, sans ses indications, la fixation nous paraît bien difficile ; 2° ou bien la voie civile est fermée au prévenu, et alors il est permis d'hésiter en face des termes impératifs de notre article.

Cependant, même dans ce cas, nous croyons préférable de décider que le prévenu est ici le meilleur juge de la question de savoir s'il lui est dû des dommages-intérêts. L'art. 136 les lui offre ; on ne peut l'obliger à les accepter malgré lui.

On sait que les solutions données par la Chambre des mises en accusation interviennent sans que les parties en cause, notamment la partie civile, aient été entendues autrement que par la production d'un mémoire. Lors donc que la Chambre d'accusation prononce, au cas d'opposition téméraire, une condamnation pécuniaire contre la partie civile, on pourrait se demander si les droits de cette partie civile sont ainsi suffisamment sauvegardés ; si, en somme, on ne l'a pas condamnée sans l'entendre. — Si cette proposition était exacte, il faudrait alors assimiler la partie civile à un condamné par défaut et lui permettre de former, devant la Chambre des mises en accusation, un recours qui serait une opposition, ce dernier mot étant pris ici dans son sens normal.

Nous pensons que la partie civile, ainsi condamnée à des dommages-intérêts envers le prévenu, ne peut former opposition à l'arrêt. La Cour de cassation n'a décidé cette question par aucun arrêt formel : cependant elle s'en est occupée. M. le président Barris, après avoir rapporté l'arrêt du 6 novembre 1823, précité, qui juge que les dommages-intérêts doivent être accordés au prévenu quoiqu'il n'en ait pas fait la demande, ajoute : « Lors de la délibération, la Cour a unanimement reconnu que la partie civile serait non-recevable à former opposition, devant la Chambre des mises en accusation, à la condamnation qui aurait été prononcée contre elle (1). »

§ 3. — *Comment il est statué sur l'Opposition.*

Dans tous les cas, le juge de l'opposition est, nous le savons, la chambre des mises en accusation de la cour d'appel. D'ailleurs, la chambre du conseil étant supprimée, il n'y avait pas d'autre juge possible (2). Au surplus, le mode de procéder devant la chambre des mises en accusation, sur l'appel des ordonnances du juge d'instruction,

(1) En ce sens : Mangin, t. 2, n° 56 ; Faustin-Hélie, t. 5, n° 2122. — L'opinion contraire est toutefois soutenue par Dalloz en ces termes : « L'arrêt qui rejette l'opposition de la partie civile, et adjuge des dommages-intérêts au prévenu, est susceptible d'opposition devant la chambre des mises en accusation elle-même, sur le chef des dommages-intérêts, si la partie civile ne s'est pas défendue sur cette demande. L'arrêt est, quant à cette condamnation seulement, un arrêt par défaut, auquel, dans le silence de la loi, il faut appliquer les règles du droit commun (D. Répert., *Appel crim.*, n° 59).

(2) Pau, 20 Août 1873 (D. Sup. au Répert., *Procédure crim.*, n° 569).

est identique à celui qui est suivi lorsque le juge d'instruction transmet les pièces à la chambre d'accusation, pour que celle-ci procède à un second examen des charges. Il n'y a donc qu'à se reporter, d'une manière générale, à ce qui a été exposé plus haut à ce sujet. — Disons seulement que la chambre d'accusation ne doit statuer qu'autant que l'opposition a été faite dans les délais légaux, et suivant les formes prescrites ; que, si l'opposition est recevable, la Cour examine l'ordonnance qui lui est déférée dans toutes ses dispositions et peut en relever tous les irrégularités ; qu'enfin, les solutions qu'elle peut donner sont de même nature qu'au cas d'ordonnance de transmission : arrêt de non-lieu, arrêt de renvoi devant les tribunaux de police simple ou correctionnelle, arrêt de mise en accusation, avec ordonnance de prise de corps.

CHAPITRE IV

DU POURVOI EN CASSATION CONTRE LES ARRÊTS DE LA CHAMBRE D'ACCUSATION

Les arrêts de la Chambre des mises en accusation peuvent être attaqués par la voie du recours en Cassation. Mais, en établissant ce recours en principe, la loi a limité les cas de son application ; elle ne l'a pas étendu d'une manière uniforme à toutes les parties ; enfin elle a soumis son exercice à des conditions de délai et de formes qui ne sont pas les mêmes dans tous les cas. La voie de la Cassation n'est ouverte que contre les arrêts qui ont un caractère définitif, en ce sens qu'ils terminent l'instruction dont la Chambre des mises en accusation est saisie, ou qu'ils statuent définitivement sur la question qui a été portée devant elle. Mais tous les arrêts définitifs de la Chambre d'accusation ne produisent pas les mêmes effets, et c'est à raison de ces effets différents qu'ils sont ou ne sont pas eux-mêmes, ainsi que nous l'allons voir, susceptibles de recours en cassation.

Section I

Des personnes qui peuvent se pourvoir.

Il nous faut rechercher ici. quelles sont les personnes qui peuvent, au moyen du recours en Cassation, attaquer les décisions de la Chambre des mises en accusation. Là encore, nous allons rencontrer les mêmes parties que nous avons vu figurer au cours de l'instruction : ministère public, inculqué, partie civile ; mais les droits accordés par la loi dans notre hypothèse sont très différents, et, suivant les personnes, les cas d'ouverture à cassation sont réglementés d'une manière assez restrictive.

Nous exposerons plus loin la controverse relative à la question de savoir s'il y a lieu d'étendre les cas de recours en dehors de ceux précisés dans l'article 299 du Code d'instruction criminelle ; disons cependant dès maintenant que nous admettons cette extension. Nous nous proposons aussi d'étudier ensuite, d'une façon détaillée, les différents cas d'ouverture à cassation. Mais, en examinant tout d'abord quelles sont les personnes qui peuvent se pourvoir, nous serons amené forcément, ne fût-ce qu'à titre d'exemples, à énumérer immédiatement quelques-uns de ces cas.

§ 1^{er}. — *Ministère public.*

La faculté de se pourvoir appartient au procureur général ; il peut l'exercer contre tous les arrêts de la chambre des mises en accusation qui ont un caractère définitif, et

proposer contre ces arrêts toutes les causes de nullité que la loi autorise. La raison en est qu'il agit dans l'intérêt de l'ordre public, et que cet ordre public est intéressé à ce que des décisions rendues en violation de la loi ne soient pas mises à exécution.

Le procureur général peut, en premier lieu, se pourvoir contre les arrêts de renvoi à la Cour d'assises, et invoquer contre ces arrêts non-seulement les causes d'annulation spécialement déterminées par l'article 299 (1), mais encore toutes celles exprimées en l'art. 408 (2) et toutes celles qui résultent de la violation des formes essentielles à l'existence de l'arrêt, notamment des formes prescrites par l'article

(1) « La demande en nullité ne peut être formée que contre l'arrêt de renvoi et dans les quatre cas suivants : 1^o pour cause d'incompétence ; 2^o si le fait n'est pas qualifié crime par la loi ; 3^o si le ministère public n'a pas été entendu ; 4^o si l'arrêt n'a pas été rendu par le nombre de juges fixé par la loi. »

(2) « Lorsque l'accusé aura subi une condamnation, et que, soit dans l'arrêt de la Cour qui aura ordonné son renvoi devant une cour d'assises, soit dans l'instruction et la procédure qui auront été faites devant cette dernière cour, soit dans l'arrêt même de condamnation, il y aura eu violation ou omission de quelques-unes des formalités que le présent code prescrit sous peine de nullité, cette omission ou violation donnera lieu, sur la poursuite de la partie condamnée ou du ministère public, à l'annulation de l'arrêt de condamnation et de ce qui l'a précédé, à partir du plus ancien acte nul. Il en sera de même, tant dans les cas d'incompétence que lorsqu'il aura été omis ou refusé de prononcer, soit sur une ou plusieurs demandes de l'accusé, soit sur une ou plusieurs réquisitions du ministère public, tendant à user d'une faculté ou d'un droit accordé par la loi, bien que la peine de nullité ne fût pas textuellement attachée à l'absence de la formalité dont l'exécution aura été demandée ou requise. »

234 (1) du code d'instruction criminelle et par l'article 7 de la loi du 20 avril 1810 (2) (3).

Le procureur général peut-il également se pourvoir contre les arrêts de la chambre des mises en accusation qui renvoient le prévenu devant le tribunal correctionnel ou devant le tribunal de simple police ?

On l'a soutenu (4), et on a prétendu que le droit du procureur général n'admettait, en cette matière, aucune restriction. L'article 413 (5), a-t-on dit, rend communes aux matières correctionnelle ou de police les dispositions de l'article 408, c'est-à-dire toutes les voies ouvertes contre les arrêts rendus au grand criminel ; l'article 234 s'applique aussi à tous les arrêts de la chambre d'accusation, quelle que soit la nature de la décision prise par celle-ci ; enfin, l'article 7 de la loi du 20 avril 1810 embrasse dans ses dispositions tous les arrêts et jugements, quelle que soit la juridiction dont ils émanent.

Nous croyons qu'il est préférable de se rallier à l'opinion

(1) « Les arrêts seront signés par chacun des juges qui les auront rendus ; il y sera fait mention, à peine de nullité, tant de la réquisition du ministère public, que du nom de chacun des juges ».

(2) « Les arrêts qui ne contiennent pas les motifs sont déclarés nuls ».

(3) Cassation, 12 septembre 1853 (D. P. 56, 1, 416).

(4) Mangin, t. 2, p. 214.

(5) « Les voies d'annulation exprimées par l'article 408 sont, en matière correctionnelle et de police, respectivement ouvertes à la partie poursuivie pour un délit ou une contravention, au ministère public, et à la partie civile, s'il y en a une, contre tous arrêts ou jugements en dernier ressort, sans distinction de ceux qui ont prononcé le renvoi de la partie ou sa condamnation. »

contraire, professée par Bourguignon (1), et admise aujourd'hui par une jurisprudence constante. Les décisions les plus récentes de la Cour suprême portent, en effet, que les arrêts de la chambre des mises en accusation rendus dans les matières correctionnelles ou de police ne peuvent être attaqués qu'en vertu de l'article 416, c'est-à-dire uniquement pour incompétence. C'est ainsi que, d'après la Cour de Cassation, le pourvoi n'est pas recevable contre l'arrêt de la chambre d'accusation qui renvoie le prévenu devant le tribunal correctionnel (2). Les arrêts de ce genre sont simplement préparatoires, et le recours en cassation ne peut pas plus être dirigé contre eux que contre les ordonnances du juge d'instruction. « Il n'en est autrement que dans le cas où l'arrêt de la chambre d'accusation a statué sur une question d'incompétence (3). »

Le procureur général peut-il se pourvoir contre les arrêts de non-lieu ? — En principe, assurément oui ; mais il est bon de faire une distinction entre ceux de ces arrêts qui adoptent des fins de non-recevoir contre l'action publique, et ceux qui décident qu'il n'y a lieu à suivre, faute d'indices suffisants ; c'est-à-dire entre ceux qui statuent *en droit* et ceux qui statuent *en fait*. Remarquons, en

1) T. 2, p. 13.

(2) « La Cour ; attendu qu'il résulte de la combinaison des articles 408, 413 et 416 que le recours contre les arrêts de la chambre d'accusation portant renvoi en police correctionnelle n'est ouvert que lorsqu'ils tranchent des questions de compétence, ou qu'ils présentent des dispositions définitives qui puissent enchaîner le tribunal ; que, dans l'espèce, aucun moyen n'est invoqué de cette nature ; déclare le pourvoi irrecevable : Cassation, 10 mai 1895 (S. 95, 1, 372). »

(3) Cassation, 18 septembre 1890 (D. P. 91, 1, 192).

effet, qu'en ce qui concerne cette dernière catégorie d'arrêts, le recours dirigé par le ministère public échouera le plus souvent, par la raison que les chambres d'accusation apprécient souverainement l'existence des faits sur lesquels elles sont appelées à se prononcer. Cependant ces arrêts eux-mêmes encourraient la censure de la Cour suprême s'ils refusaient de faire produire leurs conséquences légales aux faits reconnus constants. C'est ainsi qu'il a été jugé « que les arrêts de non-lieu peuvent être déférés à la Cour de Cassation lorsqu'ils n'assurent pas aux faits déclarés constants les conséquences légales qu'ils comportent (1). »

§ 2. — *Accusés. — Prévenus.*

Les droits du prévenu sont les mêmes que ceux du procureur général. Il peut donc se pourvoir contre les arrêts de la chambre des mises en accusation toutes les fois que ces arrêts renferment une disposition susceptible d'acquiescer l'autorité de la chose jugée, et de laquelle il peut résulter un grief pour sa défense. Conçue dans ces termes généraux, la formule que nous venons d'employer n'est pas unanimement admise, mais, ainsi que nous l'avons déjà dit, nous essaierons d'en établir bientôt l'exactitude.

L'inculpé peut, en conséquence, se pourvoir contre l'arrêt qui rejette les fins de non-recevoir qu'il avait opposées à l'action publique ; et la Cour de cassation a admis la validité du pourvoi formé par un prévenu contre un

(1) Cassation, 11 octobre 1860 (D. P. 64, 5, 36).

arrêt qui réformait une ordonnance déclarant qu'il n'y avait pas lieu à suivre sur un crime de banqueroute frauduleuse, attendu que le crime était prescrit, et avait ordonné que les poursuites seraient continuées (1). De même, l'inculpé peut se pourvoir contre l'arrêt qui accueille l'opposition du ministère public ou de la partie civile à une ordonnance qui lui était favorable, lorsqu'il prétend que cette opposition a été irrégulièrement formée, qu'elle l'a été en dehors du délai ou par un acte qui n'a aucune force légale (2).

Nous avons dit que la Cour de cassation n'autorisait pas le procureur général à se pourvoir contre l'arrêt de la Chambre des mises en accusation renvoyant devant les tribunaux répressifs inférieurs. La Cour suprême formule une restriction semblable en ce qui concerne les droits de l'inculpé lui-même : « La faculté du pourvoi en cassation contre un arrêt de la chambre d'accusation renvoyant un prévenu en police correctionnelle n'existe que dans le cas où cet arrêt a statué sur une exception d'incompétence proposée par le prévenu, ou présente quelques dispositions définitives que ne pourrait modifier le tribunal devant lequel celui-ci est renvoyé. Est donc non-recevable le pourvoi en cassation formé par un prévenu contre l'arrêt qui se borne purement et simplement à ordonner son renvoi en police correctionnelle sous l'inculpation de tel délit déterminé (3).

(1) Cassation, 20 décembre 1828 (*Bull. crim.* n° 335).

(2) Cassation 31 décembre 1858 (S. 59, 1, 279).

(3) Cassation, 3 janvier 1891 (*Gaz. Pal.* 91, 1, 326); Cassation, 3 mars 1893 (*La Loi*, 20 mai 1893).

Ces décisions de la chambre d'accusation renvoyant en correctionnelle, bien que portant sur le fond, ne peuvent donc jamais être attaquées en cassation par le prévenu ; car celui-ci n'ayant, dans ce cas, aucun recours contre l'ordonnance du juge d'instruction, ne peut davantage se pourvoir contre l'arrêt de mise en accusation qui en tient lieu.

§ 3. — *Quid de la partie civile ?*

Nous avons à rechercher maintenant si le pourvoi formé par la partie civile contre les décisions rendues par la chambre des mises en accusation, est recevable. Nous formulerons ici la règle suivante : la partie civile n'a pas le droit, en principe, de se pourvoir contre les arrêts de la chambre des mises en accusation.

D'abord, s'il y a, d'après ces arrêts, un renvoi devant la juridiction répressive, un pourvoi formé par la partie civile serait inutile, puisque ses intérêts personnels et pécuniaires ne sont pas en péril ; elle fera valoir, en effet, ces intérêts pécuniaires devant la juridiction de renvoi, sans qu'il y ait pour elle une utilité quelconque à se pourvoir en cassation contre l'arrêt de renvoi.

En second lieu, la partie civile ne peut, dans notre législation actuelle, se pourvoir contre les arrêts de non-lieu, quand le procureur général ne s'est pas pourvu, car l'action publique est éteinte ; et s'il est loisible à la partie lésée de se joindre au ministère public pour obtenir la réparation du dommage qu'elle prétend avoir souffert,

cette faculté ne l'autorise pas à s'immiscer dans l'exercice de l'action publique, ou bien mieux encore à l'exercer seule, quand le ministère public y a renoncé. Son pourvoi serait d'ailleurs sans effet s'il pouvait être admissible, puisque son action civile ne peut être renvoyée devant une juridiction répressive, si celle-ci n'a pas été saisie à la fois de l'action publique, et que cette dernière action est éteinte à défaut, par le procureur général, de s'être pourvu contre l'arrêt de non-lieu. Aussi la Cour de cassation a-t-elle décidé avec raison que la partie civile est sans qualité pour se pourvoir contre un arrêt de non-lieu de la chambre des mises en accusation. La jurisprudence de la Cour suprême est constante à ce sujet (1).

Et le droit de se pourvoir est ici refusé à la partie civile d'une manière tellement rigoureuse que, dans une espèce où le procureur général s'était pourvu, mais après l'expiration du délai légal, la Cour de cassation a déclaré la

(1) Cassation, 8 janvier 1870 (D. P. 71, 1, 356). — Cassation, 4 mars 1870 (D. P. 71, 1, 357). — Cassation, 15 juillet 1870 (D. P. 71, 1, 357). — Cassation, 3 novembre 1887 (*Gaz. Pal.* 87, 2, 610). — Cassation, 28 avril 1892 (*Journ. des Parquets*, 92, 2, 107). — Cassation, 29 avril 1893 (*Journ. des Parquets*, 93, 2, 195). — Cassation, 3 mars 1898 (*La Loi*, 20 mai 1898). — Cassation, 2 septembre 1898 (*Gaz. Pal.* 98, 2, 295). — M. Laborde (p. 630) s'élève contre l'opinion de la Cour de cassation et prétend qu'elle n'a pas de base légale. L'absence d'un texte qui accorde expressément à la partie civile le droit de se pourvoir n'est pas, d'après cet auteur, une raison suffisante pour lui refuser une faculté qui s'induit de principes généraux, savoir que les voies de recours appartiennent également à toutes les parties en cause. Il y a contradiction, d'ailleurs, dit-il, à reconnaître à la partie civile le droit d'opposition aux ordonnances de non-lieu (article 135), et à lui refuser de se pourvoir contre les arrêts de non-lieu. Nous répondrons que ce droit accordé par l'article 135 à la partie civile est exceptionnel, et ne saurait être étendu.

partie civile non-recevable à se pourvoir « attendu que le recours tardivement exercé par le procureur général, étant irrecevable, est réputé non-venu, et que l'action publique qu'il avait pour objet de conserver, est par cela même éteinte et anéantie ; qu'en cet état, le pourvoi de la partie civile, dénué du nécessaire appui qu'aurait pu lui prêter un recours exercé en temps utile par le ministère public, ne peut se soutenir par ses propres forces » (1).

Demandons-nous pourtant si, dans certains cas, la partie civile ne pourrait pas, à titre exceptionnel, se pourvoir en cassation contre les décisions de la Chambre des mises en accusation.

Tout d'abord, exception devra être faite à notre principe dans l'hypothèse où les arrêts trancheraient une question de compétence. Cette dérogation à la règle générale est contenue dans l'article 539 qui, dans le cas où une opposition a été formée contre une décision rendue par le juge d'instruction sur une exception d'incompétence, admet la partie civile à attaquer en cassation l'arrêt que rend sur ce point la chambre des mises en accusation.

De même, dans une seconde hypothèse, nous estimons qu'il importe de faire fléchir la règle absolue d'après laquelle la partie civile ne peut jamais se pourvoir en cassation contre les arrêts rendus par la chambre des mises en accusation :

Nous pensons que le pourvoi serait recevable, bien que formé par la partie civile seule, si l'arrêt des mises en ac-

(1) Cassation, 10 juin 1826 (D. P. 26, 4, 381).

cusation avait prononcé contre cette partie une condamnation civile pécuniaire et renfermait, d'autre part, une violation de la loi en ce qui concerne ces dommages-intérêts (1). En effet, la fin de non-recevoir qui s'oppose à l'admission du pourvoi de la partie civile repose uniquement sur l'extinction de l'action publique ; il est donc très naturel que la partie civile puisse attaquer les dispositions de la chambre d'accusation qui la condamnent à des dommages-intérêts (2).

Mais, comme nous l'avons signalé plus haut, ce pourvoi n'aura évidemment aucune influence sur l'action publique, qui demeurera éteinte à défaut d'un recours en cassation émané simultanément du ministère public (3). La Cour suprême n'aurait à statuer que sur la question spéciale à la partie civile, qui lui est déférée par celle-ci, et ce n'est que dans ces limites que l'arrêt pourrait être cassé.

Section II

Des cas d'ouverture à cassation

§ 1^{er}. — *Discussion générale de la controverse.*

L'article 299 du Code d'instruction criminelle, modifié

(1) Cassation, 8 janvier 1870 (S. 70, 1, 328) ; — Cassation, 4 mars 1870 (D. P. 71, 1, 357) ; — mais il a été reconnu qu'une simple condamnation aux dépens n'a pas ce caractère : Cassation, 22 juillet 1831 (D. P. 31, 1, 291).

(2) Mangin, t. 2, p. 232.

(3) Cassation, 30 décembre 1864 (D. P., 67, 1, 360).

par la loi du 10 juin 1853, dispose ainsi : « La demande en nullité ne peut être formée que contre l'arrêt de renvoi et dans les quatre cas suivants : 1° pour cause d'incompétence ; 2° si le fait n'est pas qualifié crime par la loi ; 3° si le ministère public n'a pas été entendu ; 4° si l'arrêt n'a pas été rendu par le nombre de juges fixé par la loi.

Cette disposition est-elle limitative d'une manière absolue, de sorte que, hors des quatre cas prévus, le recours en cassation contre les arrêts de renvoi des chambres d'accusation soit non recevable, quels que soient les vices ou les irrégularités dont ils pourraient être entachés ?

Sans doute, si l'on se borne à un examen superficiel de la difficulté, l'affirmative devra être adoptée : « On ne doit dit Legerverend (1), surseoir à l'ouverture des débats devant la Cour d'assises que lorsque le pourvoi en cassation porte sur l'un des cas désignés par l'article 299 ; et si tous les moyens employés contre l'arrêt de renvoi ou contre la procédure étaient étrangers à ces cas, le sursis ordonné par l'article 301 ne devrait pas avoir lieu, parce que la loi n'autorise le recours en cassation que dans les cas qu'elle détermine. »

Nous croyons cependant que l'article 299 ne doit pas être pris rigoureusement à la lettre, car on arriverait ainsi à des conséquences peu admissibles. Nous admettrons donc, d'accord avec la jurisprudence, qu'en dehors des hypothèses visées par l'article 299, le droit commun en matière de cassation doit être appliqué aux décisions de la chambre d'accusation, tout au moins à celles qui renvoient de-

(1) T. 2, p. 152.

vant la Cour d'assises, puisque nous avons vu plus haut que la jurisprudence actuelle de la Cour de cassation n'admet, en principe, aucun recours lorsque l'inculpé est renvoyé par la Chambre des mises en accusation devant le tribunal correctionnel ou celui de simple police. « Le recours en cassation, a décidé la Cour suprême (1), est ouvert contre l'arrêt de mise en accusation, soit au ministère public, soit à l'accusé, non seulement dans les cas énumérés par l'article 299, lequel n'a pas un sens exclusif, mais aussi pour toute cause de nullité, et notamment pour violation ou omission des formes prescrites, ou encore pour refus de statuer sur une demande qui serait, de la part de la partie qui l'a formée, l'exercice d'une faculté reconnue par la loi (article 408). »

En conséquence, pour étudier d'une façon exacte et complète les différents cas d'ouverture à cassation, il nous faut rapprocher de l'article 299 : 1^o l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, qui dispose que les arrêts qui ont été rendus par des juges n'ayant pas assisté à toutes les audiences de la cause, ou qui ne contiennent pas les motifs, sont déclarés nuls ; 2^o l'article 234 du code d'instruction criminelle, qui veut qu'il soit fait mention dans les arrêts de la Chambre d'accusation, à peine de nullité, du nom de chacun des juges qui ont concouru à ces arrêts ; 3^o l'article 408 du même code, qui permet d'invoquer la nullité de la procédure lorsque, dans l'arrêt de la Chambre d'accusation, il y aura eu violation ou omission de quelques-unes des formalités que le code prescrit à peine de nullité, et

(1) Cassation, 28 février 1878 (*Bull. crim.*, n^o 59). — Cassation, 28 décembre 1854 (D. P. 55, 4, 183).

qui dispose « qu'il en sera de même tant dans les cas d'incompétence que lorsqu'il aura été omis ou refusé de prononcer sur une demande de l'accusé ou sur une réquisition du ministère public, tendant à user d'une faculté ou d'un droit accordé par la loi » ; 4^e la loi du 8 décembre 1897, au cas où la Chambre des mises en accusation aurait refusé de prononcer la nullité de la procédure d'instruction préparatoire, au cours de laquelle les dispositions de la loi nouvelle n'auraient pas été observées.

Examinons maintenant en détail les divers cas d'ouverture à cassation, en commençant par l'étude des quatre hypothèses visées par l'article 299.

§ 2. — *Cas prévus par l'article 299*

A. *Incompétence.* — En ajoutant, dans l'article 299, le moyen tiré de l'incompétence aux trois moyens de nullité mentionnés par cet article, la loi du 10 juin 1853 n'a fait, en réalité, aucune innovation. Les articles 408, 413, 416, autorisaient déjà expressément le recours en cassation, contre les arrêts de la Chambre d'accusation, pour cause d'incompétence ; et la jurisprudence décidait « qu'indépendamment du recours en cassation accordé aux accusés par l'article 299, sur les trois ouvertures qui étaient déterminées dans cet article, les accusés avaient encore en leur faveur, contre les arrêts de mise en accusation, le recours général pour cause d'incompétence qui leur était ouvert par les articles 408 et 416 » (1).

(1) Cassation, 20 septembre 1841 (D. P. 44, 1, 415).

Nous avons exposé plus haut les règles de la compétence de la chambre des mises en accusation. Indiquons rapidement les hypothèses où ces règles sont violées, et où, par conséquent, le recours en cassation est ouvert.

Il peut arriver, tout d'abord, que la chambre d'accusation statue sur une affaire dont elle n'a pas le droit de connaître, soit *ratione loci*, soit parce que les prévenus sont, à raison de leur qualité, où à raison de la matière, justiciables d'une autre juridiction. Il y aura lieu, dans le premier cas, de recourir contre l'arrêt de la chambre d'accusation pour incompetence *ratione loci*, et, dans le second, pour incompetence *ratione personæ*, ou *ratione materiæ*.

Il peut se faire, en second lieu, que la Cour attribue le jugement de l'affaire à un tribunal de répression appartenant à une juridiction autre que celle qui est appelée à en connaître. Il y aura là encore violation des règles de la compétence, et l'arrêt pourra, par suite, être attaqué.

Nous avons vu, au début de ce chapitre, en examinant quelles personnes peuvent se pourvoir en cassation, que le pourvoi n'est pas recevable contre les arrêts portant renvoi du prévenu devant le tribunal de police correctionnelle. Aussi est-il essentiel de rappeler ici que la jurisprudence fait d'une façon constante exception à ce principe lorsque l'arrêt statue sur une question de compétence ; et la Cour suprême a rendu une décision en ce sens le 27 novembre 1873 (1), décision dont les termes sont reproduits dans des arrêts du 18 septembre 1890 (2) et du 10 mai 1895 (3).

(1) D. P. 74, 1, 177.

(2) D. P. 91, 1, 192.

(3) S. 95, 1, 372.

B. — *Qualification illégale des faits.* — Aux termes de l'article 299, il y a encore nullité de l'arrêt renvoyant devant la Cour d'assises « si le fait n'est pas qualifié crime par la loi ». Cette disposition ne doit pas être entendue en ce sens qu'il n'y a ouverture à cassation que dans le seul cas où le fait n'est pas puni par la loi pénale. Le fait est illégalement qualifié non-seulement quand il n'est prévu par aucune loi, mais encore quand, rentrant dans une catégorie d'infractions, la qualification le classe dans une autre catégorie ; quand, réunissant en lui-même les caractères de telle infraction, elle déclare qu'il en constitue une autre ; quand, en un mot, elle est inexacte et fausse.

Toutefois, cette règle que toute qualification fausse ou inexacte des faits peut donner ouverture à cassation contre les arrêts des Chambres d'accusation qui l'ont consacrée, admet quelques exceptions. C'est ainsi qu'il n'y aura pas possibilité de recours en cassation pour fausse qualification des faits incriminés lorsque la Chambre des mises en accusation, après avoir commis réellement une erreur sur cette qualification, constate, en fait, d'autre part, que l'intention frauduleuse manque, ce qui, dans l'espèce, équivaut à une déclaration de non-culpabilité, déclaration qui aurait eu également lieu si l'erreur de qualification n'eût pas été commise. L'hypothèse s'est présentée, le 23 décembre 1886, devant la Cour de Cassation (1). Il s'agissait du pourvoi formé par le procureur général près la Cour de Pondichéry contre un arrêt de non-lieu rendu par la Chambre des mises en accusation de ladite Cour, en fa-

(1) *Bull. crim.*, n° 133.

veur de trois personnes. Il y avait, pour ces trois personnes, erreur sur la qualification du fait incriminé ; c'était, dans l'espèce, une fausse interprétation de l'article 147 du Code pénal — En ce qui concerne l'un des prévenus, dont l'intention frauduleuse était certaine, la Cour de cassation a admis le pourvoi et cassé l'arrêt de non-lieu. « En effet, dit la Cour suprême, contrairement aux affirmations de l'arrêt de la Chambre d'accusation de Pondichéry, le fait de faire fabriquer par un officier ministériel, au nom et à la requête d'un créancier supposé, un acte de son ministère en vue de paralyser les effets d'une saisie pratiquée par un tiers, renferme tous les éléments du crime de faux, tel qu'il est prévu et défini par ledit article 147 ». — Mais, en ce qui concerne les deux autres inculpés, l'erreur sur la qualification a été déclarée couverte par une constatation de fait qui est souveraine et qui échappe à la censure de la Cour de cassation ; et celle-ci a rejeté, à l'égard de ces deux derniers inculpés, le pourvoi du procureur général. Quant à eux, en effet, l'arrêt de non-lieu de la Chambre d'accusation de Pondichéry est justifié, malgré l'erreur qu'il contient sur la qualification, par cette déclaration « que si ces deux prévenus ont agi avec la plus grande légèreté et une négligence blâmable, il ne paraît pas qu'ils aient connu la fausseté des énonciations contenues dans les actes dont ils avaient rédigé le brouillon, et que, dès lors, on ne rencontre pas chez eux l'intention frauduleuse, élément essentiel du crime de faux ».

Il n'y aurait pas lieu davantage à cassation si l'erreur de la qualification n'était pas au fait son caractère de

crime. La Cour de cassation a jugé, à ce propos, que l'accusé renvoyé aux assises pour faux rentrant dans la classe des crimes, ne peut attaquer l'arrêt de la Chambre d'accusation pour fausse qualification, puisqu'il appartient à la Cour d'assises de distinguer, d'après le verdict, si les faux sont en écriture privée ou en écriture de commerce (1).

Le recours ne serait pas non plus possible dans le cas où une circonstance aggravante aurait été, non pas écartée, mais omise dans l'arrêt de renvoi devant la Cour d'assises. La raison en est que « lorsqu'une circonstance aggravante résultant de l'instruction n'a pas été appréciée par la Chambre d'accusation, cette prétention, ou son appréciation erronée en fait, n'empêcheront pas le Président de la Cour d'assises, si les débats viennent à l'établir, d'en faire la matière d'une question à soumettre au jury » ; sous ce rapport, l'arrêt incomplet de la chambre d'accusation n'en sera pas moins régulier, puisqu'il aura saisi la Cour d'assises de la connaissance du crime, avec toutes les circonstances qui l'ont accompagné, soit que l'instruction les ait révélées, soit qu'elle ne les ait pas fait connaître(2). — Mais il en serait autrement si, après avoir reconnu le fait qui constituerait légalement une circonstance aggravante du crime, l'arrêt de la chambre d'accusation avait écarté cette circonstance par une décision fondée sur un motif de droit, parce que, dans ce cas, la décision de l'arrêt aurait pour conséquence d'enlever définitivement à l'accusation,

(1) Cassation, 11 janvier 1866 (*Bull. crim.* n° 10).

(2) Cassation, 11 juin 1841 (*D. P.* 41, 1, 389).

par une interprétation erronée de la loi, l'un des éléments constitutifs de l'acte incriminé (1).

C.-D. *Défaut d'audition du ministère public. — Insuffisance du nombre des magistrats.* — Deux autres moyens de nullité sont encore prévus par l'article 299 : 1^o le ministère public n'a pas été entendu ; 2^o l'arrêt n'a pas été rendu par le nombre de magistrats fixé par la loi.

L'audition du ministère public, dans le sens de l'article 299, s'entend du rapport que celui-ci doit, à peine de nullité, faire devant la chambre des mises en accusation, conformément à l'article 218, et des réquisitions qu'il doit y prendre, suivant les formes prescrites par l'article 224. Il faut, remarquons-le, pour que le vœu de la loi soit rempli, que ces réquisitions portent sur le fond, et il ne suffirait pas qu'elles se fussent bornées à un incident (2).

Quant au nombre des magistrats exigé pour rendre valablement un arrêt, nous avons vu précédemment qu'il était de cinq.

§ 3. — *Des hypothèses non prévues par l'article 299*

Les quatre moyens de nullité que nous venons d'étudier sont expressément établis par l'article 299. Ce ne sont pas les seuls, avons-nous dit ; mais les autres, que nous nous proposons maintenant d'examiner, ne se présentent pas aussi nettement. — Ils résultent des vices qui peuvent être

(1) Cassation, 11 juin 1841, précité.

(2) Faustin-Hélie, n^o 2270.

inhérents, soit à la procédure antérieure à l'arrêt de la chambre des mises en accusation, soit à cet arrêt lui-même.

A. — *Vices de la procédure antérieure à l'arrêt.* — Il est de règle que l'arrêt de la chambre d'accusation, quand il a acquis l'autorité de la chose jugée, c'est-à-dire quand il n'y a pas pourvoi dans des délais que nous préciserons plus loin; couvre toutes les irrégularités de la procédure antérieure : « En effet, dit Faustin-Hélie (1), l'article 408 n'ouvre le pourvoi que contre cet arrêt et non contre les actes de cette procédure ; ces actes ne peuvent donc être attaqués isolément ; ils ne peuvent l'être, s'il y a lieu, qu'en attaquant l'arrêt lui-même qui prononce sur l'instruction écrite et ne fait, lorsqu'il la juge régulière, qu'en dégager les conséquences ». Mais lorsqu'un arrêt de mise en accusation est, avant qu'il y ait pour cet arrêt force de chose jugée, frappé de pourvoi à raison de ces irrégularités de la procédure antérieure, toutes les nullités de l'instruction peuvent, dans ce pourvoi, être relevées. Il va de soi que toutes les infractions aux règles de la procédure écrite ne sont pas de nature à fonder une ouverture à cassation. Celles-là seules peuvent avoir cet effet, qui résultent de l'omission ou de la violation des formes essentielles, soit à l'exercice des droits de l'action publique, soit à l'exercice des droits de la défense.

Il y aurait, en premier lieu, violation des formes essentielles à l'exercice de l'action publique, si, par exemple, il

(1) N° 2273.

n'a pas été statué sur les réquisitions prises par le ministère public au cours de l'instruction écrite (1).

En second lieu, il y a violation des droits essentiels de la défense si le prévenu a été arrêté par suite d'une mesure illégale : il en serait ainsi au cas où une arrestation aurait été opérée sur un territoire étranger, sans qu'une extradition régulière l'eût autorisée (2).

Enfin, ainsi que nous l'avons dit plus haut, le pourvoi serait utilement formé si la chambre des mises en accusation refusait d'annuler les ordonnances rendues en suite d'une instruction dans laquelle auraient été violées les dispositions édictées par la loi nouvelle du 8 décembre 1897.

Quant aux autres formalités de la procédure antérieure à l'arrêt de la chambre des mises en accusation, leur omission ou leur violation ne saurait, en principe, motiver aucun recours. Par exemple, l'accusé ne peut fonder un moyen de nullité sur ce que l'instruction n'aurait pas été complète, ou sur ce qu'il n'aurait pas eu le temps de préparer sa défense : « attendu qu'il n'est pas de la compétence de la Cour de cassation d'apprécier le temps nécessaire à l'accusé pour préparer sa défense, et que, sous ce rapport, s'il croit qu'il lui est préjudicié, c'est devant la Cour d'assises qu'il pourra présenter ce moyen préjudiciel en réclamant un délai (3). »

Rappelons enfin, en terminant sur ce point, que l'inob-

(1) Cassation, 7 septembre 1832 (D. P. 32, 1, 417) ; Cassation, 5 mars 1841 (D. P. 41, 1, 358).

(2) Cassation, 9 mai 1845 (D. P. 45, 1, 223).

(3) Cassation, 3 février 1831 (P. chr.).

servation du délai de cinq jours à partir de l'envoi du dossier au parquet de la Cour d'appel, qui est fixé au procureur général pour la remise de son rapport à la chambre d'accusation, ne donne pas ouverture à cassation (1).

B. *Vices inhérents à l'arrêt lui-même.* — Les moyens de nullité qui s'attachent à l'arrêt lui-même, tel qu'il est rendu par la chambre des mises en accusation, peuvent se rapporter : 1° à la composition illégale de la chambre d'accusation ; 2° à la fausse interprétation des lois faite par l'arrêt ; 3° au rejet ou à l'admission des exceptions proposées ; 4° au refus ou à l'omission de statuer sur les réquisitions du ministère public ou sur les demandes du prévenu ; 5° enfin, à l'inobservation des règles relatives aux énonciations que l'arrêt doit contenir.

Nous avons vu qu'aux termes de l'article 299, il y a nullité lorsque l'arrêt n'a pas été rendu par le nombre de juges fixé par la loi. Il y aurait encore nullité, bien que l'article 299 soit muet sur ce point, si l'arrêt, tout en étant rendu par le nombre de juges exigé, n'était pas émané de magistrats désignés pour siéger à la chambre des mises en accusation.

De même, nous avons examiné dans quels cas la fausse interprétation de la loi, relativement à la qualification des faits, peut donner ouverture à cassation. Mais, en dehors de ces cas, la chambre d'accusation peut être appelée à faire l'application des lois pour régler, par exemple, certains points de procédure.

(1) Cassation, 6 novembre 1863 (D. P. 69, 5, 246).

A cet égard, il faut poser comme règle générale que toutes les fois que la chambre ne se borne pas à une simple appréciation de fait, qu'elle juge un point de droit et consacre une interprétation de la loi, son arrêt peut être déféré à la Cour de cassation, à qui a été attribuée l'interprétation souveraine des lois. C'est d'après cette règle que la Cour suprême a accueilli un pourvoi formé contre un arrêt de la chambre d'accusation qui avait violé ce principe que « toute disposition pénale a, du moment où elle est promulguée, force d'exécution relativement aux faits qu'elle a prévus et qui ont été accomplis sous son empire (1). »

Toutes les fois que l'arrêt de la chambre d'accusation statue sur une exception proposée devant elle, sa décision peut être attaquée par la voie de la cassation. Donnons un exemple : Une chambre d'accusation avait déclaré un prévenu à l'abri de toute poursuite, à raison d'un arrêt qui lui permettait d'invoquer l'exception de la chose jugée ; le prévenu soutint que le pourvoi formé contre cette décision n'était pas recevable parce qu'aucune disposition de loi ne l'autorisait ; mais la Cour de cassation rejeta cette fin de non-recevoir proposée contre le pourvoi (2).

Quant au moyen de cassation tiré du refus ou de l'omission de statuer sur chaque chef de demande, il est la conséquence nécessaire de l'obligation qu'a la chambre d'accusation de statuer sur tous les chefs des réquisitions du ministère public ou des conclusions des parties.

(1) Cassation, 24 août 1849 (*Bull. crim.*, n° 224).

(2) Cassation, 12 octobre 1811 (*D. A.* 2, 596).

Il y a enfin ouverture à cassation si l'arrêt ne contient pas certaines énonciations nécessaires : lorsque, par exemple, il n'est pas motivé, ou lorsqu'il ne renferme pas la double mention, exigée par l'art. 234, des réquisitions du ministère public et des noms des magistrats qui l'ont rendu.

La loi du 20 avril 1810 dispose en effet, d'une façon générale, dans son article 7, que les arrêts qui ne contiennent pas les motifs doivent être déclarés nuls. Les prévenus ont donc le droit de déférer ces arrêts à la Cour de cassation dans le délai fixé par l'article 373. Toutefois, l'arrêt de non-lieu échappe au contrôle de la Cour de cassation, quand, au nombre de ses motifs contestables en droit, se trouve la négation en fait de l'intention criminelle (1).

Signalons aussi une décision de la Cour suprême déclarant nul l'arrêt de la Chambre d'accusation qui n'indique pas celui ou ceux des accusés renvoyés devant la Cour d'assises comme auteurs du fait qualifié crime, alors qu'il est impossible de suppléer à cette omission, l'ordonnance de renvoi du juge d'instruction, confirmée par l'arrêt de renvoi, considérant un seul des inculpés comme auteur et les autres comme complices, tandis que l'acte d'accusation dressé en conformité de l'arrêt de renvoi porte, au contraire, que tous les accusés sont renvoyés devant la Cour d'assises comme auteurs du fait relevé à leur charge (2).

(1) Cassation, 26 décembre 1867 (*Bull. crim.*, n° 270).

(2) Cassation, 26 novembre 1886 (*Bull. crim.*, n° 397).

Section III

Formes et Délais du pourvoi

§ 1^{er}. — *Formes.*

Les formes du pourvoi en cassation dirigé contre les arrêts rendus par la Chambre des mises en accusation sont réglées par l'article 417 du Code d'instruction criminelle. « La déclaration du recours, expose cet article, sera faite au greffier par la partie condamnée, et signée d'elle et du greffier ; et si le déclarant ne peut ou ne veut signer, le greffier en fera mention. Cette déclaration pourra être faite dans la même forme par l'avoué de la partie condamnée ou par un fondé de pouvoir spécial ; dans ce dernier cas, le pouvoir demeurera annexé à la déclaration. Elle sera inscrite sur un registre à ce destiné ; ce registre sera public, et toute personne aura le droit de s'en faire délivrer des extraits ».

Lorsque le recours est formé, soit par le procureur général, soit, mais à titre tout exceptionnel, par la partie civile, celui de ces deux intéressés qui se pourvoit doit notifier ce recours à la partie contre laquelle il sera dirigé, dans le délai de trois jours (arg. article 418) (1).

(1) « Lorsque le recours en cassation contre un arrêt ou jugement en dernier ressort, rendu en matière criminelle, correctionnelle ou de police, sera exercé soit par la partie civile, s'il y en a une, soit par le ministère public, ce recours, outre l'inscription énoncée dans l'article précédent, sera notifié à la partie contre laquelle il sera dirigé dans le délai de trois jours. »

Il est bon d'observer que, d'après l'article 290, la déclaration de pourvoi contre l'arrêt de la chambre des mises en accusation, qu'elle vienne de l'accusé ou du procureur général, doit énoncer l'objet de la demande en nullité, tandis que cette obligation de motiver le pourvoi est purement facultative, ainsi que le déclare l'article 422, lorsque le recours est dirigé contre des décisions définitives portant condamnation.

Parmi les règles générales relatives aux pourvois en cassation, se trouvent la consignation de l'amende et la mise en état. Faut-il appliquer également ces règles aux pourvois spéciaux formés contre les arrêts de la chambre d'accusation ?

En ce qui concerne l'*amende*, il faut distinguer entre le pourvoi de la partie civile et celui de l'accusé. — Si le pourvoi est formé par la partie civile, dans les cas très rares où elle peut se pourvoir, elle doit toujours, aux termes de l'article 419, consigner préalablement, à peine de déchéance, une somme de 150 francs. Au contraire, dans le cas où le pourvoi est formé par l'accusé, il faut décider, en se basant sur les termes de l'article 420, modifié par la loi du 28 juin 1877, que l'amende ne sera pas exigée. L'article 420 ne dispense, il est vrai, de l'amende, que les *condamnés* : mais la Cour de cassation a jugé que le motif de cette dispense s'appliquait aux accusés aussi bien qu'aux condamnés, et que, « dès qu'il s'agissait de la poursuite d'un crime, aucune entrave ne devait être apportée au recours » (1).

(1) Cassation, 10 septembre 1880 (D. P., 30, 1, 388).

Quid de la *mise en état*, c'est-à-dire de l'obligation imposée en principe au demandeur en cassation de se constituer prisonnier ? — Si les accusés de faits qualifiés crimes ont obtenu, de la chambre des mises en accusation, leur mise en liberté provisoire avec ou sans caution, ils continueront d'en jouir jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le pourvoi. La mise en état n'existe donc pas dans cette hypothèse (1).

§ 2. — *Délais.*

On le sait, lorsqu'il y a lieu de se pourvoir en cassation contre les arrêts de la Cour d'assises, l'art. 373 accorde un délai de trois jours francs au condamné, au ministère public et à la partie civile, pour former un semblable pourvoi. C'est là une règle générale à laquelle il faut se reporter dans tous les cas où il n'existe pas d'exception établie par la loi. Il faut donc tenir, en principe, que le délai du pourvoi contre les arrêts de la chambre des mises en accusation se trouve fixé à trois jours francs.

L'article 296 dispose, il est vrai, que « le juge avertira l'accusé que, dans le cas où il se croirait fondé à former une demande en nullité, il doit faire sa déclaration dans les cinq jours suivants, et qu'après l'expiration de ce délai il n'y sera plus recevable » ; et l'article 298 ajoute que « le procureur général est tenu de faire sa déclaration, qu'il entend se pourvoir, dans le même délai à compter

(1) Cassation, 23 avril 1868 (S. 68, 1, 279) ; Cassation, 12 décembre 1872 (S. 73, 1, 48).

de l'interrogatoire, et sous la même peine de déchéance, portée en l'art. 296. Et l'on a soutenu (1) que les dispositions de ces articles qui donnent un délai, non de trois mais de cinq jours, s'appliquaient d'une manière absolue à tous les recours contre les arrêts de renvoi ou de non-lieu rendus par la Chambre des mises en accusation. En d'autres termes, on a prétendu que le délai de cinq jours est accordé pour se pourvoir, non seulement, ce qui est incontestable, dans les quatre cas spécialement visés par l'art. 299, mais encore dans toutes les autres hypothèses où nous avons admis, par extension, la possibilité de diriger utilement un pourvoi contre les arrêts de la Chambre d'accusation.

Cette opinion tirée, par argument d'analogie, des textes qui précèdent, ne nous semble pas fondée. Dans cette matière, en effet, quel est le droit commun ? C'est que le pourvoi est recevable contre toutes les décisions judiciaires, définitives et en dernier ressort, dans le délai de *trois* jours après la prononciation (article 373). Or les arrêts des chambres des mises en accusation sont en dernier ressort, cela est évident, puisque ces chambres forment le dernier degré de juridiction dans l'instruction criminelle. Leurs décisions, lorsqu'elles ont en même temps le caractère définitif, doivent donc être toutes attaquables dans le délai ordinaire de trois jours, par la voie de la cassation. Seulement, les articles 296 et 298 sont venus introduire ici une exception, en portant à *cinq* jours le délai du pourvoi uniquement

(1) Legraverend, t. 2, p. 152.

dans les quatre cas indiqués par l'article 299 (1). Il faut en conclure que, pour tous les cas de pourvoi autres que ceux portés en l'article 299, on rentre dans le droit commun, et qu'on peut se pourvoir, dès lors, non plus dans le délai exceptionnel de cinq jours, mais seulement dans le délai de trois jours.

La jurisprudence, d'ailleurs, consacre l'opinion que nous croyons préférable. Un arrêt du 18 juillet 1873, en effet, décide « qu'il y a lieu de rejeter le pourvoi en cassation formé dans les cinq jours contre l'arrêt de mise en accusation, lorsque ce pourvoi est basé sur des motifs autres que les quatre cas de nullité prévus par l'article 299 » (2). De même, la Cour de cassation a jugé « qu'indépendamment des quatre cas de nullité précisés par l'article 299 contre l'arrêt de renvoi, et qui doivent être invoqués dans les cinq jours de l'interrogatoire, l'irrégularité de la procédure peut motiver un recours en cassation, mais dans les délais ordinaires de l'article 373 (3) ».

Les espèces que nous venons d'examiner concernent le pourvoi formé contre les arrêts de renvoi rendus par la chambre d'accusation ; la même règle s'applique aux pourvois formés contre les arrêts de non-lieu (4). On avait, il est vrai, en ce qui concerne les arrêts de non-lieu, essayé de soutenir que le délai du pourvoi devait être réduit à vingt-quatre heures, par extension de l'article 374, qui dis-

(1) Cassation, 11 octobre 1860 (D. P. 64, 5, 39).

(2) Cassation, 18 juillet 1873 (*Bull. crim.*, n° 202) ; *Adde*: Cassation, 13 février 1879 (*Bull. crim.*, n° 40).

(3) Cassation, 11 juillet 1872 (*Bull. crim.*, n° 170).

(4) Cassation, 10 juin 1826 (D. P., 26, 1, 381).

pose que, dans le cas d'une ordonnance d'acquiescement ou d'un arrêt d'absolution, le procureur général ou la partie civile n'auraient que vingt-quatre heures pour se pourvoir. Mais la Cour de cassation a repoussé cette prétention, que ne justifiait même pas, il faut le dire, une raison d'analogie, et elle a décidé « que l'article 374 ne s'applique pas au pourvoi formé par le ministère public contre l'arrêt d'une chambre des mises en accusation qui a déclaré n'y avoir lieu à suivre (1). »

A. — *Etude spéciale du délai de cinq jours.* — Nous avons exposé les cas prévus par l'article 299, pour lesquels le délai du pourvoi est porté exceptionnellement à cinq jours. Etudions maintenant ce délai en lui-même.

On sait que la notification de l'arrêt renvoyant un accusé devant la Cour d'assises doit être faite à cet accusé au plus tard au moment où il est interrogé, dans les vingt-quatre heures de son arrivée à la maison de justice, par le futur président des assises, ou par le juge que celui-ci a désigné à cet effet (article 293). Supposons donc cette notification opérée.

Le point de départ du délai de cinq jours est fixé, quant à l'accusé, par la date de l'avertissement que le président des assises a dû lui donner, en exécution de l'article 296, et, par conséquent, par celle de l'interrogatoire. Mais si l'interrogatoire, par suite d'une irrégularité, avait précédé

(1) Cassation, 13 mars 1850 (D. P., 50, 5, 289) ; Cassation, 11 octobre 1860, précité.

la notification de l'arrêt de renvoi, le délai de cinq jours ne devrait courir qu'à compter du jour de cette notification. La défense de l'accusé serait, en effet, lésée, s'il était tenu de former son pourvoi ou d'y renoncer avant que l'arrêt de la chambre d'accusation lui eût été notifié (1). La Cour de cassation a sanctionné cette distinction qui, si elle n'est pas autorisée par le texte même de la loi, est du moins conforme à son esprit ; et c'est aujourd'hui un point constant en jurisprudence (2). Peu importe, d'ailleurs, que l'accusé ait, lors de son interrogatoire, déclaré renoncer à se pourvoir et consenti à être jugé ; une telle renonciation et un tel consentement, donnés sans la connaissance de l'arrêt de mise en accusation, sont essentiellement nuls.

Il est certain, d'autre part, que le délai de cinq jours accordé à l'accusé ne peut être abrégé sans son consentement, sous peine de nullité. Mais l'accusé qui, ayant reçu antérieurement notification de l'arrêt de renvoi, a déclaré lors de son interrogatoire renoncer à se pourvoir contre l'arrêt de mise en accusation, ne peut revenir sur cette renonciation, et former le pourvoi auquel il a renoncé (3). Toutefois, ce consentement doit être formel et ne saurait s'induire de ce que l'accusé aurait fait divers actes impliquant qu'il acceptait les débats (4).

(1) Faustin Hélie, n° 2305.

(2) Cassation, 16 avril 1868 (D. P. 69, 5, 245) ; 15 décembre 1881 (S. 83, 1, 91).

(3) Cassation, 12 décembre 1874 (S. 75, 1, 48) ; — 6 septembre 1877, (*Bull. crim.*, n° 213) ; — 3 février 1881 (*Bull. crim.* n° 27) ; — 15 avril 1886 (*Bull. crim.* n° 149) ; — 18 août 1887 (*Bull. crim.* n° 320) ; — 20 mars 1891 (D. P. 92, 1, 255).

(4) Cassation, 24 décembre 1857 (S. 58, 1, 494) ; — 23 septembre 1858 (D. P. 58, 5, 212).

Quant au procureur général, le point de départ du délai n'éprouve aucune variation. Aux termes de l'article 298, il est tenu de faire sa déclaration dans le délai de cinq jours à compter de l'interrogatoire. La date de cet interrogatoire est donc le point de départ du délai, et il importe peu que la notification de l'arrêt de renvoi ait été irrégulièrement retardée, ou même que le président des assises ait négligé de donner à l'accusé l'avertissement relatif au pourvoi.

B — *Etude spéciale du délai de trois jours.* — Quel est le point de départ du délai quand celui-ci est de trois jours, c'est-à-dire quand le pourvoi est basé sur une cause autre que celles énumérées par l'article 299? Cette question doit être examinée distinctement en ce qui concerne le prévenu, la partie civile, et le ministère public.

Pour le prévenu, le délai de trois jours ne peut courir que du moment où il a eu connaissance de l'arrêt de la chambre des mises en accusation, et la seule voie légale qui puisse donner connaissance de l'arrêt au prévenu est la notification. Ainsi le prévenu peut se pourvoir jusqu'à l'expiration du délai de trois jours qui suit la notification.

A l'égard de la partie civile, dont le droit de se pourvoir est, on le sait, fort restreint, nous admettrons une règle analogue à celle que nous avons formulée pour les délais relatifs au prévenu, bien que le code d'instruction criminelle soit muet sur la nécessité d'une notification à la

partie civile. Si, par exemple, nous supposons que la partie civile a été condamnée à des dommages-intérêts par un arrêt de non-lieu de la chambre des mises en accusation, elle pourra se pourvoir en cassation dès qu'elle aura connaissance de l'arrêt qui la condamne, et jusqu'à l'expiration du délai de trois jours qui suit la notification à elle faite de l'arrêt qu'elle se propose d'attaquer.

Pour baser notre solution sur ce point, nous argumenterons tout d'abord de la règle « *paria sunt non esse et non significari* », et aussi d'un arrêt de la Cour suprême du 10 décembre 1847 (1) : « Le délai prescrit par l'article 373, dit cet arrêt, ne peut courir, quant aux arrêts des chambres des mises en accusation, qui statuent à huis-clos, qu'à compter du jour où, soit l'individu renvoyé aux assises, soit la *partie civile*, en ont eu légalement connaissance ».

En ce qui concerne le ministère public, la date à partir de laquelle doit courir le pourvoi a longtemps paru incertaine. Par un arrêt du 1^{er} mars 1816 (2), la Cour de cassation avait jugé que le délai de trois jours courait, contre le ministère public, du moment où une expédition de l'arrêt lui avait été remise par le greffier. Puis elle avait admis, le 22 août 1817 (3), qu'on pouvait substituer, à la remise de l'expédition, la communication de la minute. Mais comment constater la remise de l'expédition ou la communication de la minute? Et n'était-ce pas, d'ailleurs, prolonger

(1) D. P. 48, 1, 20.

(2) D. A., 2, 281.

(3) D. A., 8, 367.

sans utilité l'incertitude de la position de l'accusé ? Aussi la Cour de cassation a-t-elle modifié cette jurisprudence en déclarant que le délai de trois jours courrait contre le ministère public à partir du jour où l'arrêt a été rendu (1).

C. — *Expiration des délais. Sanction.* — Les pourvois formés après l'expiration des délais sont frappés de déchéance. Telle est la disposition formelle des articles 296 et 298, relativement au délai de cinq jours, et de l'article 373, relativement au délai de trois jours.

L'article 297 admet cependant une exception à cette règle générale. Cet article porte, en effet, que « si l'accusé n'a pas été averti, conformément à l'article 296 (2), la nullité ne sera pas couverte par son silence : ses droits seront conservés, sauf à les faire valoir après l'arrêt définitif. »

Dans tous les autres cas, le défaut de pourvoi contre les arrêts de la chambre des mises en accusation couvre les vices de la procédure antérieure à cet arrêt. Cette doctrine a, d'ailleurs, été sanctionnée par la jurisprudence. Après avoir déclaré, dans un arrêt du 19 janvier 1833 (3), « qu'il résulte de la combinaison des articles 299 et 408 que les

(1) Cassation, 10 juin 1826 (D. P. 23, 1, 331) ; 30 juin 1827 (P. chr.).

(2) « Le juge avertira de plus l'accusé que, dans le cas où il se croirait fondé à former une demande en nullité, il doit faire sa déclaration dans les cinq jours suivants, et qu'après l'expiration de ce délai il n'y sera plus recevable. L'exécution du présent article sera constatée par un procès-verbal, que signeront l'accusé, le juge et le greffier : si l'accusé ne sait ou ne veut pas signer, le procès-verbal en fera mention. »

(3) D. P. 34, 1, 439.

vices reprochés à la procédure antérieure à l'arrêt de renvoi sont couverts par le défaut de pourvoi contre ledit arrêt », la Cour de cassation a ajouté dans un autre arrêt, du 23 décembre 1847 (1), que « les prétendues nullités alléguées contre les actes de cette procédure sont couvertes, aux termes de l'article 408, lorsqu'il n'a été fait, ni dans les délais de l'article 373, ni dans ceux de l'article 296, aucune déclaration de pourvoi contre les arrêts de la chambre des mises en accusation ». La Cour suprême a encore décidé, dans le même sens, que « l'accusé qui ne s'est pas pourvu contre l'arrêt d'accusation ne peut, à l'appui de son recours contre l'arrêt de condamnation prononcé par la Cour d'assises, se prévaloir de ce que l'instruction écrite n'aurait pas porté sur une circonstance invoquée par lui, et qui, pourtant, aurait été de nature à faire disparaître le crime dont il était prévenu. En pareil cas, les vices de l'instruction antérieurs à l'arrêt de renvoi sont couverts (2) ».

Section IV

Effets du pourvoi

En principe, on le sait, le pourvoi régulièrement formé est, en matière criminelle, suspensif (3); et cette règle

(1) D. P. 48, 1, 29.

(2) Cassation, 25 juillet 1867 (D. P. 69, 5, 244).

(3) Signalons dès maintenant une exception importante à notre règle que le pourvoi est, ici, suspensif. — Aux termes de l'article 301 § 3, en effet, le pourvoi, même formé dans les délais légaux, ne sera pas suspensif s'il n'intervient qu'après le tirage du jury. Dans ce cas,

s'applique aux décisions rendues par les chambres de mises en accusation comme aux décisions rendues par les juridictions de jugement. Cependant il faut ici distinguer.

Supposons, tout d'abord, que par les soins du ministère public, un pourvoi soit formé contre un arrêt de non lieu. Dans ce cas, nous l'avons dit, la mise en liberté doit avoir lieu immédiatement, de telle sorte qu'ici, et par exception au principe que nous venons de poser, la solution donnée par la chambre d'accusation n'est point suspendue, tout au moins en ce qui concerne la mise en liberté provisoire.

En second lieu, lorsque le pourvoi émane de la partie civile, nous avons vu que ce pourvoi ne pouvait guère se concevoir pratiquement que dans l'hypothèse où, au cas de non-lieu, une condamnation pécuniaire était prononcée contre elle. Il n'y a ici aucun inconvénient à ce que, sur ce point particulier, les effets d'une semblable condamnation soient momentanément suspendus.

Restent les arrêts de renvoi. Ici l'effet suspensif s'impose : s'il y a renvoi devant les tribunaux répressifs inférieurs, la solution sur le fond ne pourra être provoquée devant ces juridictions inférieures avant que la Cour suprême ait statué sur le pourvoi. Enfin, s'il y a renvoi devant la Cour d'assises, il importe également d'attendre, pour que la Cour d'assises puisse examiner l'affaire, que la Cour de cassation ait rendu sa décision. Comme en général le pourvoi est régulièrement formé dans un délai

la demande en nullité et les moyens sur lesquels elle est fondée ne pourront être soumis à la Cour de cassation qu'après l'arrêt définitif de la cour d'assises.

très rapproché de l'ouverture de la session d'assises, et que, d'autre part, l'examen de ce pourvoi nécessite un certain temps, l'effet du pourvoi sera, en pratique, de faire reporter, le cas échéant, à une session ultérieure des assises, l'examen des charges pesant sur l'inculpé.

Quelles seront les conséquences des décisions rendues par la Cour suprême ?

Le rejet du pourvoi par la Cour de cassation a pour conséquence d'attribuer à la décision attaquée la force de la chose jugée. L'arrêt de la chambre des mises en accusation produira ainsi tous ses effets. Le rejet du pourvoi formé contre un arrêt renvoyant un accusé aux assises, rend donc à l'ordonnance de prise de corps sa force exécutoire (1).

Quant aux arrêts prononçant la cassation, ils frappent les dispositions ou les décisions annulées dans toutes leurs conséquences. Par suite, « lorsqu'un arrêt de la chambre des mises en accusation a été frappé de cassation, toutes les formalités accomplies à la suite et en exécution dudit arrêt se trouvent nécessairement annulées elles-mêmes et réputées non avenues » (2).

L'arrêt de cassation prononce alors, en même temps que l'anéantissement de la décision rendue par la Chambre d'accusation, le renvoi à la Chambre d'accusation d'une autre Cour, qu'elle désigne conformément à l'art. 429,

(1) Cassation, 23 avril 1868 (*Bull. crim.* n° 167) ; — Adde : Cassation, 19 juin 1898 (*Bull. crim.* n° 148) ; — Cassation, 16 juillet 1868 (*Bull. crim.* n° 167).

(2) Cassation, 29 septembre 1892 (*Bull. crim.* n° 251).

ainsi conçu : « La cour de cassation prononcera le renvoi du procès devant une Cour autre que celle qui aura réglé la compétence et prononcé la mise en accusation. »

La Chambre des mises en accusation saisie en vertu de l'art. 429, après avoir réparé l'instruction en ce qui la concerne, désignera dans son ressort, la Cour d'assises par laquelle le procès devra être jugé (article 432).

Notons, en terminant, qu'il est des cas où la Cour de cassation anéantit complètement la procédure suivie jusqu'au moment où le pourvoi est examiné, sans prononcer le renvoi à une autre chambre d'accusation. La Cour suprême prend cette décision lorsque le renvoi serait sans utilité : par exemple, au cas où une amnistie est venue éteindre l'action publique ; ou encore dans l'hypothèse où la procédure d'instruction est nulle dès le début (1). Mais, dans ce dernier cas, l'action publique pourrait être reprise.

(1) Cassation, 2 décembre 1869 (D. P. 70, 1, 374); Cassation, 4 juillet 1884 (S. 85, 1, 393).

TROISIÈME PARTIE

PROJETS DE RÉFORMES ET DROIT COMPARÉ

Dans les chapitres qui précèdent, nous avons exposé quelles sont, sous l'empire de notre droit actuel, les règles relatives à l'organisation et au fonctionnement des juridictions d'instruction. Il nous faut maintenant rechercher si ces règles ne sont pas susceptibles de modifications et d'amélioration.

Depuis environ vingt ans, la refonte de nos lois pénales est à l'étude, et divers projets d'ensemble, les uns très libéraux, les autres plutôt autoritaires, ont été présentés aux assemblées législatives. En ce qui concerne plus spécialement l'instruction préparatoire, certaines dispositions ont été détachées de ces projets et sont entrées, notamment depuis 1897, dans la législation positive. Mais il n'en est pas moins certain qu'une révision complète de notre législation pénale est encore à faire ; nous aurons à examiner les projets de réforme qui visent les juridictions d'instruction, tout en signalant, au fur et à mesure de nos développements, la manière dont les questions qui se soulèveront ont été tranchées par les principales législations étrangères.

Nous devons successivement étudier, avons-nous dit, l'organisation et le fonctionnement des juridictions d'instruction. Pour porter, d'une manière générale, un jugement sur le système actuel de notre droit français, nous dirons que si, d'une part, l'organisation des juridictions d'instruction nous semble devoir être conservée, d'autre part, le fonctionnement de ces juridictions doit être au contraire profondément modifié, car ce fonctionnement n'accorde pas à l'inculpé et à la partie civile les garanties auxquelles ils ont droit, surtout en ce qui concerne le mode de procéder devant la chambre des mises en accusation.

Nous allons reprendre et développer ces deux propositions.

CHAPITRE PREMIER

ORGANISATION DES JURIDICTIONS D'INSTRUCTION

Afin de démontrer, tout d'abord, que l'organisation des juridictions d'instruction doit être conservée telle qu'elle existe à l'heure actuelle, nous formulerons les principes suivants :

I. Il est préférable de confier le soin de statuer sur l'instruction, plutôt à des magistrats de l'ordre judiciaire qu'à des citoyens composant un jury d'accusation ;

II. En supposant admis que l'instruction soit conduite par des magistrats de l'ordre judiciaire, il vaut mieux reconnaître à *ces mêmes magistrats* le droit de rendre une décision sur les résultats de leur instruction ; le système qui conférerait cette attribution à d'autres magistrats doit donc être écarté ;

III. Enfin, au cas d'infraction grave, l'institution de deux degrés successifs de juridiction offre, d'une part, des garanties plus sérieuses à l'inculpé, et, d'autre part, donne une valeur plus grande à la décision rendue par la juridiction d'instruction.

Section I

Décision rendue par un magistrat

Lorsque nous avons, au début de cette étude, présenté l'historique des juridictions d'instruction, nous avons vu que de nombreux systèmes ont été successivement préconisés pour résoudre la question de savoir quelle serait l'autorité chargée d'apprécier les résultats de l'instruction préparatoire. Nous avons exposé qu'à une certaine période de notre histoire, cette mission fut confiée à des jurys d'accusation, et nous en avons indiqué le fonctionnement. Cette institution avait été créée en France à l'imitation du droit anglais, qui est toujours en vigueur sur ce point et que nous allons rapidement analyser.

En Angleterre, la procédure de la mise en accusation diffère, selon qu'il s'agit d'une affaire ayant entraîné mort d'homme ou non.

Dans la première hypothèse, c'est le « coroner » qui est chargé de l'instruction et qui doit réunir un jury pour examiner le cadavre et déterminer la cause du décès. Ce magistrat prononce alors directement le renvoi aux assises.—Le second mode de procéder, dont nous allons maintenant parler, peut également être employé.

S'il n'y a pas eu mort d'homme, l'inculpé est traduit devant la « Cour des petites sessions » ou « cour de police ». Au cas où cette Cour juge que les charges sont suffisantes et lorsqu'il s'agit d'un délit non sommaire, appelé « indictable », qui doit être soumis au jury, ladite Cour procède

à une instruction préalable, publique et contradictoire, au cours de laquelle le prévenu peut être assisté de ses défenseurs (1). Si l'accusé a été renvoyé devant la juridiction supérieure par la Cour des petites sessions, le juge de paix ou de police, à défaut de poursuivant, dresse l'acte d'accusation, « indictment. »

Cet acte d'accusation est un simple énoncé de la prévention, et se borne à exposer le crime dont l'inculpé est accusé.

Il est de principe, en droit criminel anglais, qu'on ne peut être traduit devant un tribunal pour « felonious offences » (crimes), si l'accusation n'est garantie par l'affirmation de douze personnes au moins ; aussi les accusés qui ont été renvoyés devant la juridiction supérieure par les cours des petites sessions ou de police, ne peuvent-ils être traduits devant le jury de jugement que s'il en a été décidé ainsi par un « grand jury » fonctionnant comme une chambre des mises en accusation. C'est le « sheriff » qui convoque, au jour fixé pour le jugement, le grand et le petit jury : le jury d'accusation et le jury de jugement. Le jury d'accusation comprend vingt-trois membres choisis parmi les hommes les plus honorables du comté ; pour que le renvoi devant le jury de jugement ait lieu, il faut que douze jurés se prononcent pour la mise en jugement : le chef du jury écrit alors sur l'acte d'accusation ces mots « a true bill » (acte vrai). — Au contraire, l'accusation doit être abandonnée si la mise en jugement n'a pas réuni

(1) Si l'accusé reconnaît sa culpabilité et accepte la juridiction sommaire, la cour des petites sessions ou de police peut cependant statuer, sans renvoyer devant le jury.

douze voix ; le chef du jury appose alors sur l'acte d'accusation la formule : « not true bill » (acte non vrai), et, dans ce cas, le prisonnier est mis en liberté.

Devant le jury d'accusation, la procédure, qui avait été publique devant la cour des petites sessions, devient secrète. Tout se passe en dehors de la présence de l'accusé, et celui-ci n'est même pas représenté. Une seule pièce, l'acte d'accusation, est entre les mains du grand jury. Les noms des témoins à charge sont inscrits au dos de cet acte ; on reçoit leurs dépositions, mais sans qu'on puisse les comparer avec leurs précédentes déclarations et sans qu'il soit possible d'appeler d'autres témoins (1). « Cette procédure secrète devant le grand jury contraste singulièrement avec la publicité ordinaire dont aime à s'entourer la justice anglaise et produit en pratique des inconvénients nombreux qui la font justement critiquer » (2). — D'ailleurs, nous n'admettons pas que la juridiction d'instruction rentre dans les attributions d'un jury ; et cette imperfection de la procédure anglaise ne peut qu'aggraver encore les inconvénients résultant de l'institution d'un jury en matière d'accusation.

Disons, en terminant sur ce point, que lorsque le grand jury a prononcé la mise en accusation du prévenu, celui-ci est amené devant la cour qui doit le juger.

Le droit anglais n'est pas le seul qui confie au jury

(1) Remarquons, d'ailleurs, qu'aucun procès-verbal n'est dressé des dépositions faites devant le jury d'accusation.

(2) Glasson, *Institutions de l'Angleterre*, p. 752 et suiv.

d'accusation le droit d'apprécier les résultats de l'instruction préparatoire. L'Etat de New-York, en effet, possède, depuis le 1^{er} juin 1881, un code de procédure pénale nouveau, dont les dispositions rappellent, en général, la procédure usitée en Angleterre.

Le droit d'accusation y est confié au ministère public, auquel peut d'ailleurs se joindre la partie lésée. La mise en accusation est prononcée par le jury d'accusation ou grand jury, qui comprend douze membres ; c'est ce jury qui rédige l'acte d'accusation et le fait parvenir à la Cour compétente pour statuer définitivement sur l'application de la peine.

Il est bon de remarquer, toutefois, que la décision prise par le jury d'accusation peut être attaquée par l'accusé sous forme d'opposition dans les cas prévus par la loi. La Cour devant laquelle l'opposition est portée peut prononcer l'annulation pure et simple de la mise en accusation, ou ordonner que la question sera soumise de nouveau, soit au même jury, soit à un autre jury.

Nous avons examiné plus haut les critiques dont, en France, les jurys d'accusation furent l'objet ; nous les croyons bien fondées. Sans qu'il soit besoin de signaler à nouveau les inconvénients nombreux que présente le système des jurys d'accusation, contentons-nous de rappeler ici le défaut principal de cette institution : les jurés ne se rendent pas un compte exact de leur mission ; ils usurpent les fonctions des jurés de jugement en exigeant, non pas seulement des présomptions et des indices graves, mais bien des preuves de culpabilité.

Concluons : le soin de statuer sur les résultats de l'instruction doit être confié à des magistrats de l'ordre judiciaire, et nous allons dire maintenant que ces magistrats doivent être précisément ceux qui sont chargés de cette instruction préparatoire.

Section II

Décision rendue par les magistrats instructeurs

En France, le soin de rendre une décision sur les suites à donner à l'instruction préparatoire rentre précisément aujourd'hui dans les attributions de ceux-là mêmes qui ont dirigé cette instruction. Il y a là, à notre avis, un principe qu'il importe de soigneusement conserver. Il est conforme au vieil adage : *si judicas, cognosce*, et, en faisant l'historique des juridictions d'instruction, nous avons établi les raisons pour lesquelles il nous paraissait devoir s'imposer, par cela même que les critiques formulées contre les autres systèmes nous semblent exactes et justifiées. C'est ainsi que nous avons vu disparaître, en 1856, la Chambre du conseil, qui enregistrait trop souvent sans un examen sérieux les conclusions auxquelles le juge d'instruction avait abouti. En somme, le juge d'instruction dictait sa solution, et cependant sa responsabilité morale se trouvait à couvert. Il y avait là évidemment un vice d'organisation que le législateur de 1856 a supprimé avec raison ; et la transmission au juge d'instruction des pouvoirs qu'avait la Chambre du conseil, loin d'avoir diminué les garanties des inculpés, les aurait plutôt augmentées « en

rendant le juge plus sévère sur la valeur des preuves destinées à justifier sa décision aux yeux de sa propre conscience (1) ».

Il est actuellement question, il est vrai, de rétablir la Chambre du conseil, mais il est essentiel de bien se rendre compte de la portée qu'aurait aujourd'hui un semblable rétablissement. La chambre du conseil serait, en effet, réorganisée sur des bases toutes nouvelles. Le juge d'instruction n'en serait pas membre : « elle aurait, dit M. Laborde (2), le rôle d'un arbitre entre toutes les parties en cause y compris le juge, et elle procéderait au règlement de la procédure. »

« La Chambre du conseil d'instruction, dit l'art. 136 du projet du gouvernement de 1879, est composée de trois juges et du greffier. Le jugé qui a instruit l'affaire ne peut jamais prendre part à la délibération. » Et l'article 138 du même projet porte que « la chambre du conseil est saisie *au cours de l'information*, dans les cas prévus par la loi, soit par le juge d'instruction (3), soit par le ministère public (4), soit par la partie civile ou l'inculpé (5). » — Or,

(1) Guillot, *Principes du nouveau Code d'instruct. crim.*, p. 228.

(2) P. 618.

(3) Dans l'hypothèse de l'art. 99 du projet (mandat d'amener), et des art. 104 et 131 (interdiction de communiquer).

(4) S'il s'agit d'une désignation d'experts (art. 54), ou d'une demande de mise en liberté provisoire (art. 107) : notons qu'en cette matière la chambre du conseil serait compétente seulement depuis le mandat d'amener jusqu'à l'ordonnance qui dessaisit le juge d'instruction.

(5) Par application des articles 104, 107, 124 (refus de confrontation) et 154 (dommages-intérêts accordés au prévenu si la partie civile succombe dans l'opposition qu'elle a faite au cours de l'instruction),

ces hypothèses dans lesquelles la chambre du conseil aurait à intervenir se rapportent toutes à des incidents ne pouvant survenir qu'*au cours de l'information* ; il reste donc certain que, comme par le passé, on ne pourrait appeler des ordonnances de clôture que devant la chambre des mises en accusation.

On voit, par ce rapide exposé des réformes projetées, que le rétablissement de la chambre du conseil n'est pas un retour aux anciens principes, et que si cette chambre peut, au cours de l'instruction préparatoire, garantir plus efficacement les intérêts des parties en cause, notamment ceux de l'inculpé, le magistrat instructeur n'en conserve pas moins, lorsque l'instruction est terminée, les pouvoirs qu'il a actuellement en tant que juridiction d'instruction.

La réforme projetée n'infirmé donc en rien nos conclusions sur ce point.

Toutefois, les diverses législations pénales des pays étrangers sont, en général, loin d'admettre des solutions analogues à celles formulées par notre droit français actuel.

Nous avons vu, tout d'abord, comment cette question était réglée dans les pays qui possèdent des jurys d'accusation ; nous n'avons donc pas à y revenir.

Il existe, en second lieu, des législations dans lesquelles les juridictions d'instruction n'apparaissent pas nettement. Là, très souvent, les juridictions de jugement sont directement saisies par le ministère public ou par l'accusateur privé.

Le code d'instruction criminelle autrichien de 1873 con-

sacre ce système. Il est de principe, en Autriche, que l'accusateur est maître de son action ; aussi ne convenait-il pas de faire dépendre l'exercice de cette action d'une décision judiciaire préalable. Mentionnons les dispositions essentielles de la procédure autrichienne des mises en accusation :

Lorsqu'il s'agit d'un crime dont la cour d'assises doit connaître, la mise en accusation doit être précédée d'une instruction (art. 91). La clôture de cette instruction est notifiée au ministère public par la communication du dossier ; et le ministère public doit, dans les huit jours de la réception, déposer l'acte d'accusation (1) entre les mains du juge d'instruction, ou renvoyer les pièces en déclarant qu'il n'y a pas lieu de poursuivre (article 112). L'accusateur privé est également informé de la clôture de l'instruction, et mis en demeure de déposer l'acte d'accusation dans les quinze jours, avec avertissement que, passé ce délai, l'accusation sera tenue pour retirée (article 112).

Lorsqu'il ne s'agit pas de crimes de la compétence de la cour d'assises, le ministère public ou l'accusateur privé (2) apprécie s'il y a lieu ou non de requérir une instruction (art. 91).

En somme, l'accusateur saisit lui-même, directement, par l'acte d'accusation qu'il rédige, la juridiction de jugement. Aucune juridiction d'instruction n'intervient, et il y a là, selon nous, une lacune profonde (3). Nous nous

(1) L'acte d'accusation a une très grande importance : car c'est lui qui fixe les chefs d'accusation (article 267).

(2) Code d'instr. crim. autrichien (trad. Bertrand et Ch. Lyon-Caen).

(3) Nous verrons toutefois que l'acte d'accusation n'a pas, en Autriche, un caractère absolument définitif.

proposons, d'ailleurs, d'insister plus loin sur cette idée que les juridictions d'instruction doivent avoir une organisation puissante, autant dans l'intérêt de la société que dans celui des inculpés.

Le système de l'accusation directe est spécial à la procédure autrichienne, et la plupart des Codes reconnaissent à la juridiction d'instruction une légitime importance.

Un certain nombre de législations ont conservé la chambre du conseil telle que l'organisait notre Code d'instruction criminelle : la Belgique, l'Italie, la Suisse, présentent cette particularité, qui s'explique historiquement, dans une certaine mesure, par ce fait que ces pays étaient, au moins en partie, sous la domination française au commencement du XIX^e siècle, à l'époque où notre Code a été promulgué. Toutefois, ces Etats ont apporté à l'organisation de la procédure criminelle, telle qu'elle fut établie en 1808, des modifications plus ou moins profondes.

La Belgique applique le système français antérieur à 1856. La chambre du conseil y a par conséquent les mêmes pouvoirs que ceux qu'elle possédait en France avant cette date. Mais il est bon de remarquer que, depuis 1874, la décision de renvoi rendue par cette chambre doit être basée sur l'opinion *de la majorité* de ses membres. Auparavant l'avis d'un seul d'entre eux suffisait pour que le renvoi fût ordonné. Cette décision a pour effet de rendre moins omnipotent le rôle du juge d'instruction (1).

(1) Rappelons qu'en Belgique le droit de correctionnalisation est

La chambre du conseil existe aussi en Italie, avec des attributions analogues à celles que cette juridiction avait chez nous avant la réforme apportée à notre législation criminelle en 1856.

Le canton de Genève possède un code d'instruction pénale, en date du 25 octobre 1884, qui coordonne de nombreuses lois particulières ayant successivement modifié le code d'instruction criminelle français que notre domination introduisit à Genève. C'est la « chambre d'instruction » qui, dans la procédure helvétique, remplit le rôle de juridiction d'instruction. La mise en accusation a lieu, après une instruction qui peut même être contradictoire s'il y a demande formelle de l'une des parties (articles 61 à 67), en vertu d'une ordonnance rendue publiquement par la chambre d'instruction à la suite d'un débat également contradictoire (articles 180, 184, 189). Cette ordonnance de mise en accusation détermine et limite l'accusation portée devant la Cour d'assises.

Nous avons à rechercher aussi, pour compléter cette étude de droit comparé, à qui le pouvoir juridictionnel a été confié, en matière d'instruction, par la législation allemande récente, législation qui, on peut le dire, n'a pas directement subi l'influence du droit pénal français.

En Allemagne, il y a une Chambre du conseil. — La Chambre criminelle de chaque tribunal régional a, en

admis. Par suite, la chambre du conseil peut constater les excuses ou les circonstances atténuantes, dans le but de renvoyer un crime devant le tribunal correctionnel, ou un délit devant un tribunal de police.

effet, deux ordres d'attributions : elle est à la fois Chambre du conseil et tribunal de jugement. « Les Chambres criminelles, dit l'article 72 du Code d'organisation judiciaire allemand (1), sont compétentes pour rendre toutes les décisions qui concernent l'instruction et ses suites, lorsque ces décisions sont du ressort du tribunal, d'après les prescriptions du Code de procédure pénale (2) ».

L'instruction terminée, le juge qui la dirige dépose le dossier entre les mains du ministère public ; celui-ci le transmet au tribunal qui, après avoir pris connaissance des charges relevées contre l'inculpé, statue sur la suite à donner au procès, renvoie l'inculpé devant le tribunal compétent, le met hors de cause, ou suspend la procédure (article 196 du Code de procédure pénale allemand).

Le décret de renvoi qui met l'inculpé en accusation devant le tribunal criminel est l'acte capital de la procédure préparatoire, qu'il clôture. C'est lui qui donne aux faits leur dernière qualification et sert de point de départ aux débats et de base au jugement (3). — Notons qu'en même

(1) Promulgué le 27 janvier 1877, trad. Dubarle.

(2) « Le tribunal régional peut ordonner l'ouverture de la procédure principale devant les tribunaux compétents, de quelque degré que ce soit, excepté devant le tribunal de l'Empire. Si le tribunal régional reconnaît que la compétence appartient au tribunal de l'Empire, il doit lui transmettre les pièces, par l'intermédiaire du ministère public, afin qu'il statue lui-même » : article 207 du Code de procédure pénale allemand promulgué le 1^{er} février 1877, trad. F. Daguin.

(3) « Le tribunal n'a pas à indiquer dans ce décret les moyens de preuve, non plus qu'à résumer les données de l'information » (article 198).

« Le décret n'a pas non plus besoin d'être motivé, sauf cependant en ce qui concerne le rejet des conclusions de l'inculpé contre l'ouverture de la procédure principale » (article 199).

temps qu'elle rend son décret de renvoi, la Chambre criminelle, statuant toujours comme Chambre du conseil, a le devoir de décider d'office si la détention préventive doit être ordonnée ou maintenue (article 205).

L'accusé n'a aucun recours contre le décret qui prescrit l'ouverture de la procédure principale et qui prononce la mise en accusation (art. 209). Il y a là dérogation au principe qui ouvre un pourvoi contre tout décret rendu par les tribunaux. Mais cette dénégation au prévenu du droit de se pourvoir n'est pas particulière au droit allemand, et nous savons qu'en France l'inculpé ne peut faire opposition aux ordonnances de clôture rendues par le juge d'instruction. Nous nous demanderons d'ailleurs bientôt s'il n'y aurait pas lieu d'accorder à l'inculpé le droit de former opposition à ces ordonnances finales.

Quant au ministère public et à l'accusateur privé, ils peuvent exercer un recours immédiat contre le décret qui refuse de prononcer l'ouverture de la procédure principale, ou qui renvoie l'affaire à une juridiction d'un degré inférieur, contrairement à leurs conclusions (art. 209 § 2, 430, 437, 441).

Terminons cet examen comparé des diverses législations qui admettent la juridiction des chambres du conseil, en étudiant le rôle du tribunal espagnol, en tant qu'il statue comme juridiction d'instruction.

L'instruction est close, en Espagne, par une ordonnance du juge, qui est signifiée au plaignant et communiquée au ministère fiscal (art. 622 et 623 du code de procédure

pénale espagnol (1). Puis le dossier est remis au tribunal, et celui-ci ordonne, soit la continuation de l'information, soit l'ouverture du jugement oral, ou déclare qu'il n'y a pas lieu à suivre (art. 630 à 633).

Lorsque le tribunal a prononcé l'ouverture du débat oral, le dossier est communiqué au ministère fiscal et à l'accusateur privé, s'il y en a un, pour que, dans le délai de cinq jours, ils *qualifient* les faits par écrit (art. 649 et 651). Le prévenu et les personnes civilement responsables reçoivent communication des pièces, et, dans les cinq jours qui suivent, présentent leurs conclusions en défense (art. 652).

Si la peine encourue est correctionnelle, et si le prévenu ne conteste pas la qualification, le tribunal juge sans délai, et ne peut prononcer une peine supérieure à celles visées dans les réquisitions. Au contraire, s'il s'agit d'une peine plus grave à appliquer, ou si la qualification est contestée par le prévenu, il appartient au tribunal de déclarer si la qualification est définitive, d'examiner les preuves, de retenir celles qui lui paraissent pertinentes, et de rejeter les autres ; enfin, de fixer le jour de l'ouverture des débats (art. 659).

Remarquons qu'après l'administration des preuves, les parties poursuivantes peuvent modifier les conclusions du réquisitoire et les qualifications par elles dressées. Elles formulent alors par écrit leurs conclusions nouvelles qu'elles remettent au président du tribunal (article 732). D'autre part, si le tribunal estime qu'il y a eu erreur dans

(1) Promulgué le 14 septembre 1882.

la qualification, il peut inviter l'accusation et la défense à examiner si elles ont bien qualifié le fait (article 733). — L'appréciation du tribunal ne pourra porter, en effet, que sur les faits qui lui auront été soumis, et tels qu'ils lui auront été soumis par la qualification soit originaire, soit rectifiée (article 742).

Ce pouvoir donné, dans l'article 733, au tribunal d'inviter les parties à modifier leurs conclusions, est spécial à la procédure pénale espagnole; c'est pourquoi il était, à notre avis, intéressant de le signaler.

Section III

Des deux degrés de Juridiction

Nous avons admis jusqu'ici, d'une part, que le soin de statuer sur les suites à donner à l'instruction préparatoire devait être confié à des magistrats de l'ordre judiciaire, et, d'autre part, que les magistrats instructeurs eux-mêmes devaient faire fonction de juridiction d'instruction.

Un troisième point nous reste à examiner: La décision rendue par le juge instructeur doit-elle être définitive? Le législateur français a répondu négativement, et nous tenons pour exacte cette solution.

Il est, en effet, possible, tout d'abord, que la décision à laquelle le juge d'instruction s'est arrêté semble, à l'une des parties en cause, illégale ou inexacte. Le ministère public peut estimer, par exemple, que l'inculpé est coupable, alors que le juge d'instruction déclare qu'il n'y a pas lieu de

suivre. La société ne serait pas suffisamment protégée si aucun recours ne pouvait intervenir contre la solution que le juge instructeur a cru devoir adopter.

Il peut arriver aussi que les intérêts civils de la partie plaignante soient lésés par l'ordonnance que rend le magistrat instructeur. Il ne faut pas que les droits, subsidiaires peut-être mais certainement dignes d'intérêt, de cette partie civile, soient sacrifiés. Il est donc indispensable, dans ce cas encore, qu'un recours soit organisé contre une semblable ordonnance.

Ainsi, dans ces hypothèses et dans d'autres analogues, il est, à notre avis, nécessaire qu'un tribunal d'appel puisse être appelé à statuer sur les recours exercés contre les décisions du juge d'instruction.

Certaines infractions, en raison de leur gravité, emportent des conséquences pénales considérables. Avant que les juridictions de jugement aient à connaître de ces infractions, il est bon, tant dans l'intérêt supérieur de la justice que dans l'intérêt personnel de l'inculpé lui-même, qu'il soit fait un examen très approfondi des charges qui pèsent sur cet inculpé. Il est équitable d'exiger, pour pouvoir ordonner l'ouverture du débat public qui présente un caractère toujours pénible et souvent déshonorant, que l'on soit, nous ne disons pas certain de la culpabilité de l'auteur présumé de l'infraction, mais du moins à peu près convaincu de cette culpabilité.

Et, dans cet ordre d'idées, nous devons signaler, à une époque toute récente, la circulaire suivante qui semble bien s'inspirer des considérations que nous venons de faire

valoir : « Lorsque la procédure est terminée, je ne saurais trop vous recommander de veiller à ce que les affaires où l'instruction n'a pas établi des charges certaines ne soient pas portées devant la Cour d'assises. Les réquisitions de vos substituts et les vôtres, dans toute affaire où la culpabilité soulève des doutes, doivent tendre à ce que le juge d'instruction ou la chambre des mises en accusation, au lieu de s'en remettre au jury du soin de se prononcer, assument en ce cas la responsabilité du règlement de la procédure par une décision de non-lieu (1). »

Or l'examen des charges, au cas d'infraction grave, par deux degrés successifs de juridiction, sera la meilleure garantie de justice pour l'inculpé ; en outre la juridiction d'instruction étant organisée très fortement, la décision qu'elle rendra aura une influence d'autant plus grande sur la juridiction de jugement, car la présomption de culpabilité sera plus forte. Nous estimons donc que le double rouage composé du juge d'instruction et de la Chambre des mises en accusation, celle-ci statuant soit comme juge d'appel, soit comme juge de second examen, doit être conservé.

Dans quelle mesure ces principes sont-ils admis par les principales législations étrangères ?

Dans certains pays, nous l'avons vu, le régime français antérieur à 1856 est toujours en vigueur. La Belgique et

(1) Circulaire du Ministre de la Justice aux procureurs généraux, 20 février 1900 (*Lois Nouvelles*, 1^{er} juillet 1900, 3^e partie, p. 238).

l'Italie sont dans ce cas : leurs Codes prévoient donc deux degrés dans la juridiction d'instruction et reconnaissent à la juridiction du second degré le droit de rendre une décision d'appel, et de se livrer à un second examen au cas d'infraction grave.

Les Pays-Bas appliquent aussi le système de la juridiction à deux degrés. Le nouveau Code de procédure pénale néerlandais, qui date de 1886, consacre d'ailleurs sur la mise en accusation et la situation de l'accusé à peu près les mêmes principes que notre législation française actuelle (1).

Il y a également double degré de juridiction en Hongrie, mais le second degré n'intervient qu'au cas où le prévenu soulève des objections contre l'acte d'accusation. Le second examen n'y a donc pas lieu de plein droit.

La procédure pénale hongroise n'est codifiée que depuis le 1^{er} janvier 1900. Elle n'était régie auparavant que par l'usage et par des pratiques judiciaires modelées sur l'ancienne procédure autrichienne, et, par conséquent, se trouvait peu en harmonie avec la législation pénale actuelle. Indiquons rapidement celles des dispositions du nouveau Code qui nous intéressent.

L'accusateur est, en principe, le ministère public, et la

(1) Remarquons toutefois qu'en Hollande il y a confusion des crimes et délits et réduction des infractions punissables à deux catégories : délits et contraventions. Cette réforme entraîne la communauté et l'unité de juridiction pour les infractions constituant chez nous des crimes et des délits; puisque le jury de jugement ne fonctionne pas en Hollande, il n'y a pas en effet intérêt à distinguer entre les crimes et les délits.

loi sur la mise en vigueur du Code de procédure pénale (articles 9 et 14) institue des commissaires du ministère public, près de chaque tribunal de district. Dans les cas d'injures, de diffamation, de lésion corporelle légère, de violation de domicile, de dommage à la propriété mobilière ou immobilière d'autrui, la partie lésée agit comme accusateur privé principal (article 41 du Code de procédure pénale hongrois). Dans tous les autres cas, la partie lésée agit comme accusateur privé subsidiaire, si le procureur du Roi n'a pas formulé d'accusation ou s'il conclut à une ordonnance de non-lieu.

Le dossier est transmis au tribunal de district, qui l'examine, sans audition des parties, et prononce sur la question de renvoi ou de citation directe. Si le prévenu présente des objections au sujet de l'acte d'accusation du ministère public, elles donnent lieu à un débat contradictoire devant la Chambre des mises en accusation (1).

C'est dans cette hypothèse seulement que le second degré de juridiction d'instruction a à se prononcer.

En étudiant les attributions de la Chambre du conseil, en Allemagne, nous avons vu que la décision rendue par cette Chambre était définitive, au moins en ce qui concerne le prévenu. A l'égard de l'inculpé, la procédure allemande n'admet donc qu'un seul degré de juridiction. Au contraire, le ministère public et l'accusateur privé peuvent, rappelons-le, former un pourvoi immédiat contre

(1) E. de Balogh, conseiller à la Table royale de Budapest, *La législation criminelle en Hongrie* (*Revue pénitentiaire*, mai 1900, p. 789 et s.).

le décret refusant de prononcer l'ouverture de la procédure principale ou renvoyant l'affaire à une juridiction d'un degré inférieur, contrairement à leurs conclusions (article 209 § 2).

Nous n'avons pas à revenir ici sur les pouvoirs donnés au tribunal espagnol, et à la Chambre d'instruction helvétique, pouvoirs qui permettent à ces juridictions de statuer sur les résultats de l'instruction préparatoire. Bornons-nous, par suite, à signaler que ces pays ont attribué à un tribunal unique les fonctions de la juridiction d'instruction.

Il n'y a lieu de rendre, en Russie (1), une décision judiciaire sur l'instruction, que dans le cas où l'infraction commise peut entraîner la privation totale ou partielle des droits civiques. Dans cette hypothèse, en effet, la juridiction de jugement sera le tribunal d'arrondissement jugeant *avec le concours du jury*, et le législateur russe a pensé qu'en raison de l'importance de la peine applicable par le tribunal de répression il était préférable de soumettre tout d'abord les charges à l'examen préalable d'une juridiction d'instruction.

En conséquence, si l'on se trouve en présence d'une semblable infraction, l'acte d'accusation est soumis avec le dossier au procureur de la Cour, qui transmet le tout à

(1) L'organisation judiciaire et la procédure pénale de la Russie sont réglées par les Codes du 20 novembre 1864.

la Cour, et celle-ci rend un arrêt soit de mise en accusation soit de non-lieu (1).

Dans les autres hypothèses, aucune décision de juridiction d'instruction n'intervient.

Les législations que nous venons d'examiner admettent toutes, en principe, la nécessité de clore l'instruction par un véritable jugement. Elles donnent à la juridiction chargée de statuer une importance plus ou moins grande, mais elles ne diffèrent, en somme, que sur la question d'organisation.

En Autriche, au contraire, il n'y a pas, en principe, de juridiction d'instruction, et nous avons vu plus haut que l'accusateur public et l'accusateur privé y renvoyaient directement l'accusé devant la juridiction de jugement. Toutefois nous devons reconnaître que l'acte d'accusation qui, dans ce pays, saisit, par la seule volonté de l'accusateur, les tribunaux de répression, n'a pas un caractère absolument définitif : des garanties sont données contre l'abus des poursuites téméraires.

L'accusé peut, en effet, se pourvoir contre l'acte d'accusation par voie d'opposition (article 208 du code d'instruction criminel autrichien) (2). Cette opposition est portée devant la Cour de seconde instance, qui statue en audience *non* publique, après avoir entendu le procureur général

(1) Dans les affaires criminelles dont le jugement appartient au tribunal d'arrondissement jugeant *sans le concours du jury*, l'instruction préliminaire une fois terminée et le dossier transmis au procureur, celui-ci soumet directement au tribunal ce dossier avec l'acte d'accusation.

(2) Promulgué en 1873 (trad. E. Bertrand et Ch. Lyon-Caen).

(article 210). Pour éviter tout préjugé défavorable à l'accusé, si la Cour admet l'accusation et rejette l'opposition, sa décision doit être motivée de façon à ne pas préjuger la décision du tribunal qui connaîtra du fond de l'affaire (article 215) ; et il n'en est pas donné lecture à l'audience, sauf pour les parties qui sont favorables à l'accusé en écartant certains chefs d'accusation (article 244).

Cette faculté d'opposition, accordée à l'inculpé, est assurément une atténuation apportée à l'imperfection générale du système autrichien ; mais les critiques que nous avons formulées plus haut contre ce régime n'en subsistent pas moins. La procédure autrichienne applique, en effet, un principe diamétralement opposé à celui consacré par la législation française, et nous avons déclaré, dès le début de cette étude comparée, que nous approuvions l'organisation des juridictions d'instruction telle qu'elle existe en France.

CHAPITRE II

FONCTIONNEMENT DES JURIDICTIONS D'INSTRUCTION

Nous avons exposé dans le précédent chapitre les principes qui régissent l'organisation des juridictions d'instruction ; nous avons vu qu'en France trois règles générales sont actuellement en vigueur : 1° des magistrats de l'ordre judiciaire statuent ; 2° la décision est rendue par celui-là même qui a fait l'instruction ; 3° il existe une seconde juridiction qui permet de recourir contre les décisions du juge d'instruction ou d'examiner à nouveau les charges quand il y a infraction grave. Ce système, avons-nous dit, nous paraît remplir toutes les conditions auxquelles, dans l'intérêt des diverses parties en cause, doit être subordonnée la marche de la procédure pénale.

Après avoir ainsi approuvé cette organisation, demandons-nous si le fonctionnement pratique de ses divers rouages présente des garanties telles qu'il soit à l'abri de toute critique. Nous devons reconnaître qu'il existe ici de grandes défauts et que des réformes s'imposent.

Nous étudierons d'abord les vices qui nous semblent devoir être relevés au cours de la procédure de l'instruction préparatoire devant le juge d'instruction, en nous occupant

surtout, bien entendu, de la décision à intervenir sur celle-ci. En second lieu, la procédure suivie devant la Chambre des mises en accusation sera l'objet d'un examen analogue.

Section I

Fonctionnement devant le Juge d'instruction.

Devant le juge d'instruction, on peut concevoir que trois personnes aient à remplir un rôle bien distinct.

Le ministère public représente la société. Maître à peu près exclusif de l'action publique, il surveille l'instruction, la facilite en faisant exécuter les ordonnances du juge, et, lorsque les opérations sont terminées, prend, au nom du corps social, des conclusions sur lesquelles intervient l'ordonnance de clôture. De ses pouvoirs, de son rôle, nous n'avons rien à dire ; la société est ici très suffisamment armée.

L'inculpé, de son côté, doit avoir, au point de vue des intérêts de sa défense, toute latitude. Nous l'avons dit, il importe, si sa culpabilité n'est pas très probable, de ne pas provoquer un débat public. Il faut donc lui permettre de discuter les charges qui pèsent sur lui, de répondre aux témoignages, aux expertises, etc... par d'autres moyens de preuve tendant à établir son innocence ; il faut, en d'autres termes, que la décision qui va être rendue par le juge d'instruction le soit sur un débat contradictoire.

Depuis la loi du 8 décembre 1897, ce résultat est acquis, du moins en fait, puisque l'inculpé a connaissance de toute la procédure (1). Les critiques que nous aurions pu formuler contre la législation antérieure n'ont donc plus raison d'être.

Reste la partie civile. — La partie lésée par l'infraction commise a, en ce qui concerne ses intérêts privés, avantage certain à ce que les poursuites aboutissent. Pour s'assurer la réparation pécuniaire à laquelle elle a droit, elle s'est constituée partie civile, supposons-le, dès le début de l'instruction.

Nous n'avons pas, d'ailleurs, à rechercher ici s'il y aurait lieu de la faire participer d'une manière plus directe à l'exercice de l'action publique elle-même ; mais, en ne considérant que la protection de ses intérêts privés, nous devons constater qu'avec la procédure actuelle qui se déroule devant le juge d'instruction, cette protection est insuffisante. Nous pensons qu'à ce point de vue il serait désirable qu'une réforme fût introduite dans le sens de l'extension des droits de la partie civile au cours de l'instruction préparatoire et au moment où le juge va rendre sa décision. Toutes les fois, croyons-nous, que la partie civile aurait intérêt, en ce qui concerne la réparation pécuniaire, à connaître un acte quelconque de la procédure d'instruction, cet acte devrait lui être officiellement communiqué. En un mot, la partie civile devrait être liée, à la

(1) Notons cependant qu'il n'assiste pas aux dépositions des témoins, dépositions qu'il ne connaît que la veille de chacun de ses interrogatoires.

procédure d'instruction, d'une manière beaucoup plus intime qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Et c'est surtout au moment où le juge va statuer qu'il devrait en être ainsi. Il y aurait lieu, à notre avis, de communiquer à ce moment à la partie civile tout le dossier de l'instruction, afin qu'elle pût prendre, en connaissance de cause, avant que le jury ne se prononçât, des conclusions tendant à la préservation de ses intérêts privés.

Certes, dans notre législation actuelle, la partie civile n'est pas dénuée de tout recours. Quand ses intérêts civils sont lésés, elle peut, nous l'avons vu, faire opposition. Mais nous pensons qu'il vaudrait mieux garantir ses intérêts tout d'abord plus efficacement, plutôt que de les léser faute de l'avoir entendue, en lui permettant ensuite de recourir.

En somme, le juge d'instruction ne devrait statuer qu'après avoir pris connaissance des prétentions et des moyens invoqués contradictoirement : 1° par le ministère public, pour la protection des intérêts de la société; 2° par l'inculpé, pour l'intérêt de sa défense; 3° par la partie civile, pour la conservation de ses intérêts privés. Le système ainsi serait complet, au moins en ce qui concerne la procédure devant la juridiction d'instruction du premier degré, et l'évolution commencée en 1897 serait terminée.

Section II

Fonctionnement devant la Chambre des mises en accusation

La chambre des mises en accusation est, d'une part,

au cas d'infraction grave, chargée de statuer après un nouvel examen sur les présomptions de culpabilité, et, d'autre part, juge d'appel des ordonnances rendues par le juge d'instruction.

Nous avons admis qu'il était bon que le législateur eût confié la première de ces missions à la chambre d'accusation ; nous n'avons donc pas à revenir sur ce point. Mais, nous plaçant au second point de vue, il nous faut rechercher si le droit d'opposition, tel qu'il fonctionne aujourd'hui, donne bien satisfaction à toutes les exigences. Nous croyons qu'il n'en est rien, et qu'il y a lieu, par conséquent, d'étendre le droit de faire opposition.

On sait que, dans la limite de leurs intérêts respectifs, le ministère public et la partie civile peuvent former opposition contre les ordonnances de clôture. Occupons-nous donc seulement de l'inculpé.

D'une manière générale, on peut dire qu'en ce qui concerne les ordonnances finales rendues par le juge d'instruction, l'inculpé n'a pas, aujourd'hui, le droit d'opposition. Nous pensons qu'en principe ce droit doit lui être accordé. Puisqu'on lui reconnaît le droit et qu'on lui donne les moyens, depuis 1897, de discuter les charges qui pèsent contre lui, il semble rationnel de lui permettre de recourir contre la décision que le juge d'instruction rend sur l'ensemble de ces charges. Si la loi pénale trace au magistrat instructeur une ligne de conduite dont il ne doit pas s'écarter, si elle édicte des règles de procédure qu'il est obligé de suivre, il paraît équitable d'autoriser

l'inculpé à former un pourvoi contre la solution donnée par le juge qui ne s'est pas conformé à ces règ'es.

Mais dans quelle mesure doit-on donner à l'inculpé le droit de recourir contre les ordonnances du juge ?

Rationnellement, il faudrait traiter l'inculpé et la partie publique sur le pied de l'égalité absolue, et permettre à cet inculpé de former opposition dans tous les cas où un semblable recours peut être exercé par le ministère public. « On a, dit M. Laborde (1), commis à l'égard du prévenu une grave injustice, en lui refusant d'attaquer l'ordonnance qui le renvoie devant une juridiction de jugement. On a dit que cette ordonnance ne compromettait rien, parce que les mêmes moyens que le prévenu aurait produits en appel devant la Chambre des mises en accusation pouvant être développés par lui devant les tribunaux correctionnels ou de police, sa mise en jugement ne lui faisait rien perdre. Mais il a un *intérêt moral* dont on n'a point tenu compte : celui d'éviter une discussion publique sur des faits que la justice pénale n'a point le droit de connaître, n'ayant pas celui de les punir ».

Un point, cependant, fait difficulté : c'est celui qui concerne l'appréciation des charges. Y a-t-il lieu d'accorder à l'inculpé le droit de former opposition en basant celle-ci sur ce fait que, d'après cet inculpé, les charges sont qualifiées inexactement ? Les projets de réforme sur ce point ont mis à part ce cas particulier de recours et n'ont pas cru devoir autoriser le prévenu à baser sur une inexacte qua-

(1) *Cours de dr. crim.*, p. 624.

lification des faits délictueux son appel devant la chambre des mises en accusation.

On peut toutefois hésiter. Supposons, par exemple, qu'un juge d'instruction, en omettant sciemment la circonstance d'effraction qui accompagnait un vol, renvoie l'inculpé devant le tribunal correctionnel. Assurément, si le prévenu croit avoir intérêt à se faire juger par le jury, il aura la faculté d'opposer devant le tribunal l'exception d'incompétence, et arrivera ainsi au résultat qu'il veut obtenir. Mais il pourra se heurter à des difficultés de procédure, et, en tous cas, certainement à des lenteurs. Par suite, il serait peut-être plus simple de lui permettre directement de faire tomber l'ordonnance de renvoi du juge d'instruction, et de se faire renvoyer devant la cour d'assises par la chambre d'accusation.

Certes, ces raisons ont leur valeur, mais elles ne nous semblent pas absolument péremptoires. « Sans doute, dirons-nous avec le rapporteur de la Commission du Sénat, le prévenu a un grand intérêt à éviter une comparution devant un tribunal correctionnel, mais ce serait ouvrir la porte aux appels dilatoires et retarder par l'encombrement la solution d'affaires dans lesquelles la rapidité de la répression est souvent aussi utile que la peine elle-même. Il n'est pas d'ailleurs certain que le prévenu tirerait toujours profit de la décision d'une juridiction supérieure, rendue après débat oral, dont le préjugé aurait une nécessaire influence sur le tribunal (1) ».

Nous ferons donc, avec le projet de loi sur l'instruction

(1) *Journal officiel*, 1882, Sénat, annexes 2, n° 63, p. 119.

criminelle, une distinction entre l'opposition fondée sur l'appréciation des charges et celle basée sur les autres cas de recours qui peuvent être invoqués par le prévenu. Nous refuserons l'exercice du pourvoi, dans la première hypothèse ; nous l'admettrons, dans la seconde. — En conséquence, lorsqu'en dehors de l'examen des charges la poursuite soulèvera des questions de droits susceptibles d'écarter la prévention, nous accorderons à l'inculpé le droit à les faire vider par la Cour, avant d'être exposé à un débat public. Conformément à ces principes, l'article 160 § 3 du projet de Code d'instruction criminelle (projet du Sénat) dispose que « l'inculpé peut interjeter appel des ordonnances du juge d'instruction dans les cas suivants : 1° pour cause d'incompétence ; 2° si le fait n'est pas prévu et puni par la loi ; 3° si l'action publique est éteinte ; 4° si une nullité a été commise au cours de l'instruction (1) ».

Supposons maintenant que, soit pour second examen, soit pour connaître d'une opposition, dont nous voudrions voir élargir l'exercice dans les limites qui précèdent, la chambre des mises en accusation ait été saisie. Devrons-nous approuver les règles de procédure que doit suivre

(1) Remarquons que l'appel pour nullité d'un acte de procédure, qui figure dans cette énumération, est admis, d'après la législation projetée, même lorsque, saisie aux termes de l'article 145 du projet de Code, la Chambre du conseil (nouveau régime) a statué antérieurement sur l'acte dont la nullité est demandée. La Chambre du conseil n'a en effet, ordonné que par provision l'exécution d'une ordonnance préparatoire. L'ordonnance de clôture n'en est pas moins viciée par la nullité d'un des actes qui l'ont précédée.

aujourd'hui cette chambre pour arriver à formuler sa décision ? Assurément non.

Le fonctionnement de la chambre des mises en accusation est d'ailleurs depuis longtemps l'objet de critiques justifiées : « Le rôle de ces chambres, disait en 1882, M. Dauphin, dans son rapport sur le projet de Code d'instruction criminelle, est singulièrement effacé. Saisies par le procureur général à la veille de l'ouverture des sessions d'assises, éclairées par une lecture non raisonnée des pièces dans la bouche d'un greffier ou par le rapport sommaire d'un substitut, condamnées à statuer rapidement après un délibéré d'autant moins sérieux que l'affaire est plus compliquée, elles se bornent le plus souvent à apprécier par un coup d'œil d'ensemble la physionomie générale de la poursuite ; et leurs arrêts, comme autrefois les jugements des chambres du conseil, dégénèrent en une formalité où les erreurs de fait ou de qualification ne sont pas toujours rectifiées (1). »

D'après la législation actuelle, en effet, la chambre des mises en accusation statue simplement sur le rapport et les réquisitions du procureur général. La partie civile, l'inculpé, et les témoins ne paraissent pas. Il est seulement permis à la partie civile et au prévenu de fournir tels mémoires qu'ils estimeront convenables, sans que le rapport puisse être retardé. On pouvait, à la rigueur, s'expliquer l'existence d'une telle procédure, bien qu'elle soit manifestement insuffisante à sauvegarder les droits de la défense, à l'époque où l'instruction était encore secrète. De-

(1) *Journal officiel*, 1882, Sénat, *Annexes* 2, n° 63, p. 120.

puis 1897, elle n'a plus sa raison d'être, puisque le défenseur a maintenant ses entrées dans le cabinet du juge d'instruction : « Entre la procédure orale de la Cour d'assises et la procédure contradictoire suivie aujourd'hui devant le juge d'instruction, quelle autorité peut avoir cette juridiction mystérieuse qui prend, affranchie de tout contrôle, les résolutions les plus graves, et n'entend ni le rapport d'un conseiller, ni la parole d'un défenseur ? (1) ».

La chambre des mises en accusation est un véritable degré de juridiction, écrivait le rapporteur du projet de loi sur l'instruction criminelle voté par le Sénat en 1882. Elle rend un arrêt qui crée la présomption de culpabilité et qui pèsera sur le verdict. Elle ouvre la procédure principale de la cour d'assises à un accusé qui peut y trouver, à côté de l'examen consciencieux des charges, les entraînements auxquels est exposée toute justice populaire. C'est là que la méthode contradictoire s'impose avec tous ses droits.

D'ailleurs, le projet de réforme actuel sur l'ensemble de la procédure criminelle reconnaît déjà la nécessité du débat oral devant la chambre du conseil, qu'il réorganise sur des bases nouvelles. Or, nous l'avons vu, cette chambre n'aurait à statuer que sur des détails de la procédure. Il nous paraît donc rationnel d'accorder à l'inculpé le bénéfice du débat contradictoire devant la chambre des mises en accusation puisque la procédure y est jugée dans son entier, en la forme et au fond, et que les décisions de cette

(1) *Exposé des motifs du projet de loi de M. Jean Cruppi, député : Journal Officiel*, 7^e législature, n° 1014.

juridiction peuvent entraîner pour lui des conséquences graves.

Une amélioration s'impose sur ce point, amélioration réclamée déjà depuis de longues années, et Faustin-Hélie exprimait ainsi son opinion à ce sujet : « La loi a permis la défense devant la chambre d'accusation, mais elle ne l'a point protégée ; elle ne lui a donné aucune garantie, elle lui a même refusé les moyens de se produire utilement. Aucun délai n'est donné aux parties pour préparer leurs mémoires. Elles n'ont que celui qui a été attribué au procureur général pour préparer son rapport ; et, comme ce délai peut être abrégé, il s'ensuit que si ce magistrat termine son travail avant qu'elles aient terminé leur défense, elles sont frappées de déchéance..... Ce n'est point là l'organisation d'un droit de défense ; c'est simplement l'ouverture d'une faculté que les parties exercent comme elles l'entendent, comme elles le peuvent, sans qu'elles trouvent dans la loi aucun appui, aucun concours. »

En 1899, la Chambre des députés a été saisie d'un projet de loi sur cette question, et cette réforme a été présentée par M. le député Cruppi comme une conséquence logique et un corollaire indispensable du système contradictoire en vigueur depuis 1897 devant la juridiction d'instruction du premier degré. S'il est, en effet, utile pour l'inculpé d'être assisté pendant toute l'instruction d'un défenseur qui fasse connaître la nature et l'étendue de ses droits, qui veille à l'observation des garanties de la défense, il est plus nécessaire encore que ce défenseur puisse comparaître et plaider devant la chambre des mises en ac-

cusation, régulatrice souveraine de la procédure, pour expliquer les vices de forme à raison desquels la procédure doit être annulée, pour contester la valeur probante des indices recueillis, et surtout pour discuter la qualification légale des faits et la compétence de la juridiction de renvoi.

M. Cruppi a été assez heureux pour faire voter d'urgence, par la Chambre des députés, dans la séance du 9 juin 1899, la proposition de loi suivante :

Article 1^{er}. — L'audience de la chambre des mises en accusation n'est pas publique. Sont seuls admis à y assister, le ministère public *et les conseils de la partie civile et du prévenu*. La chambre statue, sur le rapport d'un conseiller désigné par le président, après avoir entendu dans leurs observations sommaires les conseils de la partie civile et du prévenu. Le conseil du prévenu a toujours la parole le dernier.

Article 2. — Les articles 217 et 224 du code d'instruction criminelle sont abrogés en ce qu'ils ont de contraire à la présente loi. (1) »

Ce projet, transmis au Sénat le 12 juin 1899, attend toujours l'approbation de cette Haute Assemblée. Nous souhaitons qu'une solution intervienne à bref délai.

Remarquons-le, les dispositions que nous venons de mentionner admettent également le conseil de la partie civile à concourir aux débats qui vont se dérouler devant la chambre des mises en accusation. En examinant,

(1) Cette proposition a d'ailleurs trouvé place dans le projet de révision du Code d'instruction criminelle de Belgique.

plus haut, quel devrait être le rôle de la partie civile au cours de la procédure devant le juge d'instruction, nous avons par avance justifié cette intervention.

En résumé, pour que la justice pénale présente les meilleures garanties d'impartialité, il importe que, tant devant le juge d'instruction que devant la chambre des mises en accusation, il y ait un débat où, *contradictoirement*, chacune des parties en cause, dans la limite de ses intérêts respectifs, puisse figurer avec des droits, sinon égaux, du moins proportionnés à son rôle. En 1897, le législateur est entré dans cette voie ; le projet que nous venons d'étudier continue la réforme ; il y a lieu d'espérer que bientôt sera créé, sur cette question si importante des « juridictions d'instruction », un ensemble parfait.

Vu : Le Président de la Thèse,
LE POITTEVIN.

Vu : Le Doyen,
GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
<i>Généralités. Historique.....</i>	5

PREMIÈRE PARTIE

<i>De la Juridiction d'instruction au premier degré.....</i>	35
--	----

CHAPITRE PREMIER. — <i>De la préparation des Ordonnances de clôture.....</i>	42
--	----

CHAPITRE II. — <i>Des ordonnances de clôture.....</i>	51
---	----

SECTION I. — Ordonnances de non-lieu.....	51
---	----

SECTION II. — Ordonnances de renvoi.....	61
--	----

SECTION III. — Formes des ordonnances de clôture....	73
--	----

SECTION IV. — Signification et communication des ordonnances de clôture.....	75
--	----

SECTION V. — Effet général des ordonnances de clôture.	81
--	----

DEUXIÈME PARTIE

<i>De la juridiction d'instruction au second degré.....</i>	83
---	----

CHAPITRE PREMIER. — <i>Composition et attributions générales de la Chambre des mises en accusation...</i>	85
---	----

CHAPITRE II. — <i>Du second examen fait par la Chambre d'accusation.....</i>	90
--	----

SECTION I. — Procédure.....	91
§ 1 ^{er} . — Mise en état, et Mémoires.....	91
§ 2. — De l'examen et de la délibération.. . . .	91
SECTION II. — Arrêts	99
§ 1 ^{er} . — Arrêt de plus ample informé.....	101
§ 2. — Arrêt de dessaisissement pour incompétence.	102
§ 3. — Arrêt de non-lieu.....	103
§ 4. — Arrêts de renvoi.....	106
A. — Arrêt de renvoi devant les tribunaux cor- rectionnels ou de simple police.....	106
B. — Arrêt de mise en accusation. — Ordon- nance de prise de corps.....	107
C. — Effets des arrêts de renvoi : leur significa- tion	110
CHAPITRE III. — <i>De l'Opposition</i>	114
SECTION I. — Qui peut faire opposition et dans quels cas	117
§ 1. — Opposition du ministère public.....	117
§ 2. — Opposition de la partie civile.....	119
§ 3. — Quid de l'opposition du prévenu?.....	120
SECTION II. — Procédure sur l'opposition.....	122
§ 1. — Délais.....	122
A. — Ministère public.....	122
B. — Partie civile.. . . .	124
C. — Prévenu.....	124
§ 2. — Formes.....	125
A. — Opposition du ministère public.....	125
B. — Opposition de la partie civile.. . . .	126
§ 3. — Notification de l'opposition.....	127
SECTION III. — Effets de l'opposition.	128
§ 1 ^{er} . — Effets suspensif et dévolutif.....	128
§ 2. — Effets particuliers de l'opposition de la partie civile.....	131

§ 3. — Comment il est statué sur l'opposition. . .	139
CHAPITRE IV. — <i>Du pourvoi en cassation contre les arrêts de la chambre d'accusation</i>	141
SECTION I. — Des personnes qui peuvent se pourvoir . .	142
§ 1 ^{er} . — Ministère public	142
§ 2. — Accusé. — Prévenu	146
§ 3. — Quid de la partie civile ?	148
SECTION II. — Des cas d'ouverture à cassation.	151
§ 1 ^{er} . — Discussion générale de la controverse . .	151
§ 2. — Cas prévus par l'article 299	154
A. — Incompétence	154
B. — Qualification illégale des faits	156
C. — Défaut d'audition du ministère public	159
D. — Insuffisance du nombre des magistrats	159
§ 3. — Des hypothèses non prévues par l'article 299. .	159
A. — Vices de la procédure antérieure à l'arrêt. .	160
B. — Vices inhérents à l'arrêt lui-même	162
SECTION III. — Formes et délais du pourvoi	165
§ 1 ^{er} . — Formes	165
§ 2. — Délais	167
A. — Etude spéciale du délai de cinq jours	170
B. — Etude spéciale du délai de trois jours	172
C. — Expiration des délais. Sanction	174
SECTION IV. — Effets du pourvoi	175

TROISIÈME PARTIE

<i>Projets de réformes et Droit comparé</i>	179
CHAPITRE PREMIER. — <i>Organisation des juridictions d'instruction</i>	181
SECTION I. — Décision rendue par un magistrat	182
SECTION II. — Décision rendue par les magistrats ins-	

tructeurs.....	186
SECTION III. — Des deux degrés de la juridiction d'instruction.....	195
CHAPITRE II. — <i>Fonctionnement des Juridictions d'instruction</i>	203
SECTION I. — Fonctionnement devant le juge d'instruction.....	204
SECTION II. — Fonctionnement devant la chambre des mises en accusation.....	206

